ÉCHANGES

N° 147 — Printemps 2014 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

Vingt ans après laguerre, les prolétaires de **BOSNIE** enflamment les Balkans, p. 3 ◆ Chronologie, p. 10 ◆ Il arrive qu'un plenum ne soit qu'un plenum, p. 13

GRANDE-BRETAGNE. L'austérité ne date pas d'hier : Thatcher 1979, « There is no alternative », p. 17 ◆

ETATS-UNIS. L'avenir du syndicat ? p. 21 ◆ Volkswagen dans le Tennessee, un conflit qui n'en était pas un, p. 22 ◆ « Alabama Notes », p. 25

◆ Un débat : obsolètes, les **CONSEILS OUVRIERS** ? p. 31

TECHNOLOGIES. Témoignage : technologie et conditions de travail, p. 37 ◆ Les anti-industriels, rapport d'étape, p. 40

Brésil,p. 41

« Partout où les saisons... », p. 42 ◆ Démocratie, un débat, p. 45 ◆ Jaurès, le myhe ? p. 47

Polémiques lointaines, p. 50
Dans les publications. Trouvé sur le Net, p. 52

CORRESPONDANCE. William Morris ; Destins d'usine ; Pas de printemps pour la Syrie ; Métiers pourris, ou le mythe du bon maton ; Quiproquos et malheurs d'Internet ; Le destin d'un prolo, p. 57

Lutte de classe et luttes politiques, p. 60

DANS LES PUBLICATIONS. Disparitions : « A contre-courant » ; « A contre-temps », p. 61 ◆ Bosnie, France, Max Adler, Ouvriers contre le travail... p. 61

« Zombies de tous les pays, unissez-vous » ; ébauche sur **LE PROLÉTARIAT DU XXIe SIÈCLE**, p. 65

Publications, p. 69

Critiques de **LIVRES.** « Militants contre la guerre », p. 72 ◆ « The Oligarchic Democracy, The Influence of Business Group on Ukrainian Politic », p.73 ◆ « Karl Marx, vie et œuvre », d'Otto Rühle, p. 75

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e

☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er

☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er

☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er

☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue, 93100.— michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e

☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e

☎ 01 43 25 52 10

Magpresse, 16 rue Linné, 5e

☎ 01 09 64 48 79 94. — ephemerides@la-poste.net

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er

☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e

☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e

☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e

☎ 01 43 71 21 07

VINGT APRES LA GUERRE, LES PROLETAIRES DE BOSNIE ENFLAMMENT LES BALKANS

Ce qui suit est le témoignage d'un camarade qui s'est rendu en Bosnie, en février dernier et raconte ce qu'il a vu et entendu

J'étais parti, en revenant de Bosnie-Herzégovine, pour écrire un texte plus complet et plus fouillé sur l'ensemble des aspects que j'avais vus ou sur lesquels j'avais réfléchi. Et je me suis retrouvé, après mon retour, à devoir choisir entre l'utilité de proposer rapidement des clefs de lecture des derniers événements, et l'idée plus laborieuse d'écrire jusqu'au contentement petitement intellectuel d'une belle production. Heureusement, je fus rattrapé par un bon principe prolétarien : le travail est le premier ennemi du travailleur. Le projet d'une production sans productivité, celle qui abolira l'économie que nous haïssons, m'a ramené à la raison que l'utilité bien partagée d'une activité vaut plus que sa qualité abstraite. Ce récit aura donc une suite si l'utilité s'en fait sentir ; je n'ai pas envie, pour l'instant, de m'enfermer dans une activité qui ne m'est pas aisée d'écrivain Vive la révolution

A bas le travail

Cependant, pense également que des aspects nombreux et intéressants soulevés par ces événements méritent des développements, également pratiques, qui gagneraient à être plus collectifs.

L'existence de la Bosnie-Herzégovine sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui, comme construction politique inextricablement bancale, est le résultat direct de la défaite des luttes sociales des années 1980 en Europe dans le cours des restructurations économiques qui se sont imposées à l'économie mondiale lors de cette période. Il fut plus précisément le résultat de la déconstruction de la Yougoslavie dont ce bricolage multiethnique a été une condition nécessaire. Cette question fut ainsi résumée par un prolo qui répondait, au Plenum de Mostar, à une intervention précédente valorisant la multiethnicité du pays: « Tes histoires multiethniques ont en a rien à foutre, avant la guerre on ne savait pas qui était quoi et on se portait mieux. »

Le processus de dislocation de l'Etat yougoslave est inséparable des résistances sociales, en Europe et ailleurs, face aux restructurations de la fin des trente glorieuses dont les effets se sont violemment affirmés à partir de la fin des années 1970/ début des années 1980. La même « vague libérale » qui écrase les luttes ouvrières britanniques au travers de la période connue sous le nom de «grève des mineurs», essaime ses licenciements de masse, fermetures d'usines et disparition de secteurs industriels à travers l'Europe. Les répercussions de cette vague vont, à l'autre bout de l'Europe, déterminer la dislocation de la Yougoslavie.

L'intégration de l'économie yougoslave au jeu politique mondial lui avait permis un développement économique continu jusque dans les années 1970, assurant par sa dépendance aux crédits fournis par le système monétaire international un contrôle renforcé sur sa structure socio-économique interne. Cette dépendance se manifeste, à partir du

début des années 1980, par l'imposition de se conformer aux nouveaux impératifs internationaux en termes de règles économiques et sociales. C'est contre cette tentative de mise au pas aux nouveaux impératifs que se développe, sur l'ensemble des parties de l'ex -Yougoslavie, sans exception, une résistance sociale farouche qui se manifeste de 1985 à 1992 (et se prolonge dans la guerre) par un mouvement ininterrompu de luttes déterminées s'attaquant à la bureaucratie maîtresse du pays, et exécutrice pour son propre intérêt bourgeois des réformes exigées par le FMI.
C'est dans ce contexte que la généralisation des luttes sociales yougoslaves arriva à démontrer que cet Etat n'était plus capable de jouer son rôle d'Etat, c'est-à-dire de faire rentabiliser par ses prolétaires le montant des capitaux investis sous forme de crédit dans l'état yougoslave. C'est contre la résistance des prolétaires yougoslaves que furent organisés et soutenus la réponse nationaliste et l'éclatement ethnique, au travers desquels la guerre imposa la paix sociale. Cette solution fut, dans ce contexte historique, déterminée par l'écroulement de l'URSS entraînant un mouvement de captation des marchés d'Europe orientale par les capitaux occidentaux et la redéfinition du contenu du projet européen avec la réunification de l'Allemagne.

100 000 morts et vingt ans après, les prolétaires de Bosnie relèvent la tête: une série de résistances sociales secoue les différentes parties de l'ex-Yougoslavie. Les luttes qui ont éclaté cet hiver en Bosnie semblent marquer un nouveau pas dans le réveil des résistances écrasées par les nationalismes et la guerre dans un contexte international transformé et instable.

« Yougoslavisme »

Il semble utile de prendre en compte que le réveil des luttes en Bosnie doit immédiatement se comprendre dans ses relations avec les résistances qui éclatent en ex-Yougoslavie et qui témoignent de l'épuisement « prématuré » des structures étatiques ayant assuré, dans une période précédente, la paix sociale au travers des stratégies nationalistes. Non pas que celles-ci soient vaincues par enchantement, mais que leur capacité d'opposer les populations divisées en faisant attribuer aux intérêts nationaux des populations adverses les raisons de la misère s'est décomposée et n'est ici plus jouable dans le nouvel environnement européen.

Présent dans certaines situations, cet aspect « ethnique » non pas de division des luttes mais de frein à leur déclenchement, a perdu sa dynamique et s'épuise même s'il survit comme un champ de cicatrices plus ou moins enfouies selon les situations régionales. Par ailleurs, réapparaît un certain « yougoslavisme » qui porte en soi une critique de l'écrasement nationaliste. C'est une nouvelle limite aujourd'hui plus concrète, porteuse d'illusions néo-titistes idéalisant la version orientale du compromis social de l'après-guerre, qui se manifestait, plus qu'à l'Ouest, par de fortes garanties sociales de revenu minimum assuré, de logement, de santé et d'accès gratuit aux études, rappelant une période idéalisée d'avant les divisions nationales. Une période, où « contrairement à aujourd'hui, l'Etat aurait été capable de bien jouer son rôle ». Il reste dans l'ombre de la mémoire sociale que la « yougoslavisation » actuelle des mécontentements sociaux est, par-delà un dépassement des nationalismes de ces vingt dernières années, également celui de la situation dans l'ancienne fédération yougoslave où la répression sociale qu'organisait séparément chaque bureaucratie sur la population de sa république avait les mêmes objectifs de division. La fulgurance avec laquelle se sont répandues les nouvelles de la révolte bosniaque et la rapidité des expressions de solidarité à son égard de Skoplje à Zagreb, étaient inenvisageables dans le système médiatique et policier titiste.

L'arrogance avec laquelle ont été exécutées les réformes du FMI depuis vingt

ans, d'abord par l'ancienne bureaucratie reconvertie dans le libéralisme, puis par les nouvelles générations d'entrepreneurs ayant en partie pris la relève, n'a fait que radicaliser la vision mafieuse qu'a, des politiciens et des nouveaux capitalistes locaux, une population aux abois. Le discours tantôt nationaliste tantôt social-démocrate qui fut l'apanage de ces « mafias » a largement participé à la disparition de leur vernis idéologique.

Il n'en reste pas moins que le discours dominant de la contestation est marqué, dans la région, par la demande d'un Etat compris comme « bonne organisation de la société » et qui sortirait de son chapeau de magicien des politiciens apolitiques et des entrepreneurs honnêtes, bref un Etat idéal qui fait bien son boulot sous le contrôle de sa population. Il serait cependant tout à fait déplacé de juger ces demandes en les classant dans des catégories réductibles à leurs apparences. Une réalité sociale n'existe pas en soi. Elle est ce qui se développe dans le mouvement, et l'expression de ses contradictions, et la brutalité de celles-ci faisant face à la lucidité qu'ont les prolétaires de l'impasse de leur situation ; elle laisse aujourd'hui peu de place à des alternatives politiciennes durables. C'est ce qu'exprime l'épuisement du cadre politique de gestion qui fut imposé à la zone yougoslave, il y a une vingtaine d'années. Les limites de ces situations, aujourd'hui comme il y a vingt- cinq ans, sont également déterminées par la situation internationale qui les contextualise.

Le caractère prolétarien de ces luttes engageant des sans-réserves s'affrontant, au travers des autorités, à leurs dramatiques difficultés d'existence est permanent dans ces antagonismes sociaux, aussi bien en Bosnie-Herzégovine que dans les régions voisines, contribuant par-delà les nouvelles frontières à un certain niveau d'homogénéité des conditions de lutte sur l'ensemble des territoires où elles s'étaient développées avant la guerre.

Assemblées populaires

L'invocation de la démocratie réelle ou participative est permanente. L'aspect dominant de ce démocratisme est souvent localiste, en opposition à l'incompétence des solutions élaborées dans les hautes sphères lointaines de la politique. La contestation sociale navigue donc dans un discours anti-parti et anti-politicien, et anti-privatisations. Il est, dans la situation hérzego-bosniaque, marqué par un anti-nationalisme général et par un antifascisme qui n'a pas le même sens selon qu'il est utilisé par les bureaucrates de la république serbe de Bosnie ou par les populations d'Herzégovine. Ce dernier prend en partie un aspect particulier dans une région où ont agi pendant la guerre des milices nationalistes croates (soutenues par certains gouvernements) se réclamant ouvertement du nazisme (et non du fascisme relié dans l'historique de l'extrême droite croate à l'Italie qui avait privé la Croatie d'une partie de son littoral).

Avant de développer d'autres aspects, il faut évoquer ces « assemblées populaires » qui ont pris le nom de « Plenum » à Tuzla et qui se sont multipliées sous différentes formes à travers la Bosnie-Herzégovine en colère. Il serait utile d'entrer un peu dans le fonctionnement du Plenum de Sarajevo pour situer quelques oscillations contradictoires de cette nouvelle démocratie :

Le 17 février, avant de monter à l'étage où il se tient, je suis arrêté dans le hall d'entrée par les flics qui assurent la sécurité du Plenum (des vrais, avec uniformes…). On me fait passer dans un portail détecteur de métaux et les sacs doivent parallèlement passer sur tapis roulant dans un détecteur approprié. Ma bouteille d'eau est ouverte pour vérifier qu'elle ne contient pas subrepticement de l'alcool ou de l'essence (La salle de réunion, dans laquelle on rentre par le premier étage, est un vaste amphi

théâtre avec au-dessus un large couloir circulaire où se trouvent sièges et petites tables. De-ci de-là, circulent, tout à fait détendus, pas franchement amicaux mais presque, de un à trois flics s'assurant que personne ne trouble la démocratie. On note bien, dans ce tas d'uniformes, que quelques-uns sont plus attentionnés que d'autres et que leur activité relève davantage des Renseignements généraux que de la circulation automobile.

Les discussions et les interventions sont fluides. Un souci de recherche d'unanimité n'entrave pas des expressions critiques résolues. Dans cette atmosphère cosy, on est presque entre gens bien.

Il s'y trouve, à mon avis, entre 600 et moins de 1 000 participants. Les gens sont plus nombreux qu'au rassemblement qui a eu lieu avant dans la rue, parce qu'un certain nombre d'entre eux y viennent après le travail.

Le point à l'ordre du jour est le suivant : en résumé, « Personne ne peut représenter le Plenum, mais nous devons choisir qui portera physiquement nos doléances/ revendications aux autorités. Treize volontaires se sont proposés, nous étions convenus, auparavant, d'une délégation de sept personnes pour ne pas être trop nombreux. Il va donc falloir décider qui ira, qui n'ira pas... Les treize citoyens volontaires vont se présenter à vous un par un » *(le terme « gradanin », extrait de « grad », cité ou bourg, peut se traduire par citoyen ou... bourgeois, ce qui est une manière involontaire de remettre la démocratie à sa place)*

Les treize personnes se présentent très sobrement, nom, prénom, activité, et deux trois remarques. C'est en majorité des chômeurs, quelques prolos en activité, quelques retraités, deux travailleurs émigrés revenu en Bosnie, l'un de Suède, l'autre de France. Dans mon souvenir, il y avait trois femmes. (Les femmes étaient nombreuses dans l'assistance et présentes, plus généralement, dans les interventions).

Une fois que tout le monde s'est présenté, la fille qui tenait le micro a fait repasser les « citoyens » un par un pour les soumettre aux décisions de l'assemblée. Les deux premiers se sont fait siffler direct, puis les autres ont été retenus ou rejetés selon une procédure un peu aléatoire et mouvante mais toujours très démocratique. La question posée était tour à tour est-ce que vous en voulez ou est-ce que vous n'en voulez pas, sans ordre très précis dans les questions. Ceux qui étaient rejetés l'étaient, il me semble, toujours après plusieurs tours de question. Certains, connus, étaient acclamés et élus dans la foulée. Au bout de cette séance qui dura un certain temps, sept personnes furent choisies. Puis, une fois ce choix fait, l'un des « élus » prit le micro à la fille qui dirigeait les débats et dit : « Ecoutez, en ce qui me concerne j'ai été choisi, ce n'est donc pas pour faire changer la décision pour moi-même que j'interviens, mais pourquoi on n'y va pas tous ? » Acclamation. La fille reprend le micro et met la proposition au vote. Il est ainsi décidé que tous les volontaires participeraient à la délégation. Parallèlement à cette dernière décision, j'avais remarqué que les décisions de rejet ou de choix des citoyens délégués étaient relativement influencées par une partie de l'assemblée dans laquelle se trouvaient les probables participants aux déprédations criminelles des biens publics dont les noires traces de fumée habillaient encore certains bâtiments officiels dans l'attente de leur disparition définitive.

Mais c'est là une autre question que l'on abordera plus tard. On peut cependant préciser que contrairement à Tuzla, la question de la libération des manifestants embarqués est absente. Leur nombre est inconnu et aucun suivi de cette question n'apparaît. Ce qui est d'autant plus gênant que les journaux comme les échanges que j'ai eus évoquaient, sans précision, des descentes de flics chez des gens, au cours des ou après les événements du 7 février.

Voilà donc quelque aspect pratique de ce qui, en l'état, ne peut pas réellement s'affirmer comme un contre-pouvoir, mais qui dans son rapport allergique à l'idée du politique se positionne comme une force de proposition pour corriger ce dernier.

Il faut cependant supposer pour une évaluation plus générale de la situation qu'il existe des modulations notables dans les différentes situations locales.

Indépendamment de leur positionnement dans le contexte international de la période, les évènements de Bosnie trouvent leur place dans la situation de paupérisation et de résistance des différentes parties de l'ex-Yougoslavie. En ce sens, cette aire constitue une forte proximité de perception et de conditions socio-économiques reliées par des vagues précédentes de luttes dont l'amnésie s'estompe. Ce que souligne les expressions spontanées de soutien provenant depuis début février des différentes parties de la zone yougoslave ou le rappel courant de la situation d'il y a vingt ans, d'avant les divisions nationales. (Une récente brochure sur les luttes actuelles au Portugal (« *Portugal, le pays où la colère est couleur* », collectif les ponts tournants, disponible à Echanges) abordait la question de la mémoire des luttes. La remontée des expériences présentes et passées qui anime les luttes dans la zone yougoslave semble s'inscrire dans ce courant de ressaisissement illustrant cette problématique). Quelle que soit la longueur du chemin, ces mouvements sociaux, indépendamment de tout discours, contribuent à dépasser les frontières taillées à la hache pour les diviser.

Une grève à Kraljevo

l est utile, pour la compréhension des événements bosniaques et la situation plus générale, de dire quelques mots sur une lutte qui se déroule en Serbie et qui concerne un atelier de fabrication de wagons. L'information date du 10 février, elle se conjugue avec l'incendie bosniaque.

Les travailleurs d'une entreprise de construction de matériel roulant, concernant 250 salariés, sont en grève et bloquent les voies de chemin de fer à Kraljevo.
En avril 1987, les 400 salariés d'alors de cette même entreprise ont mené une grève déterminée contre les pertes de salaires dues à l'écroulement de la valeur du dinar. Ils s'étaient alors inscrits dans un cours de généralisation et de radicalisation des luttes qui se manifestait par l'exigence du licenciement des directions d'entreprises qui ne leur assuraient pas le maintien de leurs salaires. (Ce contre quoi la bureaucratie et ses syndicats, dénoncés par les travailleurs, ont avec le financement de leurs soutiens occidentaux, promu les réponses nationalistes pour répondre aux travailleurs que c'était de la faute de la population de l'autre république qui s'accaparait le produit de leurs efforts).

Actuellement les informations sur cette lutte indiquent qu'ils subissent un retard cumulé d'un an de salaires, qu'ils n'ont plus rien touché depuis leur dernière grève qui remonte à huit mois, qu'ils bloquent un nœud ferroviaire, qu'ils ont constitué un comité de grève impliquant qu'ils se sont débarrassés des syndicats. Il apparaîtrait que leur blocage empêche le passage de la production des véhicules d'une usine Fiat, indiquant par là qu'ils occupent un poste stratégique de transit ferroviaire. L'Etat serbe ne semblait pas, à cette date, en mesure de les virer manu militari puisque le représentant du comité de grève a été reçu au ministère des finances où on lui a proposé le paiement immédiat d'un mois de salaire et un autre versement équivalent d'ici moins d'un mois.

Proposition rejetée par les travailleurs qui exigent la totalité de leurs arriérés et le rétablissement de leurs garanties sociales (lié, il me semble, à la délivrance de la fiche de paye). La direction de la société a, ou a été, démissionnée, ce qui n'entame en rien la décision du comité de grève de maintenir le blocage des voies.

Il se déroule plusieurs mouvements de ce type actuellement en Serbie, mais il est difficile de savoir s'il s'agit à proprement

parler de grèves ou d'entreprises en faillite (plus ou moins organisées après une privatisation, comme cela apparaît dans différentes situations en Bosnie) et qui sont occupées par les travailleurs pour obtenir leurs arriérés de salaires.

Les mouvements de ce type se multiplient également dans différents pays d'Europe orientale (et ailleurs).Après avoir avancé quelques éléments sur l'épuisement de l'encadrement nationaliste des réalités sociales de l'aire yougoslave, une autre observation s'impose.

La complexité des cohabitations culturelles en Bosnie-Herzégovine sur un territoire réduit ne répondait, au départ, à aucune possibilité de délimiter des frontières territoriales pour chacune de ces réalités, ce qui était d'autant plus initialement aberrant que les références personnelles à ces identités étaient aussi complexes que relatives. Le choix occidental de déconstruire la Yougoslavie en reconnaissant des Etats livrés à autant de nationalismes particuliers devenait très alambiqué à mettre en œuvre en Bosnie-Herzégovine. Cet impératif n'en était pas moins une nécessité pour achever la décomposition de la Yougoslavie. Délimiter des territoires dotés d'un pouvoir ethnicisé était le préalable à la reconnaissance politique de cet Etat-patchwork, d'où la confusion du résultat. Ce qu'on nomme la purification ethnique est une conséquence directe de la mise en œuvre de ce projet. Les trois entités nationales à définir étaient les Croates, les Serbes et les « Musulmans » que l'on nomme actuellement les Bosniaques. Les nationalismes croate et serbe se sont respectivement appuyés sur les moyens militaires de la Croatie et de la Serbie, et idéologiquement sur leur discours national patriotique et les références historiques ressuscitées pour l'occasion, La partie « musulmane » et son discours national ont été inventés en quelques années, sans référence historique, entre 1992 et 1995. D'où la moins grande intégration, dès le départ, du discours national patriotique sur la zone bosniaque. Cela n'est pas une explication, mais un élément à prendre en compte dans la manière dont s'est étendue la dernière révolte en Bosnie où, à l'exception de Mostar, les formes les plus déterminées ont éclaté sur la zone bosniaque de la Bosnie-Herzégovine. Pour la zone « croate » elle s'est limitée à Mostar qui se trouve à cheval sur la partie bosniaque. Quant à la partie « serbe », il y a eu des troubles et des manifestations à Banja Luka (et peut-être ailleurs) mais il n'y ont pas pris la même ampleur.

Deuxième partie : Le joli mois de février...

Un syndicaliste dont j'ai perdu le nom a eu cette hallucination dès le 5 février : « Que tous les gens de toutes les villes et de tous les cantons se lèvent et se battent ! ». Heureux soit l'exaucé qui dans ce moment de prémonition a complètement oublié de rester syndicaliste !

Ce 5 février 2014 pourrait effectivement être considéré comme le jour du départ d'un incendie social qui, patience aidant, pourrait bien avoir de l'avenir. La question n'est pas de faire des pronostics. Il s'agit d'essayer de saisir les implications possibles d'un événement qui clôt la défaite des plus importantes luttes de résistances aux restructurations des années 80. Il s'agit de saisir, dans le resurgissement actuel dans cette zone yougoslave, ce qui dans ces luttes sociales répond aujourd'hui à la situation issue de leurs défaites passées qui les ont livrées à de nouveaux Etats réduits à des exécutants locaux plus malléables aux consignes successives du FMI.

Voilà donc une situation concrète où les frontières nationales mises en place au début des années 90 pour écraser les résistances sociales au « nouvel ordre mondial » aboutissent aujourd'hui à un rejet social de ces divisions. Les luttes qui s'affirment en Bosnie-Herzégovine propagent leurs échos au-delà des frontières qui les ont étouffées dans les divisions nationales, en se ressaisis-

sant de l'expérience de leurs défaites passées. Ce mouvement est un pas en avant qui n'a d'avenir que dans les luttes qui lui répondront et dans la mesure où il s'y inscrit lui-même comme un moment de leurs émergences.

Contre les divisions nationales qui furent l'instrument de son écrasement au début des années 90, ce surgissement social affiche immédiatement son rejet des nationalismes et affirme ses solidarités sur l'ensemble de la zone yougoslave censée, selon les discours officiels largement intégrés en occident, avoir disparu comme le rejet d'une oppression passée. Il n'est pas curieux qu'on entende en Bosnie-Herzégovine évoquer le terme de « printemps bosniaque »

Au cours d'une demi-douzaine d'années d'entêtement, jusqu'à l'orée des années 90, les prolétaires de Yougoslavie sont restés parfaitement « contre-historiques ». Ils n'ont en effet jamais envisagé dans la situation de la période que leurs luttes ouvrières d'une autre époque, tentant de défendre leurs droits de rester exploités comme auparavant, étaient vouées à l'échec. (Leur résistance à la dégradation de leur situation a déterminé comme aujourd'hui leur mobilisation). Ils se sont battus jusqu'à vider un Etat de sa raison d'être : les faire travailler dans l'ordre imposé par les nouvelles normes d'exploitation.

Et cette victoire gagnée en pleine défaite générale du prolétariat, isolée de toute capacité d'extension, les réduisant à leur seule expression de classe productrice de son aliénation, les a livrés, aux travers des reconstructions nationales qui leur promettaient un avenir meilleur, à leurs pires ennemis. C'est ainsi qu'à coup de nationalismes et de terreur ils se sont laissés embaucher, chacun à sa place, par l'armée qui leur offrait des armes pour se défendre, eux, leur familles, leurs amis et tirer sur leurs camarades de la veille. C'est ça la guerre.

La révolte qui s'est levée en Bosnie-Herzégovine est celle de l'affrontement à cette histoire. Sa nécessaire liquidation, pour que vingt après, à travers toutes ces épreuves, se reconstruise pas à pas la solidarité des prolétaires contre des ennemis plus terribles que les entrepreneurs libéraux et les politiciens mafieux, contre la reconstruction de nouvelles illusions, cette fois- ci démocratiques ou mêlées à des relents néo-titistes, qui menace de les livrer de nouveau aux mêmes impératifs que ceux qui les ont conduits et les maintiennent dans leur situation révoltante. La bataille qui s'annonce est qu'il ne peut pas exister d'Etat hors des rapports sociaux qui font du prolétaire le producteur du monde qui l'écrase.

Il faut du pain pour construire l'histoire.

La situation en Bosnie-Herzégovine reflète celle de la zone yougoslave et plus largement les conditions sociales d'une grande partie de l'Europe orientale.

Chômage très important, accès toujours plus coûteux aux besoins élémentaires (nourriture, santé, logement). Impasse sociale faisant vivre avec d'autant plus d'amertume les difficultés d'accès à la scolarité et aux études.

Pratiques sociales arrogantes: salaires scandaleux, non-paiement et retards de salaire courants. Les privatisations imposées par les normalisations économiques recoupent des liquidations d'activités industrielles en fonction du marché international, accompagnées couramment par des pillages d'installations rachetées à trois ronds, dans le cadre de ces privatisations, pour être remontées ou revendues avec profit dans un autre site de la planète où leurs exploitations s'avèrent momentanément plus rentables ...

Un nombre important de luttes sont liées à cette réalité économique générale, d'un bout à l'autre de la planète, et abusivement qualifiée de mafieuse. Ces « abus » expriment la nature d'un rapport social, non pas ses déviances. Ce qui n'empêche pas qu'il est logique qu'il soit ainsi perçu par des travailleurs qui se retrouvent du jour au lendemain privés de moyens d'existence. Pour réduire le coût annexe de ces liquidations d'entreprises aucune disposition sociale n'en amortit les conséquences. Elles sont par ailleurs rendues d'autant plus dramatiques que la pauvreté matérielle de la population

qui en est victime réduit les capacités des solidarités sociales.

Ce pillage des ressources, qui n'est pas saisi comme fonctionnement normal de l'économie par les populations qui le subissent, est à l'origine d'une partie importante des luttes qui apparaissent dans les journaux ou qui nous arrivent aux oreilles, et ce n'est souvent que le caractère « abusif » des lois économiques qui est mis en cause, et non leur nature même.

Ce qui n'empêche en rien ces luttes de viser directement les intérêts immédiats de la bourgeoisie, et de s'attaquer à ses capacités d'exercer ses fonctions.

Petite chronologie

Avant ce développement il serait utile de faire un détour par les accords de Dayton, pour livrer une vision approximative de la clarté institutionnelle de la Bosnie-Herzégovine. Elle se présente comme une Confédération comprenant d'une part la République Serbe de Bosnie dont la capitale est Banja Luka et d'autre part la Fédération Croato-Musulmane, elle-même composée de l'Herzégovine, croate, (qui est une région différente en soi de la Bosnie) dont la Capitale est Mostar. La Bosnie (Musulmane) commence à Mostar, sur l'autre rive de la Neretva et constitue le second élément de cette fédération, sa capita, Sarajevo, est également la capitale confédérale. Il faut ajouter que, contrairement aux Croates d'Herzégovine, les Serbes de Bosnie et les Bosniaques sont Bosniens, en tant que populations de Bosnie. C'est simple, non ? Il suffit de préciser qu'en dehors de ces trois groupes il n'existe aucune reconnaissance institutionnelle pour ceux qui ne pointent pas à l'une de ces identités ou qui n'en ont pas envie : il en est ainsi des Roms, des Juifs (ils constituaient en ex-Yougoslavie la seconde importante population juive avec celle de Voïvodine) et une série d'autres minorités dont je ne sais pas ce qu'il reste encore.

5 février 2014

L'agressivité des méthodes économiques modernes et la pression sociale du chômage sont directement à l'origine des événements qui prennent forme à partir des manifestations du 5 février. On y retrouve, au coude à coude, travailleurs pauvres ou en attente de versement de salaires, grévistes occupants des entreprises dont la direction est partie avec la caisse, beaucoup de chômeurs et quelques étudiants en attente de chômage, auxquels se joint d'évidence et en première ligne toute la jeunesse en colère.

Depuis des années, rien ne bouge dans la situation désastreuse de la population, tout se passe bien pour les exécutants des accords de Dayton et les bénéficiaires des réformes économiques libéralisant l'exploitation des ressources régionales, main-d'œuvre comprise. Ce jour-là des manifestations ont lieu à **Zenica, Bihac, Prijedor, Sarajevo (2 000 manifestants), Tuzla (6 000 manifestants).** Quelque chose se passe qui mettra... 24 heures pour éclater.

6 février

Un des rassemblements a lieu **à Mostar**, ville dont la position est importante dans cette révolte, dans la mesure où elle est la seule, parmi celles qui ont connu des expressions enflammées, qui se trouve à cheval sur une zone non bosniaque (que l'on appelait auparavant « musulmane »). Le rassemblement a lieu dans la partie croate de la ville où se trouve le centre de la ville moderne. Les manifestants ont allumé des feux sur les chaussées et discutent et crient des slogans autour de ces feux. Il n'y a pas d'affrontement ce jour-là.

C'est **à Tuzla,** dans ce qui reste de cette ancienne ville industrielle, que se concentre la colère de cette journée. Le thème des slogans est la dénonciation du chômage, les magouilles des privatisations, des salaires non payés, des fermetures d'usines.Il apparaît que les flics tentent d'intervenir et que cela se termine mal pour eux. Des affrontements très violents font 13
0 blessés dont 100 flics.

7 Février 2014. Le réveil des Balkans !

A Banja Luka, en république serbe de Bosnie se déroule un rassemblement sur les mêmes thèmes qui font monter la tension dans la région : chômage, privatisation crapu-

leuse, corruption des politiciens.

A **Tuzla , Zenica, Sarajevo et Mostar,** les principale villes de la Bosnie (précédemment appelée musulmane), les parlements et bâtiments du Pouvoir prennent feu dans la même journée et une rage spontanée éclate à travers ce territoire, électrisant toute la région et au-delà.

A **Mostar,** fait important, la seule de ces villes en éruption qui se trouve à cheval sur la zone croate et musulmane, après avoir enflammé les bâtiments du gouvernement, les sièges du HDZ, parti nationaliste croate et du SDA parti nationaliste musulman sont tous les deux incendiés. Pour la petite histoire, il faut ajouter que l'un de ces bâtiments officiels affectés par l'ardente critique des flammes fut couvert par des tags de la « Red Army » groupe de supporters « antifascistes » du club de foot local.

8 février 2014.

Des manifs se déroulent à travers toute la Bosnie Il n'y a pas d'affrontement signalé ce jour-là **à Sanski Most, Konjic, Sarajevo et Mostar.**

À Bihac, le rassemblement se termine par un affrontement entre 2 000 à 3 000 manifestants et la police

À **Bugojno** 500 chômeurs et travailleurs licenciés manifestent en soutien à Tuzla et exigent la libération de tous les manifestants emprisonnés.Suad Zeljkovic, chef de l'administration cantonale de Sarajevo démissionne.

En moins de 24 heures, l'information se répand à travers les frontières :

En Serbie, en Croatie et en Macédoine (Le lendemain au Monténégro) des rassemblements de soutien à la colère des travailleurs de Bosnie-Herzégovine, sont organisés pour les jours prochains.

Des arrestations ont lieu dans la région de ***Tuzla*** dans la nuit, dans les milieux anar et « extrême-gauche »

9 février

Les rassemblements quotidiens se généralisent à travers toute la BiH (Bosnie-Herzégovine).

Manif à **Velika Kladusa**. Les thèmes récurrents sont : 20 ans de mensonge, Gouvernement de voleurs. (il est à signaler que ce '20 ans' est une référence au déclenchement de la guerre et à la création des Etats dirigés par des partis nationalistes s'étant engagés à résoudre les problèmes sociaux grâce à la libération « nationale »). Les rassemblements élaborent, comme partout, des plans à imposer au gouvernement : à Velika Kladusa, il est question des limitations du salaire des élus, de la suppression de leurs avantages « exceptionnels », du contrôle ou de la dénonciation des privatisations…

10 février

À Belgrade : 300 participants à une manif de soutien à la « Bosnie-Herzégovine courageuse »

Manif à **Kalesija**. Pancarte : Entrepreneurs = esclavagistes Travailleurs = esclaves

11 février

Manifs dans une dizaine de villes de BiH (Bosnie-Herzegovine)

1er Plenum de ***Tuzla***, titre donné aux assemblées de lutte dans lesquelles sont invités à se joindre les « citoyens » pour discuter de la situation et élaborer leurs exigences. Le grand Théâtre de Tuzla accueille ce Plenum.

Sarajevo : Les travailleurs de l'Hôtel Holiday Inn en grève et de la compagnie des transports urbains sont, entre autres, présents avec leurs pancartes dans la manifestation.

12 février

1er rassemblement de soutien à **Zagreb** (Croatie) Une banderole anar : Vive la lutte de la classe ouvrière.

Sarajevo. Occupation de l'hôtel Holiday Inn par les salariés qui ne sont plus payés depuis deux mois. L'hôtel, construit pour les jeux olympiques de Sarajevo, a été privatisé en 2003 et revendu au groupe autrichien Alpha Bau management pour 22,8 millions d'euros. Les salariés l'accusent de violer les lois sociales avec la complicité du gouvernement et de ne pas respecter les dispositions de la transaction de privatisation.

Rappel de Hongrie sur la situation générale en Europe orientale : des travailleurs du secteur de la chimie occupent leur usine et mani-

festent à Budapest contre les propriétaires qui refusent de leur verser leurs arriérés de salaires.

13 février

1er Plenum de Mostar (capitale de l'Herzégovine situé à cheval sur une zone croato-bosniaque, de part et d'autre de la Neretva). 200 personnes sont rassemblées dans la salle devant une banderole : « La liberté est notre nation ».Revendications avancées : Révocation du gouvernement de la BiH, arrêt du financement des partis.

Skoplje (Macédoine). Manif de soutien à la BiH, le cortège se rend jusqu'à l'ambassade de Bosnie-Herzégovine. « Contre le nationalisme, le népotisme et la corruption ». Slogan totalement en phase, comme généralement partout sur la zone yougoslave, avec la perception de la situation locale.

Zagreb (Croatie) Une manifestation rassemble 1000 personnes dans un cortège qui se rend du marché aux fleurs à la place des victimes du fascisme. Banderoles : « Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes. Une seule classe, un seul combat. »

Vranje (Serbie) Dans l'entreprise Jumko les travailleurs ne sont plus payés depuis 7 mois. 1500 manifestants bloquent l'autoroute Belgrade /Skoplje.

Kraljevo (Serbie) Manif des travailleurs d'une entreprise en grève qui ne sont plus payés depuis mai 2013

14 février

Bihac. 220 travailleurs de Bira Bihac manifestent devant leur usine. Ils ne sont plus payés depuis novembre 2013. Ils sont rejoints par les travailleurs de l'usine Robot

Zavidovic , 5000 manifestants composés de chômeurs, d'invalides de guerre, des victimes civiles de la guerre et de leurs familles, de retraités et des travailleurs de « Krivaje » et d'autres entreprises, demandent la démission du maire SDA (nationaliste musulman) et de l'équipe municipale et proposent la nomination par l'assemblée d'un responsable sans parti jusqu'aux prochaines élections. Une partie de la manifestation prévoit une occupation de la place par une installation de tentes jusqu'à la démission de l'équipe municipale. Les troubles ont débuté le 7 février Une mobilisation massive (il s'agit d'une petite ville) se prolonge au moins jusqu'au 17 février.

15 février

Podgorica (Monténégro) Suite à un appel ainsi rédigé : Révolution au Monténégro. Tous dans la rue, Demain au parlement Différents groupes locaux, anar, « extrême gauche »... organisent un rassemblement de soutien aux travailleurs de Bosnie-Herzégovine. Les propos de la foule sont ponctués en arrière-fond par : voleurs, voleurs... à l'adresse des politiciens. Les propos sont très anti-nationalistes. Il y a derrière la foule un bâtiment brûlé dont j'ignore l'histoire.Un vieux manifestant déclare : « Nos enfants, les enfants des travailleurs ne sont pas devenus des hooligans (en parlant des incendiaires de Bosnie).Tout ce qu'ils ont brûlé n'est rien face à ce que détruisent ces rapaces. »La manif s'est terminée par des affrontements avec la police et des caillassages, à l'issue desquels 20 manifestants ont été arrêtés.

Beograd (Serbie)

Rassemblement de soutien aux « héros de Bosnie-Herzégovine ».Pancartes :Aujourd'hui Tuzla, demain Beograd

Bosnie Héroïque nous sommes avec toi, Un baiser pour la Bosnie-Herzégovine ouvrière, Les nationalistes sont les valets des capitalistes, Nous sommes tous des Hooligans, Hooligan bosniaque, je t'aime

Au cours du rassemblement, les flics s'interposent à l'arrivée d'un groupe porteur de drapeaux serbes ornés des insignes royaux, qui distinguent l'extrême droite oustachi (référence à la résistance royaliste serbe liquidée par la résistance communiste du « croate » Tito pendant la dernière guerre avec l'aide des calculs politiciens de Churchill). Ils crient pendant quelques temps les noms de Karadzic (surtout) et Mladic.

À Futog (Voïvodine- Serbie)

L'entreprise « Milan Vidak » occupée est en lutte depuis le 21 janvier contre sa fermeture (Caractéristique plus proche, en apparence, des situations qui nous sont connues en France)

Osijek (Slavonie – Croatie) Rassemblement de soutien aux travailleurs de Bosnie-Herzégovine. (Osijek fait partie de la région de Slavonie occupée et bombardée par l'armée yougoslave à partir de l'été 91 avant la seconde phase de la guerre qui s'est développée à partir de 1992 en Bosnie-Herzégovine. C'est une ville de Croatie où la situation politico-militaire a fait passer les travailleurs en lutte en 1991, directement de la grève à la guerre.)

16 février (dimanche)

Mostar. Spanski trg (place d'Espagne). 250 manifestants. Une grande banderole :Bosniaques, Herzégovniaques
Ne vous est-il pas clair que des roms, des juifs, et d'autres, vivent ici
Que soient maudits les peuples constitutifs !
*Ensemble, unité des citoyens pour la prospérité et la solidarité
Merci Zagreb / Skoplje / Beograd
La grande banderole qui ornait le fond de la salle du Plenum est également là : La liberté est notre nation.
* (les peuples constitutifs sont, à l'exclusion de tout autre, les trois entités bosniaque, croate et serbe)

17 février

Leskovac (Serbie). Les ouvriers de l'usine « Interleminda » décident la grève totale et l'occupation de l'usine. Ce jour-là, ils bloquent la route principale Belgrade –VlasotinceLes propriétaires leur doivent 1 million d'euros d'arriérés de salaires.
18 février

Skoplje (Macédoine).
Plusieurs centaines de chômeurs, avec les groupes Lenka (Justice sociale) et Solidarnost, ont manifesté devant les locaux d'un syndicat (?) en dénonçant la collaboration entre les syndicats et le pouvoir politique ; le taux de chômage est de 30% dans l'ensemble du pays et de 62 % dans le nord-est.

20 février

Manif à Banja Luka (République Serbe de Bosnie). Plus de 1000 manifestants contre la situation sociale. Rassemblement soutenu par les vétérans de la Republika Srbska.. Manif à **Bihac** ; 100 participants

25 février

Mostar. L'association des victimes civiles de la guerre s'associe au Plenum de Mostar.
Croatie. Grève dans la fonction publique où plus de 70 000 salariés ne touchent pas leurs salaires.Mouvement syndicalement encadré chez les cheminots, dans les transports urbains et la santé.

26 février

Mostar : 20ème jour de protestations quotidiennes.
Tuzla. 1000 manifestants.
Croatie. Manif syndicale à **Zagreb** contre la casse du code du travail. Le nouveau code prévoit la possibilité d'élever la semaine de travail à 56 heures, facilite les licenciements et limite le droit de grève.
Banderole : Le pillage de la Croatie a commencé avec la guerre en 91 …
Voilà, peut-être provisoirement, pêle-mêle quelques premiers éléments diversement glanés qui peuvent éventuellement préciser quelques aspects de la situation.

Il arrive qu'un plenum ne soit qu'un plenum…

Plenum des citoyens …
Commentaire de Marina Antic de Pittsburgh : « Il apparaît que si des bâtiments des autorités cantonales ont été incendiés c'est que l'ont ne nous a pas donné plus tôt des plenums ! »
Marina Antic écrit :
« *Ayez toujours à l'esprit que le peuple ne se bat pas pour des idées, pour certaines choses dans certaines têtes. Les gens luttent pour acquérir des améliorations matérielles, pour vivre mieux et en paix, pour progresser dans l'existence, pour assurer l'avenir de leurs enfants.* » Amicral Cabral

En lisant ce soir les nouvelles (14 février) on pourrait presque s'imaginer qu'il s'est passé quelque chose d'inhabituel en BiH (Bosnie-Herzégovine). Il transparaît quelque chose entre des informations sur un drame, la guerre en Syrie, et des règlements de compte parmi ou vis-à-vis des politiciens dans le jeu des partis locaux, et aussi de temps en temps quelques courts reportages sur les plenums de Tuzla, Sarajevo, Mostar et encore ailleurs. On pourrait également entrevoir que ces gens dans ces plenum seraient sérieusement mécontents des autorités de tel ou tel canton sans pour autant y voir quelque chose de plus. Mais dans quelques rares cas, il s'y glisse un reportage plus long dans lequel apparaît la pensée de quelques participants illustres, par exemple Mladen Jelicic-Troka du plenum de Sarajevo qui déclare : « Ceci a été une thérapie collective où chacun pouvait exprimer sa pensée et tirer profit de cette adrénaline ».

Asim Mujkic affirme que « cette vision de l'organisation des citoyens, pleine de promesse doit être préservé comme l'importante existence d'une correction du système parlementaire démocratique ». Cependant que Svetko Horvat, s'envolant plus haut explique que « ces nouveaux éclairages (et prises de conscience) ne sont pas suffisants en soi et qu'il est bon qu'apparaisse dans diverses parties de la BiH ce mouvement des plenums, par lequel les citoyens peuvent finalement avoir l'occasion ... de décider de leur propre sort ». Pour Horvat, les plenum sont ainsi «la surprise la plus positive de ces événements». Et à travers ces commentaires à la Horvat, se rappelle-t'on encore de ce soulèvement autrement que pour le considérer comme moins significatif que la seule essentielle (et magnifique) apparition des plenums ?

Focus sur ceux qui nous sont connus. Il n'y a rien d'étonnant ni de fourbe dans ce qu'un professeur de science politique ou qu'un intellectuel du genre de Horvat puisse considérer comme ce qu'il y a de plus important les moments où ils se retrouvent dans leurs habitudes : les discussions et conversations qui s'opèrent dans d'illustres assemblées. Il y a cependant quelque chose de plus perfide dans les pratiques de ces medias qui considèrent convaincants des interviews d'intellectuels et de travailleurs culturels sur les plenums de citoyens sans avoir à prendre en compte les simples citoyens qui sont apparus dans ces plenums et qui « tire profit de leur adrénaline » pour exprimer à quel point ce système les a écrasés et mis en rage, en les poussant à la lisière de l'existence. Car voyez -vous, si cela avait été eux que l'on avait interviewés, n'auraient-ils pas exprimés ce qu'on ne pouvait pas lire dans les nouvelles de ce soir (14/02) et cela est le profond caractère de classe de cette révolte, comme une faim cruelle et une exaspération de ces citoyens qui sont arrivés-là non seulement à une « thérapie collective » comme le veut Jelicic, mais pour que de cette accablement et de cette rage apparaissent l'action pour un future souhaité. Les médias auraient alors dues informer des raisons de ces bouleversements et désordres d'une population qui n'a pas cette distance à la fureur et au soulèvement sociale qui se sont déversé dans la violence de la semaine passée et dont peuvent jouir les personnes hautement instruites comme les travailleurs culturels et les professeurs dont j'ai pris connaissance des pensées ce soir.

Le mobile perdu

En d'autres termes, autant que j'ai pu lire et entendre la semaine dernière certaines choses des problèmes socio-économiques des travailleurs, des étudiants, des chômeurs, de la corruption de la totalité de l'appareil d'Etat, de la privatisation kleptomane qui fut mené derrière le dos des travailleurs de Tuzla qui ont soulevé toute la Bosnie, de tout cela il n'en reste plus aucune trace ce soir. La violence qui s'est déversée dans les rues, il y a une semaine à peine, est restée derrière nous abandonnant à l'oubli que cette violence a été la réaction à la violence qui s'exerce dans cet Etat depuis 20 ans et il est de plus signifiant que depuis que la violence est retombée les pouvoirs ont cessé de tomber.

Aujourd'hui on ne parle plus que des plenums, mais sans la moindre critique ou ni

même idée de ce que ces gens y font, les emmènent à s'y retrouver ensemble et de ce qui s'y prépare pour la suite. Et pire encore, on ne questionne ni les causes ni les résultats de toute cette révolte, mais seulement observe-t'on les conséquences psychologiques, philosophiques et encore intellectuelles des seules préoccupations des plenums.
Je les baise qu'il en conclut que ces bâtiments du pouvoir cantonal semblent avoir été incendiés car ils ne nous ont pas donné plus tôt des plenums!

Vraisemblablement pour cette raison, il n'est venu à l'esprit de personne de lier l'activité du plenum de Sarajevo avec l'actuelle grève de la totalité des 140 travailleurs de l'hôtel Holiday pour affirmer qu'il est dans la nature de la création de ces plenums d'organiser une contestation constructive donnant suite à ce qui s'est emparé de la Bosnie la semaine précédente. Et par cette organisation d'amener les changements fondamentaux de la société pour qu'il ne soit plus possible aux propriétaires de l'hôtel de traiter 140 travailleurs comme des esclaves pendant huit mois entiers! De la même manière, il n'est venu à l'esprit de personne de lier le plenum de Mostar avec la honteuse et lâche agression de Josip Milic, président de l'Union des syndicats indépendants de Bosnie-Herzégovine. Cependant que les fascistes saisissent parfaitement et à coup de bâtons, pourquoi et qui porte la voix de cette contestation, cette leçon est plus difficilement compréhensible pour les media bosno-herzégoviens

Qu'est-ce qu'un plenum et à quoi ça sert ?
La catharsis est essentielle aussi bien aux professeurs de littérature qu'à ceux qui prennent plaisir à ces tragédies transitoires qui se déroulent ces jours-ci en Bosnie. Que cela soit aussi une des fonction du plenum. Mais tel que les media nous ont servit du plenum, on dirait que c'est une pure idylle d'une conception libérale de la démocratie dans laquelle un peuple est venu s'extirper par lui-même de son malheur par le chemin magique des Alisées vers un monde merveilleux. Seulement il n'est pas clair par quel chemin et par quels moyens.

On en oublie dans tout cela que le plenum est avant tout un rassemblement de citoyens non pas dans l'objectif du seul rassemblement mais pour formaliser d'autres objectifs. Il n'est pas pour ces gens un quelconque supplément de représentativité démocratique comme il n'est pas la tribune publique de leur malheurs— ce sport est largement en vogue dans les cafés et n'a pas besoin de prétexte particulier pour s'exercer.

Ce millier qui est apparu ce soit (14 février) dans la Maison des jeunes de Sarajevo est venu pour projeter ce qu'il faut faire dans la suite : la torche s'est enflammée le vendredi précédent, les gens sont dans la rue depuis déjà huit jours, il faut maintenant à partir de cette réalité organiser un programme, un plan par lequel peuvent être atteintes les exigences (revendications) qui ont été lues ce soir.

Les revendications sont une chose. Le chemin de leur satisfaction en est un autre, c'est le but que doivent servir les plenums : que s'organise ce peuple qui est déjà dans les rues. Et ce qui est essentiel, que l'on trouve le moyen de mobiliser les 88% des concitoyens qui soutiennent personnellement cette révolte mais qui restent de côté immobilisés par la peur ou le manque de confiance dans les possibilités de réussite, qu'ils s'y associent et que par leur manifestation et par le mouvement que ces protestations vont générer s'organise un système social qui sera réellement plus juste que celui qu'ils subissent aujourd'hui.

Ce système social ne va pas surgir miraculeusement des plenums, mais sera organisé par l'armée qui s'assemble dans les rues et sur les places, les entreprises et les syndicats, les facultés et les écoles secondaires, et finalement dans les maisons et dans les vies de ces 88% de citoyens de la Bosnie-Herzégovine.
Et pour en revenir au camarade Cabral du

début, les gens, le peuple qui se bat pour quelque chose ne se bat jamais que pour des idées, comme cela peut nous arriver quelquefois à nous professeurs ; mais toujours et dans chaque situation il se bat pour une amélioration concrète de ses propres conditions de travail et d'existence et les conditions de travail et d'existence de ses concitoyens. Et quand le prochain plenum s'ouvrira à Sarajevo, Mostar, Bihac etc. souvenez-vous de ces gens et demandez-leur ce qu'ils pensent de tout cela et pourquoi ils se sont retrouvé là. Leurs réponses vous surprendront.

'Pretty soon we're going to have to storm a tyre factory'

D'autres publications

CORRESPONDANCE n° 3 (BP 18 Rue des Tanins,07450 Lalevade contient des articles regroupés sous le titre « Misère du situationnisme » et des critiques de rééditions des ouvrages suivants:

:Korsch, *Marxisme et philosophie*

Papaïonannou, *l'idéologie froide-Hegel*

Mumford , *La cité à travers l'histoire*

Boorstin, *Le triomphe de l'image*

Extrait de 'éditorial

« *...Si on ne parle plus de « maladies prolétariennes », l'expression « maladies de civilisation » employée actuellement n'est qu'une façon feutrée de ne rien dire pour créer au final plus de confusion que de clarté. Quant à la médecine aux mains des laboratoires, comme il fallait s'y attendre elle a suivi le mouvementgénéral de la société pour devenir cette méecine de pauvres pour soigner les pauvres...* »

Grande-Bretagne
L'austérité ne date pas d'hier
Thatcher, 1979 , « There Is No Alternative » (T.I.N.A.)

La présente situation dans le Royaume-Uni, où des plans successifs de mesures d'austérité ne posent pas directement de problèmes politiques, ne peut s'expliquer que dans le contexte historique, ce qui nécessite de remonter plus de trente ans en arrière avec l'avènement de Margaret Thatcher en 1979.

Et pour expliquer cet avènement, il faut décrire ce qu'était la période antérieure qui nécessitait pour le capital britannique des solutions politiques drastiques. On peut dire que les instruments juridiques et financiers qui permirent ces solutions sont toujours en vigueur, largement utilisés et qu'ils ne furent jamais remis en cause dans l'alternance politique conservateurs-travaillistes.

L'immédiat après-guerre sous un gouvernement travailliste avait vu la mise en place, comme dans d'autres pays d'Europe, de tout un programme de nationalisations et d'avantages sociaux (le Welfare) dans un même but de redresser l'économie du pays et d'y associer les travailleurs. Mais, dans les années qui suivirent, la Grande -Bretagne se trouva aux prises avec une situation (pénible décolonisation, reconstruction des ravages de la guerre, perte de sa puissance maritime, etc.) qui aurait nécessité une modernisation de son appareilproductif, c'est-à-dire des transformations profondes des relations de travail. Mais, alors que cela pouvait s'effectuer en France par exemple avec les « trente glorieuses » par lamutation du secteur agricole et classes moyennes vers le secteur industriel, en Grande-Bretagne cela devait s'effectuer aux dépens de la classe ouvrière. Il serait trop long d'expliquer ici comment, historiquement, la résistance ouvrière s'était construite dans ce pays autour du mouvement shop steward, mais ce sont ces traits spécifiques à la lutte de classe durant cette période qui firent que les « trente glorieuses » furent celles du prolétariat britannique, qui réussit à s'opposer à tout ce qui pouvait modifier les « acquis » antérieurs. Les chiffres montrent – que les conflits sociaux , dans la période de 1969 à 1979 touchèrent en Grande-Bretagne chaque année entre 3,2 et 29,4 millions de journées, un chiffre souvent plus proche de 10 millions de journées alors qu'en France ils touchaient entre 0,3 et 5 millions de journées, chiffre souvent plus proche de 3 millions (de plus dans ce dernier cas il s'agissait de grèves syndicales contrôlées) alors que dans le Royaume-Uni il s'agissait de grèves sauvages que les syndicats étaient plus ou moins contraints de couvrir).

Il est symptomatique de constater que, toute relativité gardée, cette modernisation a pu s'accomplir en 1958 (bien que déjà amorcée antérieurement) alors qu'elle ne viendra que vingt ans plus tard en Grande-

Bretagne en raison de ces résistances ouvrières. Cette situation culmina en 1979 avec une vague de grève sans précédent (winter of discontent) alors que l'état de dégradation de l'ensemble du pays atteignait une dimension tout autant sans précédent. Pour ne parler que de la capitale Londres, cette dégradation était plus que visible avec la ruine industrielle de ce qui avait été le premiers port mondial maintenant dans un vide sidéral, dans les ruines de l'habitat, dans la persistance des dommages de guerre, cela à un moment où à Paris disparaissaient les derniers vestiges de la Zone et où se restructurait tout le centre.

L'arrivée de Thatcher avec son programme radical venait autant du système électoral britannique que de la désaffection ouvrière vis-à-vis d'un Labour incapable de résoudre la crise et de la lassitude de la fraction aisée de la population devant le chaos persistant. Il faut dire que le capital britannique avait cessé de rechercher des solutions de compromis : cela s'était marqué par l'élimination à la tête du Parti conservateur de la tendance libérale (qui avait échoué dans des tentatives de compromis tout autant que le Labour) et son remplacement par la tendance dure menée à l'assaut avec Thatcher et un programme d'affrontement avec le mouvement ouvrier et une restructuration drastique du système.

Les premières mesures du gouvernement Thatcher ne furent pas des attaques directes contre tous les obstacles à la modernisation mais visaient à se donner les instruments permettant de mener la lutte de classe en position de force et de faire entrer la Grande-Bretagne dans le concert économique et financier mondial. Je reviendrai sur le fait que ce sont ces mêmes instruments qui restent toujours en vigueur, qu'ils n'ont jamais été écartés par le Labour revenu au pouvoir et dont l'application a été facilitée par le fait que, dès son origine tout le Welfare dépendait uniquement de l'Etat, loin par exemple du système paritaire français.

L'Employment Act de 1980 ne visait pas seulement à réglementer étroitement l'usage de la grève (interdiction des piquets de grève de plus de six travailleurs, vote à 80 % pour le maintien du « closed shop », illégalité des grèves de solidarité) mais contenant tout un arsenal législatif sur les relations de travail. Cela était alors du ressort des discussions dans chaque entreprise et donnait un pouvoir de contrôle sur les relations de travail aux shop stewards, légiférer ôtait une grande partie de ce pouvoir.

Cette loi fut complétée en 1982 par une réglementation de la grève encore plus étroitement : celle-ci n'était légale que si elle était dirigée contre son employeur, ne concernait que les salaires et conditions de travail (par exemple une grève contre la privatisation, y compris celle de l'entreprise où on travaillait, devenait illégale); tout syndicat qui par un acte quelconque soutenait une grève illégale s'exposait à des poursuites financières et pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement des dirigeants et la confiscation de tous les avoirs du syndicats. Cet ensemble qui visait à museler les actions de base plus que les syndicats en tant qu'appareils fut peaufiné par d'autres restrictions légales en 1984, 1988,1989 et 1990

Parallèlement, des mesures économiques et financières étaient prises, qui allaient faire des ravages dans la condition ouvrière d'alors, sans qu'une mesure spécifique soir prise dans une nouvelle législation : hausse de la livre, hausse des taux d'intérêt, hausse des impôts indirects (notamment la

TVA à 15 %) dérégulation de tout protectionnisme, privatisations des entreprises nationalisées et transfert à la sous-traitance. Les conséquences économiques sur le secteur productif furent dramatiques : nombre d'entreprises disparaissent en 1980, les exportations chutent de 35 % à 45 %. De 1979 à 1982, la production industrielle chute de 15 %. .En 1980 le nombre de chômeurs passe de 832 000 à 2,13 millions et en 1982 à 2,82 millions (en fait plus de 3 millions, le mode de calcul connaîtra 29 modifications dans cette période). En 1983, le secrétaire d'Etat au Trésor pourra constater:« La crainte et l'anxiété de la base sont beaucoup plus importants que ce que je pensais mais je n'aurais pas pensé que cela engendrerait des attitudes aussi coopératives »

Ce bond spectaculaire dans le nombre de chômeurs n'aura pas que des effets pernicieux sur les résistances ouvrières (ce qui ouvrira la porte à des affrontements plus directs notamment avec la grève des mineurs de 1984-1985) mais posera aussi un dilemme au gouvernement dans ses prévisions de la réduction des dépenses publiques : le service des indemnités de chômage fera un bond de 21 % ce qui rendra encore plus nécessaire les réductions des autres dépenses connues sous le nom de « cuts »(réduction autoritaire de crédits)

Ceux qui étaient particulièrement visés étaient les collectivités locales (outre le National Health Service). En 1980, une nouvelle loi « Local Government Planning and Land Act » fixa des objectifs nationaux pour les dépenses des collectivités, pénalisant celles qui dépasseraient les limites, quant au concours de l'Etat à leur financement. La mesure toucha des millions de foyers qui perdaient les subsides qu'ils auraient pu recevoir alors qu'en même temps ils étaient privés d'un grand nombre de services sociaux locaux ; indirectement tout le secteur de l'éducation qui dépensait de ces collectivités fut également durement touché

Le Labour avait dans le Welfare développé un programme important d'HLM (un tiers des logements à Londres étaient des HLM) : le programme fut réduit à 20 000 nouveaux logements par ans et une partie du financement devait être assuré par la vente des logements HLM.

Le résultat fut que l'écart de ressources entre les 10 % plus riches et 10 % plus pauvres qui était de cinq fois en 1979 passa à dix fois en 1997 et le taux de la population sous le seuil de pauvreté de 13 % à 43 %. Mais le résultat le plus important, en considérant la situation des rapports de classe avant l'avènement de Thatcher, fut que depuis aucune lutte d'envergure n'est venue perturber sérieusement l'application drastique continue de l'austérité : le présent coup de pouce du gouvernement actuel n'est que la continuation de ce qui fut inauguré, il y a maintenant plus de trente ans avec des moyens qui ne posent pas de problèmes politiques, puisqu'il suffit de changer quelques données dans ce ,qui existe par une seule décision gouvernementale sans qu'il y ait même de débat législatif.

Au fil des années, quel que soit le gouvernement, tous ces instruments d'intervention de l'Etat ont servi à adapter les conditions de vie tant au travail que dans la vie quotidienne aux nécessités du capital. Confronté à la crise, le présent gouvernement conservateur ne peut qu'accroître la pression qui vise essentiellement les plus pauvres, la grande masse de ceux qui dépendent de ce qui reste du Welfare. Il ne s'agit pas tant de nouvelles mesures mais d'un durcissement des conditions d'obtention des allocations de survie. Faute de pouvoir énumérer l'ensemble de ces mesures, on ne peut qu'en décrire les

conséquences dans différents domaines

Dans les quatre années à venir le gouvernement cherche 60 milliards d'économies et projette de porter l'âge de la retraite à 68 ans en 2030 et 69 ans en 2040.

En 2013, 500 000 personnes utilisent quotidiennement les « food banks » (banques alimentaires) des ONG. Dans celle de Newcastle, il y a un an, trente personnes utilisaient la food bank ; chaque semaine aujourd'hui elles sont 1 600. On évalue que 2 600 000 familles ne peuvent joindre les deux bouts.

Le council du Grand Manchester (une sorte de Communauté urbaine) s'est vu imposer un « cut » de 1,3 milliard de livres et a dû supprimer 22 000 emplois ; depuis 2008-2009 dix des plus importants councils ont dû réduire leurs dépenses de 18 % et supprimer 19 % des emplois ; La gratuité des transports pour les vieux a été réduite de 39 % depuis 2010 touchant 10 millions de vieux et invalides.

En quelques mois avant mars 2014, près de 900 pubs ont dû fermer en raison de la crise. L'aide juridictionnelle a été réduite de 215 millions de livres ce qui interdit l'accès à la gratuité juridique aux plus pauvres. Des centaines de spécialistes du NHS ont dû quitter leur emploi ce qui entraîne une liste d'attente de six mois et plus y compris pour les malades chroniques. 600 000 pensionnés dont 87 000 invalides ne peuvent plus payer les impôts locaux dont ils étaient antérieurement exemptés et font l'objet de poursuites.

Le chômage aurait chuté de 63 000 personnes en mars 2014 pour tomber au taux de 7,2 % mais 912 000 jeunes sont en chômage longue durée le double de l'an passé. La baisse du taux de chômage ne tient pas tant à la multiplication des contrats précaires qu'à un durcissement des conditions de paiement des allocations et qu'à une rationalisation de tout le welfare En 2013, 900 000 chômeurs indemnisés ont été sanctionnés. Cela résulte d'une réforme de l'indemnisation qui introduit des sanctions plus sévères (d'une suspension de 4 semaines à trois ans) pour « non-respect » des obligations : ne rien faire pour la recherche d'un emploi, ne pas suivre une formation, refuser un emploi quelconque, démissionner de son emploi. L'application de ces règles » est devenue particulièrement stricte. On a même vu une radiation de six mois pour un retard de 10 minutes à un rendez – vous avec un préposé d'un bureau de chômage.

En 2012, le gouvernement dans un « Health Care Act » a prévu le transfert des charges du NHS de l'Etat aux collectivités locales ce qui aggravera les problèmes du secteur santé en raison des difficultés financières de ces collectivités.. Le NHS e voit imposer une réduction de dépenses de 20 milliards d'ici 2015 en regard d'une demande croissante de soins (en partie conséquence de la dégradation du niveau de vie), demande qui se heurte aux réductions du personnel soignant à cause des « cuts »

La réforme du système Welfare a fait perdre aux bénéficiaires 1 615 livres sterling par an, celle de l'aide au logement 1 215 livres sterling par an. (la livre sterling représente 1,20 euros)

Crainte d'une explosion sociale ? Prétextant un risque le chef de la police nationale a demandé au gouvernement en janvier dernier des crédits spéciaux pour l'achat de canons à eau.

ETATS-UNIS
L'avenir du syndicat ?

Le texte qui suit a été rédigé par un camarade américain suite au rejet à une infime majorité par les travailleurs de l'usine automobile Volkswagen de Chattanooga dans le Mississipi d'une tentative du syndicat de l'automobile UAW de s'en assurer la représentativité. On doit ici rappeler le système américain : il n'y a pas de critères nationaux ou autre de représentativité syndicale automatique et les travailleurs, sans la représentativité syndicale définie ci-après, en sont réduits à subir l'arbitraire patronal quant aux conditions de travail. Un syndicat ne peut gagner la représentativité dans une seule usine (non extensible aux autres usines du groupe) que si une majorité des travailleurs la lui accorde dans un vote ; le syndicat doit alors conclure un contrat collectif pour cette seule entreprise, contrat limité dans le temps qui doit être, à son tour, approuvé par les travailleurs. A l'expiration du contrat, un nouveau contrat doit aussi être approuvé par les travailleurs et bien des luttes présentes tournent autour de ces renouvellements de contrats. Pour l'automobile, la situation est bien particulière. Les usines d'automobiles d'abord japonaises, puis d'autres pays asiatiques, puis européennes se sont installées dans le Sud des Etats-Unis pour échapper à toute sujétion syndicale et trouver une main d'œuvre docile à tout point de vue. Il en est résulté un déclin des « trois grands » (General Motors, Chrysler et Ford), accessoirement la ruine de la région d'implantation autour de Détroit, quasi - faillite et restructurations drastiques.

Le syndicat dominant UAW a été victime de ce déclin et, pour maintenir son pouvoir rétréci, a joué le partenaire « responsable » de toutes les restructurations impliquant une réduction drastique de l'ensemble des conditions de travail dans un secteur où il avait la représentativité. Cette perte d'influence, l'UAW tente de la compenser en cherchant à prendre la représentativité des usines automobiles du Sud des Etats-Unis.

C'est en ce sens que le vote à l'usine Chattanooga prenait une valeur de symbole et, d'une certaine façon, pouvait ouvrir la porte pour s'assurer la représentativité dans d'autres usines automobiles de cette même région.

Un point pourtant reste assez mystérieux quant à la tenue de ce vote et à son importance, non pas tant en termes de victoire ou de défaite que l'on accorde éventuellement aux combats de classe. Il n'y avait pas eu du tout de combat comme dans le passé lorsque les travailleurs menèrent des grèves parfois très dures pour imposer une présence syndicale pour la défense de leurs intérêts de classe. D'une certaine façon les délocalisations dans le Sud des Etats-Unis permettaient aux entre-

prises d'échapper aux contraintes que la présence d'un syndicat représentatif pouvait leur imposer. Lors de ces délocalisations, les nouvelles usines pouvaient embaucher aux conditions fixées unilatéralement par les entreprises une main- d'œuvre locale non qualifiée comme le requérait alors l'organisation du travail sur les chaînes de montage. On peut considérer que chaque poste de travail consistant à répéter le même geste rythmé par l'avancement de la chaîne de montage ne nécessitait guère l'intervention du syndicat pour régler les conditions de travail. Le développement de l'automatisation des éléments de la chaîne requière des emplois plus qualifiés nécessitant une plus grande participation du travailleur d'où le besoin d'une autre structure de gestion. Cela peut expliquer pourquoi Volkswagen voulait étendre à cette usine américaine le système de cogestion appliqué en Allemagne. Pour récupérer son influence l'UAW était tout prêt à accepter ce système qui n'était nullement contradictoire avec la « bonne volonté » qu'il avait manifestée lors des restructurations des « trois grands ».

C'est alors qu'est apparu un conflit purement juridique: un accord entre VW et UAW pour l'établissement de conseils de gestion était illégal eu égard à la loi américaine car un syndicat ne peut entrer dans l'entreprise que par la porte de la représentativité dans l'usine après un vote majoritaire. Pour ce faire, un accord préliminaire avait été conclu entre VW et l'UAW

VW s'engageait à ne formuler aucune position lors du vote, un secret de polichinelle car chacun savait que l'entreprise était favorable à la représentativité pour l'UAW. De son côté l'UAW s'engageait à ne pas faire du porte-à -porte pour recruter des voix, à ne pas remettre en cause l'ensemble des conditions de travail dans l'usine et à accepter la présence de représentants non syndiqués dans le conseil de gestion de l'usine,

On vit une levée de bouclier tant des dirigeants des autres usines que des politiciens républicains. contre la représentativité de l'UAW : tous ne craignaient pas tant une percée de l'UAW (bien ce que pût être le cas) que l 'extension d'un mode de gestion lié à l'évoltion des techniques de production.

Mais laissons la parole à un commentateur américain bien au fait du déroulement des opérations et des réactions qui suivirent le rejet du projet VW –UAW. H.S.

Volkwagen, une élection syndicale La plus grande défaite depuis.... Un « conflit » qui n'en était pas du tout un.

Chacun d'entre nous qui nous intéressons à cette question savons que l'United Auto Workers Union le « grand » syndicat américain de l'automobile) a perdu une élection à l'usine Volkswagen de Chattanooga dans le Tennessee, élection dans laquelle il cherchait à obtenir la représentativité pour agir en tant qu'intermédiaire dans le marchandage des conditions d'exploitation des travailleurs de l'usine en question. Le résultat a déclenché les lamentations de la « gauche » avec de sinistres prédictions sur les répercussions qui pouvaient en résulter pour les autres usines automobiles du sud des Etats-Unis en particulier Nissan à Canton (Mississipi), là où l'UAW tentait la même opération.

L'élection de Chattanooga fut serrée : 712 contre, 626 pour, avec une participation de 89 %. Les experts de la « gauche » attribuent la défaite à l'ingérence des politiciens de la droite républicaine qui auraient alimenté la crainte des travailleurs que Chattanooga ne devienne un autre Détroit où les salaires élevés auraient entraîné la faillite de l'industrie automobile et celle de la ville. Un de ces éminents commentateurs de « gauche » soulignait qu'en votant « non », les travailleurs

avaient abandonné toute chance de discussion collective et d'avoir une possibilité d'intervention dans la fixation de leurs conditions de travail. J'ai travaillé dans des usines couvertes par la représentativité de l'UAW et ne me suis jamais trouvé dans une situation où l'UAW m'aurait donné voix au chapitre; la seule voix que nous avons pu exprimer, mes camarades de travail et moi, était le résultat d'actions hors du syndicat et souvent contre lui – grèves sauvages, sabotages, grèves perlées, etc. Quant aux négociations collectives, les officiels du syndicat négociaient les contrats avec la compagnie et c'était tout.

Les syndicats et les activistes de « gauche » ont déployé de grands efforts pour persuader les ouvriers du Mississipi de voter « oui » et tentent de provoquer un nouveau vote à Chattanooga dont ils espèrent une issue plus favorable. C'est une longue tradition à l'UAW de tenter de redresser la démocratie avec toujours plus de démocratie : cela veut dire que si les travailleurs rejettent un contrat, le syndicat organise un nouveau vote, et un autre, et encore un autre jusqu'à ce que finalement les travailleurs votent « comme il faut ». Cette technique sera utilisée pour que l'UAW soit certifiée pour être l'intermédiaire dans le marchandage sur la force de travail.

Un fait gênant que la plupart des « gauchistes » préfèrent ne pas évoquer c'est la reconnaissance du syndicat en 1936 à l'usine Chevy de Flint (banlieue de Détroit) seulement après l'occupation de l'usine organisée par les militants syndicaux face à des espions, à des hommes de main armés, à des décisions de justice à la police. Aujourd'hui ce que recherche Volkswagen avec ses conseils d'usine (rien à voir avec les conseils ouvriers du passé) c'est un arrangement qui stabilise et rende les travailleurs bien payés et syndiqués plus productifs comme en Allemagne (c'est une fameuse ironie d'entendre dire que les dirigeants de Volkswagen en Allemagne ont menacé de ne plus construire d'autres usines aux Etats-Unis si les ouvriers de Chattanooga votaient pour le syndicat). Cela ne risque pas car les dirigeants de l'UAW « professent constamment qu'un syndicat combatif appartient au passé » et soutiennent maintenant que le « modèle de conseil d'usine est bien dans la ligne de la collaboration réussie de l'UAW avec les constructeurs américains et sa vision de ce que doit être un syndicat du XXIème siècle ». C'est un tel partenariat qui a conduit l'UAW à faire adopter le « two tier system » chez les « trois grands » en 2007 et à abandonner tout droit à la retraite pour les entrants dans ce même contrat (Jane Slaughter, *Labor Notes*, 11/2/2014)

Le syndicat a perdu par 86 voix. Un déplacement de 45 voix aurait amené le syndicat à s'en glorifier au lieu de se lamenter. Puisque 45 voix peuvent faire la différence entre victoire et défaite, c'est reconnaître que l'UAW n'est devenu rien de plus qu'un bureau tout comme une agence de l'Etat pour l'emploi. Penser que 45 voix puissent faire la différence dans l'affrontement avec une corporation globale, c'est être à cent lieues de toute réalité.

De tous les dogmes qui infectent les radicaux, le plus répandu et le plus pernicieux est celui des travailleurs « arriérés ». Des membres de la classe ouvrière ont toujours de bonnes raisons pour ce qu'ils font, y compris en ne votant pas pour leur affiliation à l'UAW.

Un coup d'œil sur le passé: en 1919, 36 500 travailleurs de la sidérurgie menèrent une grève nationale conduite par un comité de coordination de 24 représentants des syndicats d'usine de l'AFL ayant à sa tête W.Z Foster. Au cours de la grève 22 ouvriers furent tués, des centaines battus et blessés par balles, des milliers furent arrêtés et un million de personnes réduites à la famine. Après trois semaines de lutte, le comité de grève dut admettre sa défaite. Un des facteurs ayant conduit à cette défaite avait été l'attitude des ouvriers noirs qui avaient traversé les piquets de grève. Probablement, agirent-ils ainsi pour plusieurs raisons mais un des facteurs qui joua certainement un grand rôle était le refus de la plupart des 24 syndicats impliqués d'admettre parmi leurs membres les Noirs sur

un pied d'égalité.

Ces travailleurs noirs étaient-ils « arriérés » ? Je ne le pense pas. Par leur attitude dans la grève de la sidérurgie en 1919 ils montraient leur détermination à rejoindre le syndicat en parfaite égalité ou à s'en abstenir sans cette garantie ; ils étaient tout autant héroïques et agissaient finalement exactement dans l'intérêt de la classe ouvrière toute entière, tout comme ceux qui étaient en grève. Ils n'étaient pas « arriérés », ils lançaient un défi aux travailleurs blancs, un défi qui malheureusement ne fut pas pris en considération.

Je ne voudrais pas suggérer que ce qui est posé à Chattanooga se pose de la même façon (je n'ai trouvé aucune information à ce sujet mais je ne serai pas du tout surpris d'apprendre qu'une plus grande proportion de travailleurs noirs que de blancs votait pour l'UAW).

Un autre exemple peut-être moins évident : au cours de la grève récente des travailleurs du nettoyage de New York, un des soutiens parmi les plus radicaux de la grève fut désorienté quand il vit les travailleurs du piquet de grève (qui était en fait purement symbolique et ne visait nullement à bloquer totalement le service) applaudir des cadres de niveau inférieur lors de leur entrée sur le lieu de travail en traversant le piquet. Ce supporter posa alors la question : « Comment pouvaient-ils être aussi « arriérés » avec ce soutien amical à des « jaunes » qui sapaient leur grève ? C'était la bonne question.

Selon moi, ce que ces travailleurs vouaient dire en agissant ainsi, c'était qu'ils savaient que la grève ne visait pas loin, qu'ils resteraient dans ce piquet symbolique peut-être pour des semaines avant que le conflit ne fasse l'objet d'un règlement et qu'alors ils devraient retourner au boulot comme ils auparavant peut-être dans des conditions pires (c'est d'ailleurs ce qui est arrivé). Dans une telle situation, pourquoi auraient-ils rompu l'amitié qu'ils pouvaient porter à des cadres inférieurs qui pour la plupart étaient sortis du rang et avaient été des travailleurs comme eux, qu'ils connaissaient parfois depuis des décennies, pour agir dans le rituel d'un conflit social qui n'en était pas vraiment un.

J'inclinerais à penser qu'à Chattanooga ceux qui votèrent « non » n'étaient guère différents de ceux qui votèrent « oui ». Ils savaient tous qu'il aurait fallu beaucoup plus qu'une section syndicale pour que change vraiment leur condition fondamentale. En d'autres termes, ils savaient tous que cela ne pourrait se faire seulement que par un mouvement des opprimés à l'échelle mondiale.

Le problème c'est qu'ils ne croient pas qu'un tel mouvement soit possible, ou bien ils pensent que si cela se produisait, ils en seraient une nouvelle fois déçus. Pourquoi feraient-ils un pas quelconque vers ce qui leur apporterait si peu, voire mettrait en question le peu qu'ils ont actuellement ? La conséquence de tout cela est qu'ils versent dans la passivité ou dans le conservatisme

Le mouvement révolutionnaire n'est pas pour le développement des luttes réformistes mais pour leur négation. J'y inclurais tous ceux pour qui seule une lutte pour un changement radical vaudrait la peine d'être menée, y ajoutant la plupart de ceux qui peuvent rester sourds à tout appel à soutenir des luttes réformistes. Quand une lutte surgit, elle pose la possibilité d'un monde nouveau: ceux qui votèrent « non » pourraient bien être à l'avant-garde. C'est une erreur d 'attacher autant d'importance à la manière dont les travailleurs ont voté dans cette élection spécifique (comme dans toute autre d'ailleurs).

Une des conséquences les plus dommageables de cette campagne autour de la représentativité est qu'elle tend à diviser les travailleurs en deux camps hostiles séparés uniquement par la nature de leur vote. Peut-être apparais-je comme trop pessimiste, peut -être les travailleurs, avec leur humour infaillible et leur sens des réalités qui caractérise leur classe, comprendront-ils que ce vote n'est pas une guerre civile, qui jetterait frères contre frères dans une cause morale et que tout cela ne vaut pas tripette.

Si je faisais partie d'une organisation

révolutionnaire nationale (ce qui n'est pas le cas) et si je connaissais des gens qui travaillent à Chattanooga à l'usine Volkswagen (ce qui n'est pas le cas là encore) je ferais tout mon possible pour que les travailleurs qui ont voté « oui » , ceux qui ont voté « non » et ceux qui se sont abstenus (qui étaient sans doute les plus sages d'entre tous) se parlent calmement (hors de tous les « conseilleurs » aussi bien de gauche comme de droite qui vienne leur dire ce qui est mieux pour eux) et voient ensemble la manière dont ils pourraient sortir de cette merde dans laquelle nous sommes tous..

(Un travailleur américain anonyme traduit par H.S.)

ALABAMA NOTES

À la recherche du fantôme de « Big Jim » Folsom. (1)

Je fais la queue au Centre médico-social gratuit de Huntsville en Alabama. C'est le dernier recours des pauvres et de la classe ouvrière de Huntsville que n'assure pas le programme Medicare radin de l'Alabama. Les nombreux usagers du Centre ont un travail, mais ce sont des boulots qui n'offrent pas d'assurance santé. Tenu par des bénévoles, le Centre devient le seul filet de sécurité sanitaire pour tous ceux qui se trouvent dans cette situation. Aujourd'hui, c'est le jour de renouvellement des ordonnances ; il y en a deux par semaine. Le Centre prend contact avec les programmes d'offre gratuite de médicaments des laboratoires pharmaceutiques réservés à ceux qui ne peuvent pas les payer. Ce service, surnommé « ouverture de droits exceptionnels », ne relève ni de la compassion ni d'une réelle ouverture de droits, mais il est accordé afin d'éviter toute exigence de programmes de fourniture de médicaments par l'État ou de blocage des prix des médicaments en forte augmentation.

***

Entendu dans la file d'attente du Centre : « On peut toujours trouver un boulot qu'on ne veut pas et jamais un autre. »

J'écoute la conversation des personnes qui me précèdent, trois hommes d'âge mûr, deux Blancs et un Noir. Ils sont la face visible du chômage caché, ces hommes d'âge mûr jetables, licenciés ou victimes d'accidents du travail qui n'ont pas encore droit à des indemnités mais que l'on n'embauche pas non plus. Beaucoup sont inemployables en raison de l'épidémie de diabète, d'hypertension et d'autres maladies chroniques, qui fait des ravages surtout dans le Sud profond. Il n'y a pas de travail dans les usines automobiles ni dans les industries high tech liées à la défense qui continuent à prospérer à Huntsville. Ces hommes survivent grâce aux revenus de leurs femmes ou de leurs compagnes qui travaillent dans le secteur des services à bas salaires, chez Walmart, dans des fastfood ou des commerces d'articles soldés à un dollar qui, avec les établissements de prêt sur gages, remplissent les centres commerciaux des quartiers ouvriers de Huntsville. Boutique Good Wills (2) et vitrines d'officines de prêt sur titres ou sur salaires.

Les prêts sur salaire ou sur un titre de propriété d'une automobile sont deux formes modernes de dette qui actualisent et perpétuent le métayage et la servitude pour dettes dont le Sud a hérité. Voilà comment cela fonctionne : vous avez besoin d'argent liquide, vous mettez engage votre salaire à venir ou votre titre de propriété automobile à des taux d'intérêt qui s'élèvent annuellement jusqu'à 400 %. Si vous ne remboursez pas immédiatement (et beaucoup de gens déjà économiquement fragiles en sont incapables), vous êtes pris dans un cycle sans fin de dettes dont il est impossible de sortir(3). Cette pratique est parfaitement légale et en vérité certaines parmi les plus grandes banques du pays, telles Wells Fargo Bank, participent à ces opérations prédatrices, bien que l'on introduise de plus en plus de lois pour en modérer les pires excès. (4)

Le vide, – économique et autre – dans

lequel vivent ces hommes inutiles, se comble avec des cachets : Oxycontin, Lorcet, Darvocet et autres analgésiques délivrés sur ordonnance. Accéder à une source régulière d'analgésiques sur ordonnance devient non seulement une manière personnelle d'atténuer la douleur mais aussi une combine économique. On peut revendre les cachets et se procurer ainsi de l'argent de poche. Il n'est donc pas surprenant que dans la file d'attente on échange des informations sur les médecins qui « crachent » des ordonnances sans poser trop de questions. Un médecin en particulier, interdit d'exercice en Alabama, s'est à présent installé à quelques kilomètres de là, dans le sud du Tennessee. En commentant son exil d'Alabama, un homme demande avec incrédulité, « ils s'attendaient à quoi ? Qu'il aille travailler chez McDonald's ? » Les autres rient tant l'idée est absurde, bien qu'aucun d'entre eux ne puisse trouver de travail chez McDonald's.

***

« **Nous relions les autres au Christ Un par Un** » - peut-on lire sur un T-shirt dans la salle d'attente du Centre.

Plus je passe de temps dans le Sud profond, mieux je comprends le rôle qu'y joue la religion. La religion n'est ni l'opium des masses ni le soupir des opprimés : c'est aujourd'hui une police d'assurance, faute d'organisation collective. Ainsi, face à l'adversité, Dieu veille sur les fidèles et les guide personnellement à travers tous les hauts et les bas de la vie. Par opposition au rôle que jouait l'Église noire dans le Sud à l'époque du mouvement pour les droits civiques, les Églises d'aujourd'hui, l'Église blanche comme la Noire, traduisent à présent l'individualisation et la fragmentation de la vie américaine, où il n'y a personne pour vous aider hors du cercle de la famille proche et des amis,, à supposer qu'ils ne soient pas eux-mêmes noyés dans des problèmes personnels délicats et compliqués. Les racines profondes de la religion du Sud demeurent, mais ses causes sociales sous-jacentes, et donc ses fonctions sociales, ont changé.

Assises chacune à une extrémité de la petite salle d'attente miteuse, deux femmes, l'une blanche et l'autre noire, se parlent. Elles sont chauffeurs de bus à temps partiel et n'ont sans doute pas droit aux prestations santé, ce qui les oblige à utiliser le Centre gratuit. La femme blanche raconte la mort lente de sa mère atteinte d'un cancer, et relate à quel point celle-ci était « fatiguée de vivre, usée par la vie » avant de mourir. Puis elle explique d'une voix forte que Dieu veille sur tout ce qu'elle fait et dirige personnellement sa vie en la maintenant sur le droit chemin.

Des murmures d'approbation parcourent la salle. D'une certaine manière, le témoignage de cette femme est à la fois émouvant et très égotiste. La conception de Dieu qui a cours ces temps-ci n'a rien à voir avec la justice sociale ou un vague monde meilleur, elle révèle au contraire à quel point les pauvres qui travaillent aux États-Unis aujourd'hui vivent dans l'isolement et se débattent dans les difficultés. Elle cherche dans les cieux ce qu'on ne trouve nulle part sur Terre.

Nous sommes ici dans la partie du pays que la Gauche américaine traditionnelle délaisse depuis des décennies, préférant imposer le changement par le biais des tribunaux et des décrets gouvernementaux et s'isoler dans la division des mouvements identitaires. Mais comme presque tout le Sud profond, l'Alabama possède une riche histoire de lutte de classes. Les mines et les aciéries autour de Birmingham, qui sont à présent fermées ou ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes, étaient dans les années 1930 quasiment en état de guerre civile, et ces luttes achoppaient le plus souvent sur les problèmes raciaux.

Pendant la Terreur Rouge des années 1950, l'Alabama avait à sa tête un gouverneur populiste, « Big Jim » Folsom, personnage haut en couleurs, hors norme, qui mesurait un mètre quatre-vingt, buvait sec et aimait les femmes. Il prêchait l'unité interraciale des deux « têtes de branche » (les fermiers pauvres et la classe ouvrière) contre

les « Gros Mulets », la poignée de propriétaires terriens qui contrôlaient l'Alabama (5).

Lorsqu'il était en campagne, Folsom prenait soin d'ouvrir ses meetings en saluant et en serrant la main des Noirs , c'était un signe symbolique mais puissant pour dire que les Noirs étaient bienvenus. Folsom est célèbre pour avoir manifesté du mépris à l'égard des signes extérieurs du pouvoir en se faisant photographier en train de fumer un cigare, les pieds déchaussés posés sur le bureau directorial de la résidence du gouverneur.

Même un George Wallace, archiréactionnaire et raciste, qui avait fait ses premières expériences politiques dans les campagnes de Folsom avant de virer à droite, fut accusé par le Parti républicain, lors de sa campagne présidentielle à la fin des années 1960, d'être un « péquenaud folklorique marxiste » pour avoir augmenté les dépenses et le nombre des propriétés de l'Etat et pour avoir relevé les salaires des travailleurs du secteur public. D'après l'historien Dan T. Carter, à la fin de son dernier mandat de gouverneur et alors condamné à la chaise roulante à la suite d'une tentative d'assassinat, Wallace, qui avait toute sa vie déchaîné les démons du racisme, exprima ouvertement son inquiétude : « J'espère que les riches et les puissants ne vont pas prendre le relais » (6). Ce genre de populisme, toutes voiles dehors et poussé par les vents généreux du New Deal, un populisme contradictoire, souvent ouvertement corrompu et qui, en fin de compte, ne menaçait jamais les intérêts des gros sous, n'a plus cours aujourd'hui dans le Sud profond.

Les projets du New Deal recèlent l'un des nombreux secrets inavouables de l'histoire américaine, qu'ils partagent avec presque tous les autres travaux publics de construction dont on pense généralement qu'ils ont contribué à moderniser les infrastructures sudistes et à lancer le Nouveau Sud, et qui utilisaient une main-d'œuvre servile. (7). Chaque fois qu'une équipe de construction locale ou un fermier avaient besoin de main-d'œuvre, le shériff arrêtait des Noirs ou des pauvres Blancs pour des délits mineurs et des juges complices les condamnaient aux travaux forcés pour construire des routes ou faire les moissons.

Si l'esclavage fut l'une des premières sources importantes de l'accumulation capitaliste aux États-Unis, la période qui suivit celle de l'esclavage jusqu'à la seconde guerre mondiale fut la seconde, alors que les anciens esclavagistes, privés de leur plus importante source de capitaux – l'institution de l'esclave en tant que bien meuble – se démenaient pour reconstituer leur richesse grâce à une seconde vague de main-d'œuvre servile, avec l'aide de l'État et du système judiciaire.

Haywood Patterson, l'un des Scottsboro Boys (8), a aussi décrit ce système dans sa remarquable autobiographie : « *En Alabama, des fermes-prisons, il y en a une demi-douzaine en activité tout le temps, c'est de ça que s'occupe l'Etat d'Alabama. Plus d'un gars était dans ces camps de prisonniers parce qu'un comté d'Alabama cherchait des ouvriers pour la moisson. Les affiches disaient que les vagabonds sans argent devaient travailler dans une ferme-prison ou dans une équipe sur la route pendant trente ou soixante jours. Ils arrêtaient ces types et leur collaient un crime sur le dos parce qu'ils n'avaient pas d'argent, et ils les mettaient au travail. À côté de ce que l'Etat faisait avec ses prisons et ses fermes, nos combines de prisonniers, c'était rien. Les fermes-prisons d'Alabama, c'est ce qui reste du vieil esclavage ici. Aujourd'hui, comme dans le temps, ils nourrissent un homme juste assez pour le garder en vie et le faire travailler toute la journée. Autrefois, l'ancien maître empochait tout ça.*

Aujourd'hui, c'est l'Etat d'Alabama qui empoche directement, grâce à ses prisons et à ceux qui les dirigent. » (Scottsboro Boy, p. 114) ».

Même à une période aussi tardive que les années 1990, les gens d'ici me disent qu'on voyait des chaînes de forçats travailler sur les routes du comté Bullock près de Montgomery, en plein été. Mais à cette époque déjà, il s'agissait de produire un effet symbolique : la résurrection des chaînes de forçats était un signe de sévérité envers la criminalité et non une forme d'exploitation économique. Mais dans le Sud, le symbolisme devient un puissant vecteur de l'histoire du passé, et cela explique que lorsqu'il s'agit de ne plus nommer les écoles d'après le nom de généraux Confédérés, cela devient ici une lutte de basse intensité

***

Triana, Alabama.

epuis la fin des années 1940 jusqu'aux années 1970, la société Olin, avec laquelle l'armée de l'arsenal Red Stone situé à proximité avait passé un contrat pour la fabrication de DDT, déversa, selon les estimations, 4 000 tonnes de DDT dans les sources qui alimentent le fleuve Tennessee. Dans cette petite ville entièrement peuplée de Noirs, la pêche fournissait un complément alimentaire. A la fin des années 1970, Tennessee Valley Authority releva des taux dangereux de DDT dans la rivière aux environs de Triana. On ne tint aucun compte de ce rapport. Jusqu'à ce que le maire de Triana de l'époque, que cela inquiétait, demande au CDC (institut fédéral de recherche sur les causes et la prévention des maladies) de venir examiner les habitants de Triana. Le CDC découvrit dans leur sang des taux élevés de DDT. Un homme âgé en particulier avait le taux sanguin de DDT le plus élevé jamais enregistré chez une personne en vie. Le désastre qui s'en suivit fut d'une telle ampleur que l'on désigna Triana comme la ville la plus malsaine d'Amérique et qu'on la surnomma le « Love Canal du Sud »(9), d'après la célèbre catastrophe environnementale des années 1970 dans l'État de New York.

Au cours des batailles judiciaires qui s'en suivirent, le maire de Triana, dans une résolution qui est encore citée dans les cours de Droit de l'environnement, fut assez perspicace pour négocier non seulement des indemnités individuelles (un de
mes amis en Alabama a des parents qui les ont obtenues), mais aussi des soins médicaux à vie grâce à un centre médico-social installé dans ce but. C'est ainsi que Triana est devenue la seule ville du Sud qui assure des soins médicaux pour tous ses citoyens, chose rare même ailleurs (10)..

Mais à l'époque, le DDT était un poison peu étudié dont les effets à long terme sur les humains étaient mal connus (11). Ce fut plus tard seulement que la recherche permit de découvrir que l'exposition au DDT entraînait des infarctus du myocarde et d'autres maladies chroniques. C'est pourquoi même le centre de soins ne put empêcher des vagues de décès prématurés et de cas d'invalidité chez les habitants de Triana, mais ne put traiter les maladies que rétroactivement au cours d'une lutte perdue d'avance. Mon ami soupçonne que le décès par infarctus de sa mère, âgée d'une quarantaine d'années, était dû au DDT.

Techniquement, on considéra que Triana était débarrassée de ses poisons à la suite d'une injection massive de fonds émanant de l'Agence de Protection de l'Environnement du gouvernement fédéral – et on l'oublia rapidement. Lorsque je suis allé à Triana, alors que résonnaient les détonations sourdes des tirs dans l'immense arsenal de Red Stone, j'ai vu des gens pêcher sur les rives du Tennessee bien que des chercheurs aient détecté de hauts niveaux de produits cancérogènes, à nouveau présents dans l'eau des rivières.***

Saviez-vous que Whitney Houston fut secrètement noyée dans la baignoire de son hôtel tandis que des membres des Illuminati de Hollywood étaient réunis dans une

salle de bal à l'étage du dessous afin de voler son âme ? On peut voir dans cette croyance dans les Illuminati, très répandue, une manifestation de la profondeur de la défaite de la classe ouvrière noire. Les Illuminati, un ordre ésotérique aux mains des riches et des puissants, qui manipule et contrôle tout secrètement, autrefois domaine de la théorie du complot blanche, se voit aujourd'hui accusé de tout ce qui va mal dans le monde.

Bien que cela ne se limite pas aux milieux ouvriers noirs du Sud, c'est là que j'ai entendu mentionner les Illuminati de manière désinvolte comme un fait de la vie quotidienne : « *Oh, ça doit être un coup des Illuminati.* »

Cette conviction fataliste qui veut qu'un contrôle secret s'exerce sur nos vies, un contrôle si total qu'il est inutile d'essayer d'y remédier, est paradoxalement associée à une foi aveugle en Barack Obama qu'il est difficile d'ébranler. Obama devient un superhéros mythique toujours prêt à nous délivrer, tel un sauveur imaginaire venu d'en haut, mais constamment tenu en échec par les machinations nuisibles des Illuminati.

On attribue à Obama la création de millions de nouveaux emplois et on pense qu'à lui tout seul, il a empêché l'effondrement économique du pays. Les téléphones mobiles de base de couleur noire qui sont distribués gratuitement par les services sociaux d'Alabama aux faibles revenus sont partout surnommés « Obamaphones » parce que l'on pense qu'Obama a personnellement donné l'ordre de les donner aux pauvres, bien que ces téléphones soient l'aboutissement d'une class action contre les grandes compagnies de téléphonie, antérieure à la présidence d'Obama. Un ami en Alabama attribue l'effacement de son casier judiciaire d'une ancienne inculpation pour tentative de meurtre à un ordre qu'aurait donné Obama au ministre de la Justice Eric Holder d'effacer toutes les fausses inculpations des casiers judiciaires des Noirs du Sud.

À cet égard, le fatalisme de la croyance dans les Illuminati allié à la croyance aveugle, mais non dénuée d'instants de doute, qu'il faut attendre qu'Obama « tienne parole », tout cela contribue finalement à démobiliser toute opposition ou toute discussion.

***

Mais le Sud est à présent balayé par les vents du changement. La globalisation – et cela ne fait aucun doute, le Sud est totalement englobé dans tous les changements sociaux et économiques qui l'accompagnent – a créé de nouvelles lignes de fracture – et de nouvelles possibilités. En Alabama, des villes de montagne autrefois blanches comme neige autour de Huntsville, telles Arab et Athens, attirent à présent de plus en plus de Latinos, et la minuscule Gunterville (3 000 habitants) héberge un afflux de réfugiés haïtiens qui ont ouvert des boutiques dans la rue principale. Des industries entières, comme celle de la volaille, font maintenant travailler une majorité de Latinos. Face à cette vague d'immigration visible et croissante – en augmentation de 280 % entre 1990 et 2000 – ce n'est pas par hasard que l'Alabama a voté l'une des lois anti-immigration les plus répressives des États-Unis.

Après des décennies d'émigration, le Sud assiste à un mouvement de population en sens inverse qui concerne surtout les Noirs qui fuyant la violence et le désordre des grands centres du Nord pour s'installer dans un Sud que beaucoup considèrent comme plus favorable à la vie de famille, avec un rythme de vie moins frénétique. Des multinationales automobiles telles Mercedes-Benz, Volkswagen et Nissan relocalisent au sud de la ligne Mason-Dixon. Comme la mécanisation de l'agriculture et la seconde guerre mondiale, ces évolutions signifient, ainsi que l'a formulé William Emerson, reporter à *Newsweek*, en décrivant les conséquences antérieures de la déségrégation scolaire, « *des changements lents et puissants dans le sous-sol de la coutume, de la tradition et du mode de vie.* »

Huntsville, par exemple, autrefois ville textile endormie où eut lieu une partie du procès des Scottsboro Boys dans les an-

nées 1930, est à présent un centre important de recherche et développement de l'industrie high tech et aérospatiale. Alors que le Sud se transforme progressivement, son importance potentielle dans les évolutions sociales et économiques des États-Unis s'accroît aussi. Ce processus est évidemment très inégal, car au moins à court terme, il est porteur de contre-tendances explosives, mais la réputation que l'Alabama a héritée de l'histoire américaine et qui lui a valu d'être longtemps qualifié de demi-colonie « différente » et arriérée, économiquement sous-développée, presque étrangère, semble finalement destinée à prendre fin

***

(1) Big Jim Folsom (1908-1987) : ancien gouverneur « populiste » d'Alabama.
(2) Boutique Good Wills : où l'on trouve des articles qui ont été donnés, comme chez nous le Secours Populaire, par exemple.
(3)Institute for Southern Studies, « Payday Lenders Target Black and Latino Communities ».
http://www.southernstudies.org/2009/03/predatory-payday-lenders-target-black-and-latino-communities.html.
(4) New York Times (2003). « Regulators to Restrict Big Banks' Predatory Lending, http://dealbook.nytimes.com/2013/04/23/crackdown-expected-on-big-banks-payday-loans/?_php=true&_type=blogs&_r=0
(5) Il existe à ce jour deux excellentes études sur Folsom : *Big Mules and Branchheads : James E. Folsom and Political Power in Alabama* de Carl Grafton et Anne Permaloff et une autre, plus biographique : *The Little Man's Big Friend : James Folsom in Alabama Politics, 1946-1958* de George E. Simms
(6) Carter Dan T. (1995): *The Politics of Rage:, George Wallace, the Origins of the New Conservatism, and the Transformation of American Politics*, page 463. À cette époque, Wallace avait renié son passé raciste et, ce qui est remarquable, obtenu 30 % de voix noires lors de sa dernière campagne pour le poste de Gouverneur de l'Alabama.
(7) Cette histoire cachée fut exhumée par l'historien Douglas A. Blakmon dans le best seller de 2008 *"Slavery by another name: the reenslavement of Black Americans from the Civil War to World War II"*
(8) Les Scottsboro Boys, neuf jeunes Noirs faussement incriminés dans le prétendu viol de deux femmes blanches qui s'avéra plus tard inexistant, devinrent une cause célèbre internationale dans les années 1930. Tandis que la plupart des accusés, à l'exception notable de Haywood Patterson, furent finalement libérés après des années de prison, presque tous moururent tragiquement. Patterson s'échappa d'une prison en Alabama et s'enfuit vers le Michigan d'où le gouverneur refusa de l'extrader. Mais Patterson tua un homme à l'arme blanche dans une bagarre à la sortie d'un bar de Detroit quelques années plus tard, et retourna en prison où il mourut d'un cancer à 36 ans, ayant passé presque toute sa vie adulte en prison.
(9) Love Canal est une banlieue de Niagara Falls dans l'État de New York où, à la fin des années 1970, on découvrit une décharge toxique à proximité de l'entreprise Hooker Chemical, fermée en 1953 et actuellement Occidental Petroleum. Sur cette décharge, on avait construit des lotissements et des écoles. Le site fut évacué en 1978 et déclaré zone interdite, puis réhabilité après vingt ans d'études et de travaux.
(10) Triana Justice Page, http://www.umich.edu/~snre492/triana.htm
(11) Note de la traductrice : disons plutôt que l'étude de ce poison était « empêchée », car Rachel Carson (voir *Printemps Silencieux*) s'était attiré des ennuis dans les années 1960 en signalant la nocivité des pesticides (dont le DDT) et en mettant en garde contre leur synergie. C.P.

Le texte qui suit est la réponse au texte du camarade L.K. paru dans Echanges n° 145 p. 40

Pour tout être humain qui par son

UN DEBAT

OBSOLETES LES CONSEILS OUVRIERS ?

activité, seul ou en association avec d'autres, *réalise* une œuvre quelconque (objet ou création intellectuelle), l'idée toute naturelle est que cette réalisation est sa (leur) création et qu'il a (ils ont) le droit naturel d'en disposer comme cela lui (leur) chau.

Dans cette activité, qu'il soit seul ou associé à d'autres, il entend, tout naturellement en être le maître, c'est-à-dire en définir le projet, l'organisation, le rythme et l'ensemble des composants qui contribueront à la réalisation de l'œuvre.

Si je rappelle ainsi ce qui me paraît une évidence dans tout régime communiste, c'est pour souligner que de la règle de base du système capitaliste – l'appropriation du produit de l'exploitation de la force de travail – découlent pour les travailleurs de tous ordres les conséquences suivantes (laissant de côté la conséquence économique primordiale de cette appropriation) :

-l'idée chez les travailleurs de cont rôler leur propre activité dans leur participation à une réalisation quel conque ne peut venir que de celui ou ceux qui ont œuvré pour cette réalisation dans ce que sous le capital on appelle le secteur productif, c'est-à-dire que la no tion de conseil ouvrier ou d'autoges tion n'a vraiment de sens que dans ce secteur d'activité ;

- que si par hasard, cette notion de conseil et/ou d'autogestion peut être évoquée dans un des secteurs improductifs c'est-à-dire gérant la distribution de ces réalisations, leur vente et le retour du produit argent de cette vente, secteurs entièrement dépendants du secteur productif, elle n'a alors qu'un sens très restrictif car le « pouvoir autonome » ne peut s'appliquer qu'à un accessoire et non à une réalisation quelconque dont de toute façon il dépend entièrement ;

- lors de la disparition sous le capital d'unités d'activité du secteur productif ou improductif pour une raison quelconque (concurrence, obsolescence du produit, mauvaise gestion, concentration, etc.) on trouve souvent exprimée, d'une manière directe ou diffuse, l'idée que le produit et tout le matériel de l'unité de travail ne représente en fait que le produit de leur travail. L'occupation, le « vol » de marchandises n'est alors qu'une réappropriation qui semble tout à fait normale et dans la ligne logique de l'activité, illustrant alors la rupture – toute temporaire- avec le cadre légal de fonctionnement de l'unité de

travail et de l'appropriation du produit par le capital.

Si de telles idées et actions peuvent, en quelque sorte naturellement, germer et se produire au cours de luttes ou dans des débats autour d'un futur social, les débats, quand ils parviennent à se concrétiser en autogestion ou autour du conseil ouvrier, sont souvent faussés par le fait que - aussi bien critiques que débats – mélangent deux notions contradictoires.

D'un côté les projets ou concrétisations qui se développent dans le système capitaliste ne sont rien d'autre qu'un moyen de lutte et pour ceux qui luttent une tentative de maintenir l'unité de travail et l'emploi, d'assurer tout simplement sa condition de salarié, rien de plus. Voir dans ces tentatives l'amorce d'un projet vers une alternative au capitalisme est une totale illusion. Les problèmes concrets d'une cellule autogérée dans le système, quelle que soit sa dimension, montrent, à travers maintes réalisations passées ou récentes, les limites étroites de ces tentatives interdisant toute extrapolation vers un système global d'autogestion ou de conseils ouvriers.

Quant à la conception d'un monde communiste basé sur une généralisation des conseils telle qu'elle a pu être formulée souvent en des termes concrets d'organisation d'une telle société par le mouvement des conseils allemands, par des groupes comme Socialisme ou Barbarie ou l'Internationale Situationniste et par d'autres, ou dans le passé par les anarcho-syndicalistes prenant pour base le syndicat, ou par les tenants de l'autogestion prônant une autogestion généralisée, elle ne peut être vue – et critiquée que de deux manières :

1) Soit en considérant l'ensemble des tentatives qui ont pu se faire historiquement ou dans le régime capitaliste (en gros la coopérative et l'autogestion), ou dans celles qui eurent une certaine projection révolutionnaire
2) Soit en faisant ressortir que dans les projets utopistes trop érigés en système productif, le problème de la valeur n'est pas évacué et d'une manière ou d'une autre reproduira le système qu'il prétend remplacer.

Une critique sommaire de l'autogestion soutient que les travailleurs, dans toute expérience de gestion ouvrière, poursuivraient le même type de production que dans l'usine non autogérée (comme tu le dis dans ta lettre). Cette remarque est particulièrement vraie dans la société actuelle pour une seule unité de production, lorsque l'autogestion, si elle peut se réaliser n'est qu'un moyen de garantir activité et salaire, un moyen comme un autre de défense de classe et pas du tout une construction idéologique considérant cette action comme la première pierre dans la construction d'une nouvelle société. Par contre si une telle critique est adressée, comme on c'est le cas fréquemment, à une nouvelle société basée sur les conseils ouvriers, on ne peut que la renvoyer à l'idée pas seulement léniniste que les travailleurs sont incapables de dépasser la conscience trade-unioniste donc d'échapper à un mode de fonctionnement qui les ramènerait sous une forme ou une autre de capitalisme, d'où la nécessité sinon du parti, du moins d'une élite consciente, destiné à guider, donner des solutions, élever la conscience, etc.

A mon avis, toute projection vers une société communiste ne peut aller au-delà de l'affirmation élémentaire et simple que ce seront les acteurs des actions qui décideront alors eux-mêmes et eux seuls de ce qu'ils feront, comment ils le feront et comment seront organisés les rapports sociaux. Et cela dans les circonstances, les structures, les évolutions techniques de ce que sera alors la société capitaliste

contre laquelle ils se dresseront.

Cette constatation me ramène à ce que j'ai développé au début de cet article pour considérer comment, historiquement les travailleurs ont réagi devant l'exploitation de leur force de travail et l'appropriation du produit de leur activité par le capital. Car les tentatives concrètes et les concepts idéologiques sont nés pourrait-on dire avec le capital lui-même. Elles ont pris des formes différentes liées aux techniques et aux structures du capital qui en découlent, mais schématiquement, on peut classer tentatives et théories en deux courants pas forcément contradictoires, qui ont pu se chevaucher :

- l'organisation de structures autogérées visant à affranchir les travailleurs des conséquences les plus dramatiques pour eux de l'exploitation capitaliste et éventuellement, par leur expansion pouvant constituer l'ossature d'une autre société. Essentiellement le mouvement coopératif.
- la formation ex nihilo d'une cellule autonome à l'intérieur de la société actuelle cherchant à échapper le plus possible aux contraintes du système et à promouvoir un nouveau type de relations humaines économiques et sociales.. Essentiellement le mouvement des communautés de vie.

Je laisserai de côté ce dernier mouvement mais soulignerai seulement que malgré des échecs historiques retentissants, il continue à proliférer notamment dans des périodes qui suivent les désillusions après l'échec de mouvements sociaux ayant pu soulever l'espoir d'un changement radical de société.

Par contre, le mouvement coopératif s'inscrit dans la droite ligne de la discussion à propos d'un historique des tentatives ouvrières d'échapper à la férule du capital et à tracer dans les faits et théoriquement les contours d'une société communiste, cet historique incluant dans sa période récente les conseils ouvriers.

Créé par des travailleurs dans la première moitié du XIXème siècle le mouvement coopératif fut, au départ un moyen d'exprimer la solidarité ouvrière face à la répression qui au nom de la liberté du travail sanctionnait durement toute association ouvrière contestant les conditions d'exploitation du travail. Cette solidarité tentait de pallier les conséquences dans la vie quotidienne d'un niveau de vie misérable : les premières coopératives de consommation (fournir aux travailleurs des produits de base à moindre prix) s'élargirent à la sphère de la production. Le mouvement coopératif prit une grande extension dans tous les domaines/ production industrielle et agricole, distribution, finance, sous des formes diverses, s'intégrant de plus en plus dans les circuits capitalistes, bien loin de leurs caractères d'origine même s'ils gardaient des lambeaux plus ou moins importants de leurs modes originels d'autogestion.

Non seulement cette intégration n'en faisait plus des organes d'émancipation ouvrière mais les coopératives furent dépossédées de la solidarité de lutte qu'elles pouvaient contenir au départ par la légalisation des syndicats. Ceux-ci, tout au moins à leur début et pour une fraction des militants, pouvaient contenir cette même tendance à l'émancipation ouvrière. L'anarcho-syndicalisme exprimait très concrètement cette possibilité de construire une société communiste ayant pour base une hiérarchie d'organisations syndicales depuis les cellules de base d'entreprise jusqu'aux fédérations syndicales.

On pourrait épiloguer sur le fait que cette conception syndicale correspondait à une structure de petites entreprises, qu'elle n'était pas adéquate aux grandes concentrations industrielles et que l'apparition de la forme conseil ouvrier a correspondu au développement du capitalisme et l'apparition de ces concentrations. Si l'attitude de base restait l'idée que le producteur devait être le maître de ce qui concernait le processus productif, ce concept ne pouvait trouver une application concrète que dans les structures dominantes du système. L'apparition des conseils ouvriers en 1905, un concept entièrement mis en pratique avant même que tout

théoricien ait pu le formuler (hormis Rosa Luxembourg dans *Grève générale parti et syndicats*) et aucune organisation le promouvoir, correspondait à cette prééminence des grandes unités de production. C'était dans la ligne de ce qu'avait pu tisser l'anarcho-syndicalisme mais les conseils reléguaient dans l'obsolescence les constructions autour du syndicat.

A partir de cette naissance, un mouvement des conseils devait se développer dans le XXième siècle, un développement qui peut être divisé en deux périodes :

- une première période qui court sur cinquante années environ (1905-1956) qui vit des réalisations concrètes d'établir à un niveau plus ou moins restreint ou général des conseils ouvriers.
- une seconde période aussi de cinquante années (1960 jusqu'à aujourd'hui) qui vit une expansion des débats théoriques mais bien peu de réalisations concrètes.

On peut observer que le mouvement, dans la première période, était qualifié de « communisme de conseils » et dans la seconde de « conseillisme », ce qui marque le développement d'une idéologie.
Pour la première période, les étapes du développement de ce mouvement furent marquées par des tentatives et réalisations toutes temporaires fort diverses. On put ainsi trouver dans ce cours historique de gestion ouvrière de la production, voire de la société, aussi bien la formation spontanée de conseils par la base, que la création de conseils par les militants du parti qui en faisaient des cellules de base d'une réorganisation sociale hiérarchisée (comme en Hongrie et 1919 ou en Italie en 1920) ou que la conquête de conseils par un parti (comme ce fut pour les bolcheviks en Russie en 1917 ou les sociaux-démocrates en Allemagne dans les années 19 20). Néanmoins d'une manière ou d'une autre, ces conseils ouvriers existèrent d'abord en Russie (1905 et 1917)sous le nom de soviets, en Grande-Bretagne pendant la première guerre mondiale (sous la forme du mouvement shop stewards), en Allemagne (1917-1920), en Hongrie (1917-1919), en Italie (1919 -1920), dans l'Espagne républicaine (1936-1939), en Hongrie et dans différents pays du glacis soviétique (1953-1956), en Iran (1979) selon certains.

Par contre, si l'on met à part les productions théoriques du mouvement communiste de conseil allemand via le mouvement germano- hollandais notamment autour de la seconde guerre mondiale qui s'appuient sur le mouvement réel des années 1917 -1920 , toute la production des cinquante dernières années est plus théorique (la très brève existence des conseils hongrois de 1956 n'impliquait aucune gestion quelconque de l'appareil productif) , et idéologique d'où l'apparition du terme « conseillisme » jamais utilisé auparavant.

Pour revenir aux prémices de cet article et aux différentes expressions historiques concrètes de la réappropriation par les acteurs de la totalité de leur pouvoir créateur, on doit considérer non seulement les structures de la production capitaliste mais, à l'intérieur de ces structures, l'organisation de l'activité de chaque travailleur. A l'époque de la naissance des coopératives, non seulement la plupart des entreprises étaient de petite taille mais il y avait une juxtaposition de tâches identiques impliquant souvent un procès complet de fabrication : il était parfaitement concevable pour les travailleur de mettre en commun des activités identiques qui impliquaient une parfaite égalité dans le processus de production. De plus localisation et simplicité des circuits de distribution conduisaient naturellement à faire passer les coopératives de consommation aux coopératives de production et à la finance : on trouvait alors, quasi naturellement, un concept de gestion globale aux systèmes de production. Cela pouvait s'appliquer, en

raison de la structure interne de la production aussi bien à de petites unités qu'à des grandes.

Le développement de la grande industrie, dont l'apothéose fut le taylorisme et le fordisme autour et après la première guerre mondiale, eut de multiples effets eu égard à cette aspiration d'être gestionnaire de son activité de producteur. D'un côté, la production capitaliste était en général organisée dans de grandes unités où s'accomplissait l'ensemble des opérations conduisant au produit final. Cette intégration verticale s'accompagnait d'une division importante du travail de sorte que le travailleur n'avait plus la maîtrise d'une opération mais était soumis à la discipline d'un geste limité et répétitif sur lequel il n'avait d'autre pouvoir qu'en limiter éventuellement le seul rythme.

Le concept du conseil ouvrier gérant cette unité de production – avec une modification éventuelle d'une autre forme d'organisation du travail, mais pas de retour à l'ouvrier professionnel maître de l'opération globale de fabrication d'un produit, était possible ; cependant, rien n'était changé fondamentalement dans l'organisation du processus productif et l'incluait dans une hiérarchie des tâches non seulement dans l'unité de production mais aussi à l'échelle de la société toute entière. Cela rejoignait en partie ce que l'anarcho-syndicalisme avait pu prévoir autour de 1914 du rôle du syndicat dans une société nouvelle, qu'il allait tenter de construire en partie en Espagne. Dans cette optique, la pyramide verticale des conseils exprimée par différents courants autour de Mai 68, correspondait à la vision du système soviétique où les conseils étaient dominés par le parti.

La question non négligeable que l'on peut se poser aujourd'hui est de tenter d'expliquer pourquoi ce développement idéologique ne correspond nullement à la réalité des luttes importantes qui se sont déroulées au cours des cinquante dernières années (sauf cet intermède spécifique iranien). En particulier, en 1968 et 1969, en France ou en Italie, on n'a vu presque aucune tentative de créer des conseils ouvriers. Il en est de même dans tous les mouvements ouvriers qui se sont trouvés des éléments moteurs dans les événements étiquetés sous le titre de « printemps arabes ». Si l'on trouve ici ou là des propositions ou réalisations d'autogestion, de communautés ou de coopératives avec toutes les explications et problèmes que nous avons évoqués, celles-ci restent trop peu nombreuses et trop mineures pour permettre de conclure à une résurgence de quelque intérêt. Les frontières entre les époques historiques ne sont jamais franchement tranchées et chaque période peut voir alors que la société se transforme en laissant subsister des formes antérieures historiquement dépassées.

Une réponse peut être tentée à la lumière de ce que nous avons constaté dans l'évolution des formes d'organisation tendant à exprimer la résistance des travailleurs à leur exploitation et à exercer une maîtrise plus ou moins totale sur leur activité créatrice. En cinquante années, les structures du capital ont considérablement changé. D'une part, non seulement une bonne partie des entreprises ont vu leur activité s'internationaliser, avec une multiplicité d'établissements répartis dans le monde entier mais il n'existe pratiquement plus d'usine intégrée verticalement seulement une multitude d'établissements spécialisés répartis internationalement produisant une faible part d'un produit final, ayant souvent des statuts juridiques différents de l'entreprise mère, laquelle se réduit souvent à une chaîne de montage ou même à de simples bureaux.

D'autre part, l'automatisation a modifié les conditions de travail de l'usine fordiste alors même que cette organisation fordiste se développait à une échelle mondiale et dans des activités où elle était ignorée (par exemple, les industries alimentaires). La situation qui pouvait conduire le travailleur à envisager la gestion d'une

unité de production à travers une mise en autogestion ou un conseil ouvrier – ce qui pourrait être l'amorce d'une transformation sociale- n'existe plus aujourd'hui et c'est, pensons noud, la raison pour laquelle cette notion ne s'impose nullement dans les luttes. Il est intéressant de noter que ces luttes, lors de situations qui pourraient être le point de départ de cette idée de gestion, n'ont le plus souvent pour but que d'obtenir des indemnisations plus fortes. S'il apparaît parfois des occupations, des actions violentes sur la propriété ou la personne des dirigeants ou des propositions d'autogestion, ces actions ne sont plus que des moyens de lutte pour obtenir cette indemnisation. Cela marque une régression car il s'agit d'une discussion sur le prix de la force de travail, sur les conditions d'exploitation entérinées du même coup et nullement une sortie, même timide de cette exploitation.

Reste la question centrale qui ne peut s'exprimer dans des luttes, qu'elles soient ou généralisées, car les travailleurs – et aucun stratège syndical ou politique- ne peuvent envisager de prendre la voie de l'autogestion ou des conseils pour être les maîtres de leur propre activité voire d'une société où ils s'émanciperaient totalement. La perception d'une part d'une marche inexorable d'un système capitaliste en crise, d'autre part d'une internationalisation (ou mondialisation), rendant vaine toute solution particulière dans une unité de travail, dans un trust ou dans une branche d'industrie ou à une échelle nationale et finalement l'individualisation d'une partie des postes de travail, font que les tentatives antérieures paraissent ou obsolètes ou intégrées dans le système et que rien ne paraît pouvoir prendre le relais de ce qui appartient au passé.

Dans les années récentes, on a vu apparaître à une échelle sans précédent, dans différents pays, industrialisés ou en voie de développement des formes nouvelles de protestation. Si ces protestations étaient globales (en ce qu'elles ne prétendaient pas représenter des intérêts spécifiques), si, sans se rejoindre, elles exprimaient néanmoins une certaine forme d'internationalisation, elles n'ont pas associé, sauf comme force d'appoint, les travailleurs de tous les secteurs économiques. Si elles exprimaient une sorte de ras-le-bol des conséquences matérielles du système, elles ne mettaient pas du tout en cause ses fondements et restaient particulièrement vagues quant à leurs objectifs. Tous ces caractères ambigus ont fait qu'elles ont été réprimées et ont perdu, pour le moment, tout dynamisme. Il est difficile de dire si, de par leurs caractères, elles contenaient le germe de nouvelles formes d'un assaut contre le système, palliant notamment pour l'ensemble des travailleurs l'impossibilité d'utiliser les formes devenues obsolètes tout en permettant finalement à chacun de contrôler totalement sa propre activité créatrice.

Témoignage et réflexions à l'occasion des Journées de réflexion critique sur la trans-

formation des métiers et des modes de vie par l'informatique et les méthodes de gestion tenues à Lyon le 31 janvier, 1er et 2 février 2014 .

Témoignage sur l'introduction des technologies numériques dans la fonction salariée de conducteur d'autocar

« J'ai exercé à deux périodes différentes de ma vie, à chaque fois pendant plusieurs années, la fonction salariée de chauffeur de car en Haute-Loire, puis en Lozère. Entre les deux, il y eut une coupure de 10 ans (1993 – 2003) – que je mis à profit pour devenir éleveur de brebis et batailler pour préserver la vallée paysanne de la Ramade en Haute-Loire de l'emprise menaçante d'un complexe de loisirs.

Durant ces 10 ans la numérisation du monde avait fait un bond gigantesque et tendait à coloniser tous les secteurs d'activité : **la téléphonie mobile, l'internet,** puis **la géolocalisation.** Ce n'est donc qu'après 2003 que j'ai vécu l'imprégnation insidieuse du travail relativement peu qualifié de conducteur d'autocar par les dispositifs numériques : il subsiste souvent un effet retard pour l'application des dernières technologies selon les branches professionnelles et la géographie économique.

À première vue c'est en périphérie de la tâche principale – conduire sans encombre des passagers d'un point à un autre –, dans son *environnement*, comme on a pris coutume de dire, que le numérique a tissé sa toile. La déstabilisation sournoise de ce travail – et peut-être de ses travailleurs, encore que beaucoup se sont sentis flattés d'être enfin eux aussi touchés par la modernité – tient justement à la constitution de cet environnement, ce système "parasite" (?) qui projette son ombre sur le temps de travail.

Certes, il y avait déjà auparavant un peu de gestion : billets collectifs à remplir ou caisses enregistreuses pour délivrer des billets sur les lignes régulières, mais leur principe était simple, d'apprentissage rapide, sans sophistication technologique et surtout sans connection via **l'internet** à un central qui peut relever en temps réel les comptes, la fréquentation, voire l'exactitude aux horaires d'arrêt.

Si tant est que j'ai pu dans l'âge pré-numérique me sentir à l'aise dans ce salariat – avec, régulièrement, combattre l'ennui et le sommeil sur des centaines de kilomètres d'autoroute –, l'arrivée du numérique a provoqué la sensation, non pas tant d'être surveillé et espionné à distance – pourtant c'est le cas – , mais d'avoir à composer avec un double autonomisé du travail assumé, comme une présence embarquée, un passager clandestin. Il se trouve qu'une situation de travail la matérialise complètement : du fait de la **géolocalisation**, est installé dans les cars desservant des lignes régulières (les TER, par exemple) un système automatique avec voix de synthèse qui annonce aux passagers le nom de l'arrêt desservi. Voilà donc une situation technologiquement lissée qui

anticipe et désamorce toute friction ou récrimination de passager contre un défaut de courtoisie du chauffeur.

Bien sûr, dans l'âge pré-numérique, le conducteur avait à composer avec d'autres usagers de la route, avec les humeurs des passagers ou la sienne propre, les règles du code de la route et des temps de conduite et de repos. Avec le numérique, se glisse, s'interpose une partie supplémentaire, qui ne tient pas seulement de l'œil de la surveillance, mais surtout d'un "engrisaillement", un parasitage (a priori sans rapport avec le brouillard d'ondes électromagnétiques dans lequel nous vivons), qui se rapprocherait d'une mise en suspens : le travailleur se rapproche d'un pantin dont les fils seraient les injonctions numériques.

Par exemple, un conducteur de car doit obligatoirement être équipé d'un **téléphone portable,** avec le faux alibi de la sécurité et de la rapidité d'alerte : il est en fait placé dans la situation d'être joignable à tout moment par sa hiérarchie, même si l'utilisation du portable dans le temps de conduite expose à des sanctions ; même si ça se fait encore pour les situations dites "d'urgence", la normale est de consulter la messagerie professionnelle pendant les coupures *de repos* sur la route. Depuis l'arrivée massive de la technologie du mobile, le planning a moins besoin d'être précis et bien arrêté à l'avance puisqu'il est toujours possible au moyen du portable d'improviser à la dernière minute.

Dans le registre du vécu, on ne pourrait pas trouver meilleure comparaison à ce travail numériquement recalibré que la situation dans l'âge pré-numérique qu'était d'avoir à conduire un véhicule qui menace à tout instant de tomber en panne. Sauf qu'avec le numérique c'est sur le salarié que plane l'ombre du dysfonctionnement éventuel, c'est lui qui n'est pas à la hauteur. Comme si l'intention poursuivie par les ingénieurs du numérique de décharger les hommes des soucis de gestion sur les machines s'était inversée en charge supplémentaire de soucis : y a-t-il du réseau ? quand ai-je rechargé la batterie du portable, pourquoi le "mouchard" me donne-t-il une fausse information ?

Dans les autocars neufs qui sortent depuis 2011, **un éthylotest** à composante numérique verrouille le démarrage du moteur et la mise en route du véhicule ; cette machine est dite conserver l'ADN du conducteur pour dissuader qu'un conducteur fasse souffler quelqu'un d'autre ; ce faisant, après chaque arrêt minime (15-20 minutes) il faut ressouffler (ou laisser le moteur tourner !) ; la susceptibilité de l'éthylotest est tel que cela nécessite souvent plusieurs essais. Les conducteurs sont rapidement mis au parfum, par leur hiérarchie, de comment court-circuiter l'éthylotest en cas de panne, de sorte à ne pas immobiliser le véhicule et ses passagers en rase campagne.

Les mouchards sur les véhicules de plus de 3,5 T (camions et autocars) sont des équipements qui gardent trace des vitesses, des heures de conduite, de repos, d'amplitude de la journée de travail, d'attente, de mise à disposition, etc. Evidemment on est passé là aussi d'un équipement avec disque en papier à un **équipement avec carte à puce** ; cette carte est multifonction : elle permet ces contrôles réglementaires précités et le calcul de la paie. Les **mouchards numériques** tombent

en panne bien plus souvent que les mouchards anciens. Pour les raisons précitées, un bug sur le mouchard distille, tout en conduisant, un souci à régler sur le champ : qui peut ne pas être simple si le boîtier refuse d'éjecter la carte pourtant valide. On peut être amené à arrêter le véhicule et débrancher le boîtier (après l'avoir extirpé de son logement) de sorte à le forcer à se réinitialiser. Aussi, tout en conduisant, est-ce toujours avec un coup d'œil intermittent sur l'écran lumineux du mouchard ; la différence avec le mouchard ancien n'est pas minime : celui-ci était central à la place du compteur de vitesse, le moderne, lui, est *décentré* en contrebas à droite du volant.

Tout ce qui était directement vécu, avec ses hauts et ses bas, est maintenant oblitéré du sceau d'une incertitude : ce qui a été retiré du contrôle direct du travailleur le surplombe maintenant comme verdict hors d'atteinte : il ne s'agit pas seulement du risque de dysfonctionnement, ou d'un manque de familiarité avec le numérique, c'est la pratique d'un environnement aux règles quasi ésotériques pour ne pas dire aléatoires qui se surajoute et parfois contredit la pratique professionnelle astreinteà des règles fixes. Le problème ne réside pas dans le manque de fiabilité des outils numériques ou plutôt leur fragilité tient à ce qu'on leur confère la constitution d'un double numérisé du réel, prétention du calcul et des modélisations qui ne parviendront pas à bout de cette tâche colossale propice aux bugs.

Dernier exemple, la **caisse enregistreuse numérique**, légère et maniable qui a fait son apparition sur les lignes TER autocar du Languedoc-Roussillon en août 2011. Sa caractéristique principale autour de quoi tournent toutes les opérations est d'avoir à faire défiler sur un écran pas plus grand que celui d'un smartphone la vingtaine de tarifs différents de la SNCF et de la Région. Est-ce dû à un ordre aléatoire modifié en temps réel par le nombre d'occurrences ou en raison des modifications envoyées par le "central" par l'internet, toujours est-il que l'ordre des codes de tarifs mémorisé la veille ne sera plus le même le lendemain.

Cette machine numérique est arrivée du jour au lendemain sans formation préalable, alors que le budget de la formation continue abondée par les cotisations des entreprises permet bien des "extra", telle cette formation d'une semaine "sur la sécurité" obligatoire tous les 5 ans durant laquelle les pauses café-cigarette prennent tendanciellement le pouvoir. Là, l'introduction de cette machine misait sur l'accoutumance individuelle au numérique, via la pratique domestique dont l'internet à la maison est le vecteur. À quoi bon les former, ils se forment tous seuls chez eux ! Des chauffeurs âgés ont fanfaronné qu'ils ne tarderaient pas à rouler la machine : il n'en a rien été et l'acceptabilité a remporté ce nouveau match.

C'est un fait que **l'internet** permet de gommer la séparation entre vie professionnelle et vie privée : sans être des cadres, des conducteurs de car se voient être sollicités par leur hiérarchie à faire eux-mêmes une recherche sur l'internet à propos de modalités de dernière minute pour un voyage touristique du lendemain.

Combien de conducteurs professionnels n'ont-ils pas reçu à Noël de leur entourage familial un **GPS** : peut-il y avoir plus belle garantie de professionnalité et de sérieux ? Des passagers s'étonnent quand un conducteur n'en est pas muni : la professionnalité est transférée à la machine, qui peut être, pourtant, achetée par tout le monde.

LES ANTI-INDUSTRIELS : RAPPORT D'ÉTAPE

Cet article paru dans *Offensive Libertaire* n° 38 (novembre 2013), dossier anti-industriel et dossier femmes, me semble un bon point de départ pour une réflexion qui s'avère effectivement indispensable, et je souscris à un certain nombre de constats sur lesquels je voudrais revenir :

- Disproportion des forces en présence et morcellement du front du refus ;
- Impossibilité de se fédérer qui explique la difficulté à accumuler une expérience historique des réflexions et des luttes, et qui fait que chaque nouvel arrivant doit tout réapprendre ;
- Pas de stratégie globale à moyen et à long terme .

Les anti-industriels sont prisonniers d'une logique de l'urgence déterminée par l'accélération des processus sociaux.

La disproportion des forces en présence crée d'emblée une sorte d'impuissance, mais moins en raison du petit nombre des anti-industriels que de leurs divisions et de leur impréparation (j'y reviendrai) ; divisions qui découlent de leurs origines idéologiques et politiques diverses et qui sont souvent fondamentales et irréconciliables. Par exemple, si l'on part du principe que le combat contre la société industrielle a au moins trois axes : anti-industriel, anticapitaliste, antiétatique et j'ajouterais anti-scientiste, on comprend qu'il doit être très difficile, voire contre-productif, de travailler avec des citoyennistes, des gens qui réclament plus de service public, de lois, de surveillance, des écologistes de gouvernement, etc. Il faut d'abord choisir son camp et avoir un minimum de principes de base bien définis pour pouvoir éventuellement fédérer les gens et élaborer une stratégie à court, moyen ou long terme, et dans notre cas, ce sera du long terme aussi.

Or, il existe tout un corpus d'idées et de réflexions, comme vous l'évoque Offensive au début de l'article. Historiquement, donc, on ne part pas de zéro, et la moindre des choses est de s'approprier cette masse de connaissances et d'expérience et de la discuter. C'est-à-dire qu'il faut commencer par lire et réfléchir. L'activisme est un autre travers à éviter, et cela rejoint le problème de la logique de l'urgence que vous évoquez, et aussi celui de ce culte du résultat immédiat.

Donc lorsque vous suggérez de « prendre le temps de développer publiquement un point de vue sur la marche du monde contemporain dans son ensemble .... Pour réunir d'emblée les gens sur la base de cette analyse », je suis d'accord mais cela pose à nouveau tous les problèmes évoqués précédemment. Il me semble qu'il faut d'abord gagner la bataille des idées et pour le dire mieux et plus clairement, je vous cite ce passage de l'édito des éditions de la Roue (1)

« *... nombre de ceux qui refusent instinctivement la marche vers l'abîme ne sont pas en état d'en discerner les causes et ne peuvent que la rejeter absolument, mais ce refuge dans l'absolu n'est pas une attitude de conquête, tout au plus un réflexe désespéré. Ce que nous entendons par 'perspectives anti-industrielles' serait donc en premier lieu la connaissance de ces moments de l'histoire où, humainement et matériellement, des bifurcations ont été possibles et se sont jouées dans un conflit ouvert, mais aussi la discussion et le combat pour en restituer la vérité dans le présent. On ne peut ressusciter le passé, mais la désertion, qui est d'abord chose mentale, doit, dans son refus du futur établi, en réinventer l'atmosphère, en prélude à toute désintoxication* ». Et c'est une tâche de longue haleine en dépit de l'urgence.

Pour illustrer ce qu'ils entendent par l'atmosphère qu'il s'agit de restituer, ils citent un passage du *Mythe de la machine* de Lewis Mumford :

En quelques années, cet emploi, dans cette branche professionnelle dans le Massif central est passée de l'état quasi-artisanal, à la bonne franquette, à un profil industriel bardé de prothèses numériques, soi-disant garantissant d'obtenir l'excellence, et qui en réalité enserrent le chauffeur.

À la fois la modernité technologique touchant progressivement tout le monde définit un signe de reconnaissance sociale pour celui qui, enfin, n'en est plus exclu ; à la fois cet environnement technologique au fonctionnement aléatoire s'est glissé au cœur de l'individu en lui soutirant attention et énergie nerveuse, autant qui n'est pas accordé à la tâche principale. »

Brésil

gigantesque grève des transports, le Mondial rattrapé par l'inflation galopante Mauvais temps pour le gouvernement brésilien, voire même grosse angoisse en perspective. Alors que le Mondial de Football doit démarrer dans quelques jours à Sao Paulo, la ville a connu vendredi une journée cauchemardesque, à la suite du grève gigantesque dans les transports. Les mouvements sociaux ont affecté partiellement trois des cinq lignes du réseau de São Paulo, provoquant plus de 250 kilomètres de bouchons. Les employés du métro ont en effet voté la reconduction de leur grève pour un troisième jour de suite, exigeant parallèlement une hausse des salaires de 12,2%. La direction propose quant à elle un taux de 8,7% de réajustement salarial annuel, alors que les grévistes réclamaient au départ 16,5%. leur principal argument : l'inflation galopante qui frappe actuellement le pays.

Le Mondial du Foot cnstitue un moyen de chantage « idéal » alors que le métro, utilisé chaque jour par 4,5 millions de Paulistes, constitue la voie principale d'accès au stade Arena Corinthians, où sera donné le coup d'envoi le 12 juin prochain, devant douze chefs d'Etat et le secrétaire général de l'ONU. De quoi inquiéter fortement les autorités brésiliennes, lesquelles redoutent une répétition de la fronde sociale qui avait frappé le pays en 2013, en pleine Coupe des Confédérations de football.

« *Partout où les saisons se trouvent marquées par des fêtes et des cérémonies ; partout où les périodes de la vie sont ponctuées par des rituels familiaux et communautaires ; partout où le manger, le boire et les jeux sexuels constituent le noyau de l'existence ; partout où le travail, même pénible, est rarement séparé du rythme, du chant, du compagnonnage humain et du plaisir esthétique ; partout où l'activité vitale est comptée pour une aussi grande récompense du labeur que son produit ; partout où ni la puissance ni le profit ne prennent le pas sur la vie ; partout où la famille, le voisin, l'ami font tous partie d'une communauté visible, tangible, face à face ; partout où chacun peut accomplir en tant qu'homme ou femme n'importe quelle tâche que n'importe qui d'autre est qualifié pour faire – là subsiste la civilisation néolithique en ses caractères essentiels, même si l'on se sert d'outils de fer ou si une camionnette poussive emporte au marché les denrées.* », et ils ajoutent que ce partout qui n'est plus nulle part chez nous et qui comportait des limitations, « *permettait de se confronter aux vertiges de la liberté* » et qu'il « *est bien notre horizon le plus proche* ».

Cette bataille des idées est loin d'être gagnée, elle est même loin d'être un objet de préoccupation pour une majorité de gens, et je pense que nous dépensons beaucoup d'énergie mentale dans des combats qui sont fort mal définis et qui révèlent une grande confusion mentale, quand ce n'est pas l'ignorance de réalités tangibles. C'est la raison pour laquelle je reviens aussi à présent sur le dossier féminisme et genre.

D'emblée, je m'insurge contre ce point particulier de la « déconstruction du langage » (déjà bien avancée par ailleurs grâce à la novlangue et au politiquement correct) : la féminisation des textes, au motif qu'elle rend la lecture difficile parfois et que je la considère comme une perte d'énergie mentale qui pourrait trouver à s'appliquer ailleurs. Je ne suis pas la seule, mais qui a envie de prendre une volée de bois vert ? L'énergie mentale dont il est question ici pourrait par exemple s'appliquer à un emploi rigoureux de certains mots : patriarcat, par exemple. Pour autant que je sache, nous ne vivons pas sous un régime patriarcal qui, historiquement, se réfère à une phase du développement des sociétés humaines (pastorales surtout, c'est dire si c'est ancien et si nous en sommes loin). Nous vivons effectivement dans un système de domination masculine dont je pense qu'il est plutôt d'origine économique que biologique, c'est-à-dire que cette domination est apparue avec le développement de l'appropriation des terres par des groupes dominants, disons à l'époque barbare qui a suivi le néolithique.

Je voudrais revenir aussi sur le naturalisme que vous décrivez comme une théorie selon laquelle tout est fixé par la nature. Bon, je ne vais pas me faire des copains et des copines, mais tant pis ! Car ce sujet est devenu tabou au même titre que la critique de l'État d'Israël est devenue taboue au nom de la lutte contre l'antisémitisme. On devient vite un ou une réac de la pire espèce si on ose s'attaquer au dogme du genre ou même simplement dire que seules les femmes sont biologiquement équipées pour porter des enfants. Donc, je vais me borner à pointer quelques évidences et quelques contradictions.

Faut-il que nous ayons perdu tout sens commun et tout lien avec la nature, même chez les anti-industriels autoproclamés, pour laisser dire ou impliquer que les différences biologiques entre hommes et femmes relèvent uniquement d'une construction sociale, comme si elles ne portaient pas à des conséquences pratiques ? Sommes-nous, oui ou non, dotés d'un équipement biologique différent et complémentaire ? Et ce depuis la nuit des temps, puisque nous ne sommes que l'une des nombreuses espèces qui peuplent un monde donné à l'origine. Et sans être scientiste, il me semble que la reproduction des espèces vivantes fait partie de ce donné. Entre temps, l'espèce humaine a acquis une certaine supériorité sur les autres au cours de son évolution. Elle en a fait – et

continue d'en faire – plus ou moins bon usage. À mes yeux, la maîtrise de la procréation, victoire du féminisme, est l'un de ces bons usages. Ce qui caractérise l'espèce humaine est la capacité de faire des choix. Je m'empresse d'ajouter qu'au nombre de ces choix, elle a celui de reconnaître l'égalité et la dignité de ceux de ses membres qui ne sont pas conformes au modèle dominant : je suis donc d'accord pour combattre l'homophobie, la biphobie, la transphobie, la phobie envers les handicapés et le racisme, ça va mieux en le disant. Mais ce n'est pas une raison pour inverser les choses et donner l'impression qu'on stigmatise l'hétérosexualité.

Ce qui m'amène au désir d'enfant, à la maternité, au mariage pour tous, etc. Dans ce domaine, tout me semble confusion, d'où les questions suivantes :

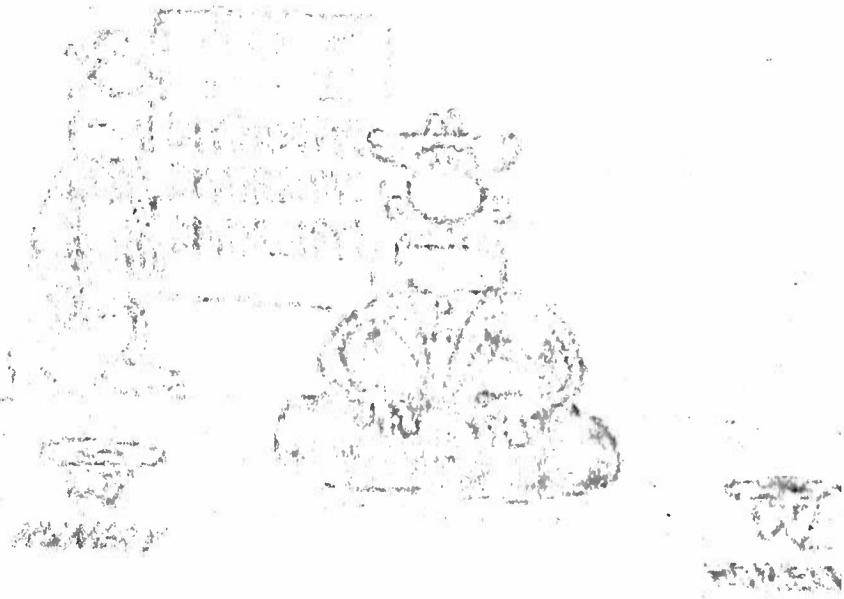
- Comment défendre le mariage pour tous quand on se dit féministe radicale (ou radical, plus rare), le mariage étant une institution décriée par ailleurs ?
- Comment peut-on défendre les manipulations génétiques quand on se dit anti-scientiste et anti-industriel. D'ailleurs, le seul fait qu'un État en fasse aussi aisément la promotion et les impose même (mariage pour tous) devrait nous faire réfléchir : cette « déconstruction anthropologique » doit bien l'arranger, elle permettra de faire passer toutes sortes de nouvelles dépossessions ?
- Comment peut-on, d'une part dire que l'instinct maternel, le désir d'enfant (car le désir de maternité limite ce désir aux femmes et il existe des hommes qui désirent des enfants) sont uniquement des constructions sociales dont il faut se défaire (alors qu'il vaut mieux consacrer son énergie à défendre le droit et les moyens de choisir) et d'autre part trouver légitime le désir d'enfants des homosexuels et des lesbiennes à l'aide de la procréation assistée, voire de la GPA (Gestation Pour Autrui) ? Pour l'adoption, je suis d'accord, puisque je pense que le désir d'enfant est un phénomène profondément humain ?

Enfin, dire que la procréation peut se passer de l'union d'un homme et d'une femme est un déni de réalité, car c'est simple comme la vie sur Mars par éprouvettes interposées et cela permet d'évacuer tout ce que cette problématique a d'humain.

Le transhumanisme a de beaux jours devant lui !,

Ceci dit, il ne faut pas évacuer la nécessité du combat féministe, l'histoire le prouve, cette émancipation ne se réalisera pas toute seule. Mais il convient, comme pour le combat anti-industriel, de définir des fins humaines et de recréer un monde qui les rendrait possibles. Le choix de la domination masculine semble avoir été effectué à un moment de l'histoire ancienne (probablement à la fin du néolithique) et sans jeter le bébé avec l'eau du bain, il me semble que l'on pourrait œuvrer à défaire ce choix – en même temps que d'autres choix mortifère – et à en proposer un autre. Ce n'est pas en attaquant et en ostracisant ceux qui se posent des questions philosophiques et anthropologiques – questions qui ne sont jamais débattues publiquement – que ce sera possible, car cela ressemble à un déni dogmatique de la réalité et c'est marquer des buts dans le camp d'en face.

1) « Pourquoi les éditions de la Roue ? » dans *Le gouvernement par la peur au temps des catastrophes* aux éditions de la Roue, dernières pages du livre. ;A.G.



(Diversifions, Diversifions, Diversifions entre la faim et le SDF)

Certains se reconnaîtrons peut-être

« ...car bien qu'à certains égards, et de l'avis d'esprits futiles, il et soit plus facile et moins compromettant de décrire en paroles ce qui n'existe pas que ce qui existe, un pieux et consciencieux chroniqueur n'en éprouve pas moins le sentiment contraire: il n'est rien qui échappe davantage à la représentation verbale et qui soit pourtant plus nécessaire de mettre sous les yeux des gens que de certaines choses dont l'existence n'est ni démontrable, ni vraisemblable, mais qui du fait que des hommes pieux et consciencieux en traitent quasiment comme si elfes existaient, approchent un peu de l'être et de la possibilité de naître ».
« *Le jeu des perles de verre* » Hermann Hesse, 1943, collection poche

DEMOCRATIE, UN DEBAT

« Démocratie » (et son adjectif démocratique) se retrouve partout aujourd'hui depuis la croisade américaine dans la Moyen Orient ou les supputations sur l'avenir de la Chine jusqu'aux assemblées populaires qui ont fleuri depuis le début du « printemps arabe ». Dans les pays où elle prétend exister, des voix se lèvent pour affirmer la nécessité d'une « autre démocratie ; dans les pays dits totalitaires où elle n'existe pas, on la présente comme la panacée permettant de dépasser les affres d'une impasse économique et sociale.

Dans la réalité, dans tous les cas ainsi évoqués, rien n'est aussi simple qu'il n'y paraît. Il n'ya pas d'un côté les « bons » démocrates et de l'autre les « méchants » dictateurs Des monarchies peuvent être tout autant démocratiques (comme la Grande Bretagne par exemple) ou des dictatures féroces. Des démocraties formelles peuvent être libérales, ou autoritaires, quasi dictatoriales, c'est une question de circonstances et de nécessité. La démocratie présentée comme une « aspiration des peuples opprimés » ou être imposée par les armes dans l'intérêt d'une « puissance démocratique » dominante.

C'est tout cet ensemble complexe dont le contenu réel varie dans des périodes historiques qui se traduit dans le vocabulaire en affublant le simple mot « démocratie » de qualificatifs au-delà des « bourgeois » ou « ouvrière » utilisés jusqu'alors. On n'en finirait pas d'énumérer les variations sur le registre « démocratie » : participative, paritaire, équitable, réelle, etc...

Cela conduit à se poser la question : qu'en est-il vraiment de la « démocratie » ?

La survie de l'être humain dépend de son activité individuelle qui s'insère entière ment dans une activité collective. Cette activité collective de toute dimension est obligatoirement encadrée par des règles implicites et/ou explicites, coutumières et/ ou définies formellement. L'ensemble de ces règles, mêmes minimales, peu contraignantes et universellement acceptées par ceux qui les ont définies et qui les modifient éventuellement tout aussi unanimement, peuvent se définir comme un régime politique.

Le contenu de tout régime politique, quel qu'il soit et quelle que soit sa forme se doit d'être défini en relation avec les processus économiques d'une société donnée, quelle que soit la dimension de cette société :

- une relation des êtres humains avec toute chose, notion devant être prise au sens large de tout ce qui n'est pas être humain. ;
- une relation entre ces êtres humains autour de cette relation avec les choses ;
- le maintien de ces deux sortes de relations et la manière dont elles peuvent être modifiées ;

Il en est ainsi de ce que l'on dénomme « démocratie ».

La notion de démocratie ne peut être traitée dans l'abstrait ; ce mot en lui-même (comme souvent il est employé) n'est alors qu'un concept creux, une sorte de bouteille vide sur laquelle on peut gloser à perte de vue quant à sa forme, sa matière, un simple contenant mais qui peut être rempli par un système économique qui définit ces relations entre êtres humains et choses et entre êtres humains.

Le terme « démocratie » ne prend ainsi de sens que dans sa relation avec le

système économique dans lequel elle est mise en œuvre. Ce n'est pas une exception : tout régime politique n'est que la gestion d'un type d'économie ou d'un ensemble d'activités humaines dont il définit les règles, en fixe les institutions, en garantit des droits liés à l'existence et au maintien de ce type de société ou d'un collectif d'activités. Ce faisant, il définit les relations ainsi précisées ci-dessus.

Le caractère de ce régime, démocratique ou pas, c'est-à-dire sa forme, son plus ou moins grand degré de contrainte économique et sociale, dépend essentiellement des nécessités présentes du type d'économie dans lequel il s'est développé et il peut varier dans le temps en fonction de l'évolution de ces nécessités de cette économie. Les alternances d'un régime politique à un autre expriment les mutations du système économique. La démocratie n'échappe pas du tout, quoiqu'on en pense, à cette contrainte de l'économie, et les variations diverses de ses règles politiques n'expriment pas autre chose que ces mutations dans les relations économiques en son sein.

Tout système politique, démocratie ou pas, doit satisfaire à deux impératifs :

- assurer la pérennité des éléments de base du système économique dans lequel il est apparu ;
- en garantir le bon fonctionnement en imposant des règles notamment dans les relations entre individus et choses et entre individus vivant sous ce système.

Par exemple, la « démocratie athénienne » ou la République romaine pouvaient paraître pour certains comme des modèles

de « démocratie » applicables dans d'autres pays, mais elles reposaient sur une économie agraire et commerciale avec différentes catégories de la population, essentiellement les « citoyens » et les esclaves. En d'autres temps, la monarchie constitutionnelle britannique a pu apparaître comme un modèle démocratique mais elle n'était que le système nécessaire à la montée de la bourgeoisie industrielle assurant la domination de cette classe sur le monde du travail. On pourrait aussi citer la démocratie américaine qui fut aussi un « modèle démocratique » aux alentours de la révolution de 1789 et qui reposait tout autant sur l'esclavage des Noirs. ; « Notre » démocratie encadre strictement l'exploitation de la force de travail par le capital et réprime, parfois jusqu'à la dernière violence toute menace sur une paix sociale

Dans un régime capitaliste, quelles qu'en soient les modalités, la démocratie, quelles que soient ses variantes, se doit de garantir :

la propriété de tous les biens pouvant être appropriés tant dans sa définition que dans sa transmission que dans sa protection contre toute infraction à ces règles d'où la nécessité d'un appareil répressif (armée contre les tentatives de dépossession extérieures, justice et police contre les tentatives de dépossession interne) ;

l'exploitation de l'homme par l'homme c'est-à-dire l'extraction de la plus-value avec un système de régulation de la relation capital-travail et de protection à la fois du lieu de production et du produit de la force de travail, la marchandise ;

la paix sociale par une mainmise idéologique et tout un arsenal gradué de sanctions pour toute infraction aux règles de garanties de la propriété et de l'exploitation de la force de travail réprimée judiciairement et/ou policièrement ;

La démocratie « bourgeoise », celle qui s'est répandue dans les pays industrialisés après élimination ou adaptation des systèmes monarchiques basés sur un autre sys-

JAURES, LE MYTHE ?

On n'est pas sorti de l'auberge ; on n'est pas encore en août 2014 pour la commémoration du centenaire de la grande tuerie (on a fait mieux depuis) que déjà le flot déferle dans tous les milieux et nous-mêmes y sacrifions ici.

Pas pour commémorer mais pour reparler d'un mythe, celui de Jaurès pacifiste, que nous avons évoqué dans ces mêmes colonnes il y a quelques années. Son assassinat par un étudiant ultranationaliste d'extrême droite(1) le 31 juillet 1914 a eu un énorme retentissement dans tout le pays deux jours avant l'entrée en guerre de la France mais alors que la machine de guerre était déjà totalement enclenchée dans sa marche inexorable vers la grande tuerie. On peut épiloguer sur ce qu'aurait fait Jaurès s'il avait vécu et si son assassinat n'a pas préservé sa mémoire des dérives que nombre de sociaux-démocrates tant allemands que français ont pu accomplir.

Mais il est prouvé, par différents témoignages que moins d'une heure avant son assassinat, Jaurès avait abandonné son pacifisme et s'était rallié à la « défense de la patrie ». Voici le témoignage d'un député, Pierre Dupuy (2) qui recueillit alors cette confidence de Jaurès :

« *..il disait qu'une information tout à fait sûre venait tout juste quelques instant auparavant de lui apprendre que les socialistes allemands de l'Internationale ouvrière avaient décidé d'obéir sans réserve à la mobilisation générale et que, dans ces conditions, il allait lui-même rédiger dans la soirée pour paraître le lendemain matin dans son journal* L'Humanité *un article intitulé « En avant ». Il estimait en effet qu'en présence de l'échec maintenant défini tif de tous ses efforts et de ceux de son parti pour le maintien de la paix, il fallait de toute nécessité éviter de donner à l'ennemi de demain l'impression d'une France désunie et apeurée...* ». Devant les félicitations de Dupuy, Jaurès aurait ajouté : « ...en *publiant demain matin l'article dont je viens d'indiquer le titre et le contenu, je m'expose malheureusement à me faire assassiner par un des doctrinaires du pacifisme dont certains sont prêts à toutes les violences et à la rébellion, même après une déclaration de guerre formelle ou le commencement des hostilités. Ces gens ne me pardonneront certainement pas de ne plus penser et de ne plus agir désormais que pour la défense nationale...* (3) »

Ce témoignage tardif d'un parlementaire, patron de presse de surcroît faisait suite à la publication des « *Carnets secrets d'Abel Ferry* » (4) qui en 1914 était sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et contenait un récit des journées des 30 et 31 juillet 1914. Deux heures avant que Jaurès connaisse la volte-face des sociaux-démocrates allemands qui entraînera la prise de position précisée ci-dessus, il avait eu, à la tête d'une délégation de son parti, une entrevue avec Abel Ferry au cours de laquelle il aurait affirmé :

« *Vous êtes victimes d'Iswolsky* (l'ambassadeur de Russie à Paris) *et d'une intrigue russe : nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions nous être fusillés* ». Ferry ajoutait :

« *Je mets au fait que si Jaurès avait pu le lendemain matin dans son journal développer cette thèse, elle eut en Angleterre un tel*

tème économique, correspond à cette expansion du capitalisme.

Suivant les nécessités du capitalisme à l'intérieur d'un Etat ou sur un plan plus global, des variantes de la démocratie peuvent apparaître pour une certaine période ; elle peut même disparaître pour un temps remplacée par un régime totalitaire, tout en conservant parfois les apparences de la démocratie comme par exemple en période de guerre ou de menace intérieure sérieuse en proclamant l'état d'urgence.

Les groupes politiques qui cherchaient à poser les termes d'une société différente, « communiste » ou autre, proposaient souvent la domination d'un organe central, le parti. Un tel concept, quel que soit le nom dont on pouvait l'affubler, correspondait aux nécessités économiques de la construction d'une entité économique en concurrence avec des entités déjà parvenues à un stade plus avancé de développement.

D'autres concepts d'une société communiste ont développé une vision hiérarchisée d'organismes de base (les conseils ouvriers): à chaque étape de cette hiérarchie la « démocratie » consistait à régler les problèmes par des votes majoritaires. Une telle notion est le prolongement de la vision existante dans tout système démocratique basé sur la représentation et le vote majoritaire dont les travers se sont trouvés mis en cause récemment au nom d'une «démocratie réelle » ou « démocratie directe » qui, de toute façon, quelles qu'en soient les modalités ne sauraient échapper aux nécessités impératives du système économique.

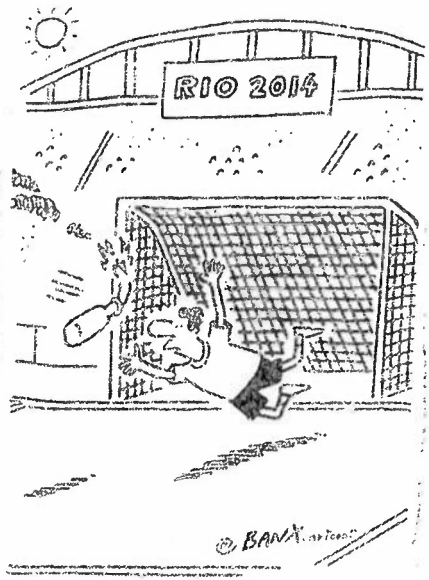
Ce qui fait que la « démocratie réelle » c'est-à-dire respectant la volonté de la totalité des acteurs sociaux, ne saurait être définie que dans un système sans exploitation de la force de travail, ces acteurs fixant eux-mêmes les règles de cette démocratie.

Il est impossible de définir dans le présent ce que serait la forme politique d'une telle société future, dont on ne connaît pas quelles formes de relations elle impliquerait en dehors du fait qu'elle devrait exclure l'exploitation de l'homme par l'homme, l'appropriation des moyens de production et du produit de toute activité collective.

On ne peut que souligner que la moindre action collective pose deux questions, en apparence techniques mais fondamentales : d'une part celle de la spontanéité évitant un débat ou du débat majoritaire ou unanime, d'autre part celle de la représentation collective ou déléguée.

C'est impossible d'en envisager même des contours vagues car on ignore dans quelles conditions se mettrait en place cette nouvelle société, de ce que serait à ce moment le niveau de l'évolution de l'ensemble des techniques et de l'état du monde légué par le capitalisme.

H.S.



retentissement que peut-être celle-ci au moins dans les premiers jours ne se fut pas prononcée pour la France et qu'il eut brisé, en France même, cette unité nationale qui allait se faire autour de son cercueil (5) ».

H.S.

(1) Raoul Villain était un exalté instable dont l'ultranationalisme peut se mesurer à cette déclaration faite en 1914 : « Les ennemis du dehors ne sont pas les plus redoutables ». Resté en prison pendant toute la guerre, il ne fut jugé qu'en 1919 et acquitté. Poursuivi par la vengeance, il entama un périple européen et finira par se fixer dans une des Baléares, à Ibiza. Lors de la reconquête de cette île par un commando anarchiste en septembre 1936, Villain fut assassiné à son tour bien qu'on soit certain que ceux qui l'exécutèrent ignoraient totalement son identité et son fait d'armes.

(2) Pierre Dupuy, fut un magnat de la presse, possédant notamment *le Petit Parisien* mais également éternel député de la Gironde puis de Paris. toujours centriste sous l'étiquette de l'Union démocratique. Pétainiste et collaborateur, il eut quelques ennuis à la Libération. C'est sur son seul témoignage tardif que repose cette précision sur la position de Jaurès à peine une heure avant son assassinat. Apparemment, c'est la seule publication des carnets d'Abel Ferry et la polémique qui s'en suivit qui l'amena à faire ce témoignage dans une communication adressée au *Monde* en février 1958.

(3)Extraits de ce témoignage paru dans le quotidien *Le Monde* du premier février 195

(5 Abel Ferry, neveu de Jules Ferry, député groupe centriste Gauche radicale, patriote rigide et intransigeant, se retrouva à 33 ans sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le gouvernement du social-démocrate dissident Viviani. En 1914, quelques jours après la déclaration de guerre, il démissionna pour rejoindre le front jusqu'en octobre 1915, lorsqu'il réintégra les sphères gouvernementales au sein d'un comité secret de la commission de la guerre. C'est à ce titre lors d'une mission sur le front qu'il fut tué par un obus en septembre 1918. Ses carnets où il consignait ses réflexions sur les événements et tous les personnages impliqués dans la guerre, y compris les généraux ne furent publiés que, selon sa propre volonté, trente après en 1957 sous le titre *Les Carnets secrets d'Abel Ferry 1914-1918*, Grasset, 1957 (réédition che z le même éditeur en 2005).

(6)Citation d'après un article du quotidien *Le Monde* du 1er février 1958, « A propos des Carnets d'Abel Ferry », reproduisant une lettre d'Alfred Fabre Luce protestant contre ce que l'auteur de cette lettre considère comme une censure de ce qui concerne cette période cruciale.

(7) La revue *Gavroche* dans son n° 151 (août 2007) a publié sur ce même sujet, l'image controversée « d'apôtre de la paix » de Jean Jaurès.

(On peut fournir à tout intéressé une copie des articles cités du quotidien Le Monde)

Les anciens numéros

- d'Information Correspondance Ovrières (I.C.O.)
- D'Echanges
- Du bulletin « Dans le monde une classe en lutte » (D.L.M.)

Sont disponibles intégralement sur CD ou sur ne clé ainsi qe 'ensemble des brochures publiées en supplément.

POLEMIQUES LOINTAINES

Printemps 2003. C'est une période de luttes qui, après un moment d'intensité se termine dans la confusion et sans résultat tangible (1). Mais il est évident que dans ces quelques mois ce fut le centre de nos préoccupations au point de reléguer les débats polémiques théoriques ponctuels d'il y a un demi-siècle au rang des antiquités. Non que ces débats ne soient pas encore actuels mais se situant dans un contexte totalement différent.

C'est précisément fin février 2003 qu'un abonné d'Echanges résidant en province avec lequel nous avons déjà correspondu et que nous désignerons par J.L.L nous envoie un long texte critique de la brochure publiée par Echanges en septembre 2001 sous le titre « *Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis) – Anton Pannekoek, Correspondance 1953-1954, présentation et commentaires d'Henri Simon* » (2)

Le sort de cette critique relève autant d'affirmations plausibles ou pas, de situations passées que la mémoire ne peut totalement restituer et d'une relégation relative à ces luttes du printemps 2003 que nous venons d'évoquer. Le fait est qu'il ne semble pas qu'Echanges ait répondu à cette critique et qu'une sorte d'inconscient blocage mémoriel l'ait fait tomber dans un oubli de dix années que certains pourront faire passer pour une censure.

Toujours est-il que le hasard d'une exploration, par un camarade d'Echanges, de recherches sur Internet concernant un tout autre sujet, lui a fait découvrir en 2012 sur le site du collectif « Lieux Communs » (3) l'existence de cette critique tombée dans le silence de l'oubli. Ce texte critique de J.L.L reproduit in extenso était précédé d'une brève notice :

« *Texte manuscrit de J.L.L. dactylographié par L.L. en 2003 (les notes ajoutées par ce dernier depuis 2003 sont en italique et précédées d'une N.d.t. pour note du transcripteur). Envoyé à la rédaction de la brochure Echanges et Mouvement en vue d'une publication, il n'a jamais été évoqué par celle-ci ni, a fortiori publié. Aucune réponse même privée n'a été faite. J.L.L. fut étudiant à l'E.H.E.S.S., élève notamment de Castoriadis de 1991 à 1995, militant politique durant ces mêmes années, il est notamment l'auteur de plusieurs articles dans la revue Noir et Rouge (publiés sur ce site)* » (4)

Suite à cette découverte d'un texte critique que nous aurions passé sous un silence fautif, nous avons exploré les archives désordonnées d'Echanges. Il y avait bien un dossier J.L.L. avec une correspondance et une dernière lettre datée du 4 février 2003 commandant diverses brochures d'Echanges et commençant par ce paragraphe :

« *Un prochain courrier contiendra un texte essayant d'aborder, au-delà de la triste polé-*

mique, les questions de fond soulevées par la brochure de Simon rééditant la correspondance Chaulieu-Pannekoek. C'est encore à l'état de brouillon et il faut que quelqu'un m'aide pour la transcription à l'ordinateur, sans doute mon frère qui possède une machine à traitement de texte »

C'était tout ce qu'il y avait dans ces archives sous le nom de J.L.L. et nous avons pensé alors que ledit texte ne nous était pas parvenu, ce que nous avons écrit à Lieux Communs. Ayant par l'intermédiaire de ce groupe pris contact avec L.L. le frère de J.L.L. , nous avons , sur le conseil de ce dernier, envoyé une longue lettre à J.LL lui donnant ces mêmes explications et lui proposant de reprendre le débat avec lui. Nous n'avons pas reçu de réponse ce qui est en partie dû, à ce que nous supposons, à l'état de santé de J.L.L.

Mais, où l'histoire est encore plus rocambolesque et peut soulever toutes les interprétations et suspicions, c'est que par un autre hasard, en reclassant un amas de coupures de journaux et de textes divers accumulés au cours des années sans être classées, nous avons découvert le texte critique en question accompagné d'une brève lettre de J.L.L. Cette lettre portait deux mentions manuscrites d'Echanges, « à répondre » et « répondu », le texte joint était annoté en vue d'une réponse et l'ensemble était accompagné d'une page de commentaires également en vue d'une réponse. Par contre aucun autre texte, projet de réponse ou copie d'une réponse n'était joint à cet ensemble. Impossible de dire ce qui a pu se passer. Une explication de ce désordre, les luttes de ce printemps 2003 que nous avons évoquées mais ce n'est pas une justification quelconque (5)

Le problème qui se pose à Echanges maintenant, dix ans après cette critique de J.L.L. et treize ans après la sortie de la brochure d'Echanges, est de savoir si une réponse présente aujourd'hui quelque intérêt, sous quelle forme elle pourrait se faire et si cela peut conduire à un débat avec l'auteur de la critique ou éventuellement avec d'autres lecteurs d'Echanges.

La première chose que nous pouvons faire est, pour ceux qui ne peuvent aller sur internet, de leur envoyer une copie de la critique et de leur demander ce qu'ils pensent d'une réponse éventuelle. Celle-ci serait au moins aussi longue que la critique elle-même (neuf pages format A 4) ; ce qui exclut une publication dans le numéro courant d'Echanges et nécessiterait la confection d'une brochure ; aux lecteurs d'en juger d'après cette présentation et la connaissance de la critique. Outre les considérations d'opportunité, le coût et les possibilités de diffusion seraient parmi les éléments pouvant influencer l'option brochure. De plus, il semble que J.L.L., vu son état de santé, ne soit pas en mesure de répondre à la mise au point que nous pourrions faire. Lui-même juge que la brochure d'Echanges ouvre une « polémique sectaire », qu'elle s'accompagne de « commentaires tendancieux et soupçonneux » et présente un « caractère passionnel... dont les traits les plus bas sont comme enkystés dans l'esprit de Simon et Brendel »

Pour nous répéter, nous sommes convenus, dans une première étape, de nous limiter à la diffusion sur papier de la critique et de laisser aux lecteurs le soin de décider si nous pouvons suivre la polémique dans le détail et alors envisager la sortie d'une brochure contenant critique et réponse, avec éventuellement quelques mises au point concernant des assertions spécifiques soulevés dans la critique.

Nous pensons brièvement souligner quelques points généraux sur le sens à donner à cette critique. J .L.L., disciple passionné du philosophe sociologue Castoriadis de la fin des années 1990 ne peut juger

Ce que philippe de Chatillon a trouvé sur le Net

Depuis quelque temps, ce camarade de la Drôme nous envoie des références à ce qu'il glane sur le Net , ce qui l'intéresse et nous intéresse aussi. Nous avons pensé lui ouvrir ces colonnes régulièrement poutr que chacun puisse en profiter

Le blog de rebellons-nous http://rebellons-nous.over-blog.com/ 18/04/2014

- Piketti ou comment sauver le capitalisme de son déclin historique

Les analyses économiques de Thomas Piketti sont à la mode parmi ceux qui gouvernent la planète capitaliste et auraient même, d' après la légende médiatique, fait comprendre à ObamaA ce qui ne tournait pas rond dans le capitalisme. Attention ! ne vous attendez pas à de grands bouleversements révolutionnaires ; car Piketti est un artiste doué d'un tour fort habile , celui d'enfoncer les portes ouvertes ; il serait parvenu à démontrer que ... les riches sont de plus en plus riches et les pauvres encore plus nombreux et plus pauvres ; près de 1000 pages pour partir d'un constat simple démontré déjà par Marx à savoir que " le capitalisme se mord la queue " mais pour accoucher d'une souris clonée à de multiples reprises sous forme bismarckienne , stalinienne ,keynésienne à savoir de redistribuer aux pauvres l'argent de la spéculation et de l'épargne

Or ce constat, des millions de gens dans le monde épuisés par le travail ou simplement sa recherche le font tous les jours ! Et ils sont plus nombreux chaque jour à faire un diagnostic plus radical que cet économiste mondain : celui de l'inéluctable déclin historique du capitalisme et de la nécessité d'abréger ses tourments par la violence révolutionnaire.

http://www.courrierinternational.com/article/2014/04/21/le-capitalisme-se-mord-la-queue

Récemment une polémique a défrayé la chronique à partir d'un article du Financial Times au sujet de l'inexactitude des sources statistiques de Piketti – copie des articles en français et anglais sur ce sujet.

Mars 2014

On se croirait revenu aux vieux temps du western !

Ce fait divers illustre le lent déclin de l'autorité de l'Etat fédéral américain à l'intérieur de ses frontières. A l'extérieur, cette perte hégémonique se révèle déjà avec la crise ukrainienne et au niveau économique, avec le recul du dollar comme monnaie de transaction internationale, la Chine et la Russie mettant en place depuis quelques temps, leur propre zone monétaire de libre-échange avec le yuan et le rouble.

http://mouvida.com/lincroyable-affaire-du-bundy-ranch-met-en-lumiere-les-risques-accrus-de-guerre-civile-aux-etats-unis/

19/4/214

La fabrique des derniers hommes

http://www.franceculture.fr/emission-terre-a-terre-la-fabrique-des-derniers-hommes-2014-03-29

29/3/2014

Un exemple flagrant avec cette mégapole argentine (Buenos Aires) d'un monde dont les rapports sociaux se délitent et accouchent d'un monde réel à la Mad Max où le crime et le vol deviennent les seules règles de survie dans une société incapable d'assurer le minimum de cohésion et de civilités. Lorsque les populations appauvries n'entrevoient pas d'alternative d'organisation sociale autre que celle du capital, elles intério-

des positions du politicien Chaulieu d'il y a un demi-siècle, lequel n'avait alors comme but que la construction d'un parti révolutionnaire (6) à la lumière de conceptions philosophiques que Chaulieu-Castoriadis n'avait nullement élaborées. Cela autorise à insister sur la différence entre l'auteur de la brochure d'Echanges, Simon qui était un militant d'entreprise et pour qui les conceptions d'alors de Chaulieu ne correspondaient nullement à ses propres conceptions politiques dérivées de son expérience de militant. D'où la polémique au sujet des positions de Pannekoek que Castoriadis rejetait car elles ne correspondaient pas effectivement à ce qu'il pouvait professer alors politiquement, mais que Simon approuvait car elles exprimaient ce qu'il vivait effectivement. Cela ne touchait pas seulement le rôle d'une organisation mais aussi, et surtout, la définition de l'Etat soviétique. J.L.L, tout en posant effectivement certains points exacts de la polémique d'alors en fasaiit pourtant un débat purement philosophique, un débat qui n'était dans la brochure d'Echanges nullement soulevé alors dans ces termes.

(1)Voir la brochure d'Echanges *« Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (septembre 2004 »* toujours disponible.

(2) Voir la brochure d''Echanges : « *Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis) – Anton Pannekoek* » septembre 2001, toujours disponible.

(3)Site de Lieux communs où l'on peut trouver le texte en question à télécharger : https://collectiflieuxcommuns.fr

(4) Ce groupe libertaire Noir et Rouge et la publication du même nom, existant dans les années 1990 n'eut rien de commun avec le groupe et revue Noir et Rouge ayant existé de 1956 à 1970.

(5)Ce qui nous rend encore plus perplexe sur le sort réservé à cette critique c'est que par une lettre de février 2005, J.L.L. envoie un chèque de réabonnement à Echanges, lettre qui ne mentionne nullement le fait que nous n'aurions pas tenu compte de sa critique envoyée deux ans auparavant.

(6 Si les concepts politiques de Castoriadis évoluèrent depuis cette période, notamment sur la notion du parti révolutionnaire, par contre, sa position sur la nature du régime soviétique – la société bureaucratique, modèle futur des sociétés capitalistes- et le caractère des luttes qui pouvaient s'y dérouler resta inchangée depuis son adhésion aux jeunesses communistes grecques pendant la guerre jusqu'à cette affirmation en 1981 dans l'ouvrage « *Devant la guerre* » que nous « *avons devant nous un nouveau type de société, en train de se faire, une création social-historique* ».

L'irrationnel en politique

Cette brochure d'I.CO de 1973 est pus que jamais d'actualité. Ce fut une tentative d'analyser les différents mécanismes par lesquels la société moderne manipule ses esclaves et les force à accepter l'esclavage et—du moins à court terme-semble y parvenir. Elle ne traite pas de police comme on le conçoit ordinairement mais de schémas de répression, des prisons intellectuelles dans lesquelles l'individu en général. Est enfermé.

Le texte tente de monter combien le sol (le psychisme individuel de l'homme moderne) a été rendu fertile (réceptif) pour une culture de classe autoritaire et hiérarchisée (toujours disponible)

risent intégralement sa représentation symbolique et deviennent des loups s' entre-dévorant. Une issue tragique qui touche les espaces les plus fragilisés du capitalisme mondial et qui annoncent de sombres nuées pour les pays du vieux monde. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/05/l-etat-d-urgence-securitaire-decrete-a-buenos-aires-apres-une-vague-de-violences_4396500_3222.html#xtor=RSS-3208 6/3/2014

Logos,
n°6, .la lettre d'information, bulletin trimestriel, **mars 2014**

Trop d'humains sur Terre ? Le retour de la question démographique - Reporterre

Une logique mathématique apparemment simple - trop de monde pour un gâteau terrestre limité - cache un rapport à la nature non pas direct mais médiatisé nécessairement par un rapport social en l'occurrence celui du capitalisme ; or l'Etat garant de ce rapport social est la seule organisation à même de gérer la répartition des richesses et donc la pénurie. En supposant que les écologistes parviennent à freiner la logique d'accumulation du capital, le rapport d'exploitation du travail salarié maintiendrait la nécessité de l'extraction de survaleur et ferait perdurer les inégalités sociales. Seule la destruction du capitalisme au niveau mondial et la construction de rapports sociaux libres et solidaires serait à même d'entretenir des rapports sains respectueux des limites naturelles. Il y a toutefois une part de vérité dans la logique malthusienne à savoir que plus on attend l'émancipation des masses laborieuses des nécessités du capital et plus le capitalisme franchit les seuils de renouvellement naturel des écosystèmes; à terme cette dernière problématique signifie que la prochaine société communiste devra en grande partie s' occuper des nuisances du capitalisme (pollutions des rivières et des océans ; déchets nucléaires; non renouvellement de certaines espèces animales) avant de mettre complétement en place les règles de vie libres et communes .
http://www.reporterre.net/spip.php?article5492 3/3/2014

L'encadrement de la Russie

Notre président national va rendre visite aux représentants azéris les 11 et 12 mai prochain. Au vu du contexte tendu entre la Russie et l' Ukraine , il n'est pas interdit de supposer que ce n'est pas qu'une simple visite de courtoisie mais qu'elle s'intègre dans une stratégie occidentale d'encerclement de la Russie de la même façon que les Etats-Unis l'effectue avec la Chine .

De la Finlande au Kazakhstan (via les pays Baltes , la Biélorussie , la Pologne , l' Ukraine et les pays du Caucase - Arménie , Géorgie , Azerbaïdjan -) , la Russie subit depuis une quinzaine d' années , depuis la libéralisation de l'économie et avec des taux de croissance plus importants qu'à l'ouest , et des ambitions impérialistes au Moyen-Orient , les assauts de l'impérialisme occidental . Or l'Azerbaïdjan joue un rôle géopolitique non négligeable (ouverture sur la Caspienne avec les gisements de pétrole offshore ; oléoduc pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceylan ; frontière avec les régions rebelles du nord-Caucase - Daghestan, Tchétchénie, Adjarie et au sud avec l'Iran) pour les projets impérialistes des Européens et des Américains. L'échec de Hitler lors de l'Opération Barberousse d' invasion de l'URSS avait déjà démontré l'erreur stratégique consistant à contourner la Russie par le sud - Stalingrad - plutôt que de s' emparer des puits de pétrole de Bakou comme l' état-major

de la Wehrmacht l'avait initialement envisagé ; en cas de conflit régional , la maîtrise d'un des secteurs territoriaux les plus importants , en volume de production et d'acheminement du pétrole (Caspienne, Iran , Arabie) , serait déterminante pour l'énergie guerrière ainsi que pour la paralysie des forces adverses . Certes le conflit entre l'OTAN et la Russie avec l'Ukraine comme ventre mou du dispositif d'encerclement, reste latent avec pour le moment des mesures de rétorsions économiques et financières.

Pourtant en ce début du XXI ième siècle , il semble que la situation mondiale révèle un niveau de tension rarement égalé depuis la guerre froide : en plein déclin de leur suprématie mondiale et au cœur d' une des crises structurelles les plus graves que le capitalisme ait traversé, les Etats-Unis ne sont pas disposées à se satisfaire d'un partage mondial de l'accumulation capitaliste risquant même de déclencher un conflit d'ampleur pour retrouver leur hégémonie et rester le moteur de l'accumulation des richesses . Les analyses des conflits précédents montrent que les forces en présence ne doivent rien au hasard et accordent peu de place à l'improvisation. Pendant une période plus ou moins longue, une véritable partie d'échec se joue où les peuples ne servent que de pions communautaristes aux mains des stratèges mondiaux. Leurs intérêts seraient plutôt de changer de partie et d'imposer leur propre stratégie : le renversement de tous les impérialismes et du capitalisme mondial à l' origine de toutes les guerres, économiques et militaires, destructrices d'humanité.
http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/l-azerbaidjan-en-marche-vers-le-151106
27/4/2014

le Moyen-Age ne fut pas si obscur et barbare

Francis Dupuis-Deri, dans son livre *Démocratie, histoire politique d'un mot*, nous apprend, entre autres richesses, que le Moyen-Age ne fut pas si obscur et barbare que les historiographes bourgeois ont bien voulu nous le faire croire : les instances démocratiques de contre-pouvoir étaient plus nombreuses que notre éclairante contemporanéité. En manipulant et falsifiant ainsi les données historiques du passé populaire, ces soi-disant experts en histoire nationale stipendiés par la bourgeoisie au pouvoir depuis peu, consolidèrent les assises politiques d'un Etat encore fragile ; leurs démonstrations furent claires nettes et sans bavure : asséner le coup fatal aux résistances populaires en niant , dénigrant et falsifiant toutes les formes d' autonomie et d' émancipation populaires passées. A partir du XIXème siècle, le pouvoir du peuple ne pouvait plus s'exprimer qu'au niveau national, par voie de délégations bien encadrées par les nouveaux aristocrates industriels et financier
(décembre 2013) http://www.agoravox.fr/actualites/citoyennete/article/la-democratie-au-moyen-age-14537 1

L'esclavage (comme la grande guerre) est à la mode,

et comme tout ce qui mobilise l'espace médiatique, empêche de réfléchir en profondeur sur ce que représente le travail dans notre société et en particulier sur les grandes tendances structurelles de nos sociétés déliquescentes, à savoir la raréfaction absolue du travail salarié dans les vieux pays industriels (et relative dans les autres pays du Sud) et l'utilisation esclavagiste du travail salarié au noir, légal ou à temps partiel contraint. Rappelons que la grande distinction s'appuie sur le statut d'appropriation de la force de travail, l'esclave étant une

propriété pleine et entière d'un patron privé ou d'une institution, alors qu'un salarié ne loue son énergie travailleuse que pour le seul temps où un propriétaire d' Etat ou privé a besoin de ses services ; mais dans les faits , le volume et l'intensité du travail salarié n'ont rien à envier à ceux de l'esclave; dans la plupart des cas en effet, les propriétaires d'esclaves avaient intérêt à prendre soin de leurs bêtes de somme ce qui n' est plus le cas du salarié qui en dehors du travail est " libre " de subvenir lui-même à ses propres besoins; quand le travail salarié se fait rare, ces déchets humains du capital deviennent esclaves de leurs besoins inassouvis et d'un temps " libéré " qui n' a plus de sens pour eux, sans même espérer pouvoir servir de réservoir de main-d'œuvre comme aux périodes ascendantes de l'accumulation capitaliste
e.http://www.lemonde.fr/culture/article/2014/01/21/12-years-a-slave-l-esclavage-une-infamie-qui-broie-les-corps_4351432_3246.html (janvhttp://www.marianne.net/Pire-que-les-annees-30-_a235778.html (février 2014)

Chaos

Le diagnostic est juste mais le traitement obsolète car la sphère financière n' est pas autonome et les problèmes structurels proviennent bien de la sphère productive que le secteur financier est venu soutenir dès les années 1970 en décrochant le dollar de la parité or . Même un traitement de cheval comme une guerre au niveau européen voire mondial ne saurait faire redémarrer une économie vieillissante. Pourtant ce dernier faux remède pourrait être à nouveau utilisé ; comme en 1914 dont on fête le centenaire ou en 1944 dont on va aussi fêter les 70 ans de libération du territoire national, l'argument mémoriel du " Plus jamais ça !" pourrait bien servir à nouveau pour rebattre les cartes de la géopolitique mondiale. Le battage médiatique et la manipulation de l'opinion vont s' exercer à plein avec les élections municipales puis ces festivités historiques avec comme fil d'Ariane la bête immonde du fascisme à laquelle il faudrait faire barrage ; or cet argumentaire est plus qu'usé et risque même de se retourner contre leurs manipulateurs ; depuis 1983, on nous ressort en effet le même épouvantail du fascisme montant - songeons que c' est Mitterrand qui avait mis le pied à l'étrier du FN par le vote de la proportionnelle - pour mieux légitimer les mesures libérales et antisociales mises en œuvre par la droite et la gauche confondues. Au pire, les festivités mémorielles pourraient servir de rampe de lancement propagandiste à un éventuel conflit contre les associés russes et chinois. Mais la militarisation économique et la reconstruction sociale des dégâts occasionnés ne peuvent plus servir de modèle pour relancer l' économie mondiale ; même la mainmise sur les ressources énergétiques (mines de charbon et puits de pétrole) serait tout juste suffisante pour maintenir le niveau de développement du XIXème siècle avec toutefois la nouvelle problématique de l' épuisement rapide de ces ressources et la saturation des écosystèmes consécutive aux pollutions environnementales. Si la majorité des populations concernées ne se réveillent pas de la léthargie démocratico-consumériste, il est à craindre que ce siècle naissant voit pourrir l'humanité dans des chaos innommables.

CORRESPONDANCE

William Morris , l'exaltation du travail

D'un camarade de la Loire Atlantique :
« … A propos du texte de William Morris (*Echanges* n° 144, p 52), il faut quand même signaler que cette vision généreuse d'une communauté harmonieuse est fondée sur une exaltation du travail, sur un phénomène historique dont le mouvement prolétarien n'a jamais pu clairement se départir. C'est le phénomène d'anthropomorphisme du travail : le travail est la substance de l'homme, il s'est même substitué à lui, c'est le travail qui agit et non l'homme, l'homme n'est que la forme, la carcasse, animée par le travail. Ce phénomène s'est développé très tôt à partir des maîtres et ouvriers artisans, les bourgeois médiévaux des cités italiennes et flamandes. Et alors William Morris n'était-il pas un maître artisan ? »F.E. (décembre 2013)

Destins d'usine

De l'auteur de la brochure « Nuits d'usine » (toujours disponible à Echanges)
« …J'ai eu contact, il y a deux jours avec un ex-collègue de la boîte et ai eu quelques nouvelles de sa part. Le chef du décro dont on parle dans la brochure a été destitué de son poste. En effet, il faisait marquer des heures de nuit qu'il n'effectuait pas vu qu'il partait bien avant la fin de l'équipe. Une nuit le dirlo et ses acolytes ont débarqué à son poste et ont découvert le pot –aux-roses : il n'était pas à son poste alors qu'il aurait dû y être. Ils l'ont destitué et mis à la journée comme tout le monde. Ils ont engagé des poursuites contre lui et il risque la porte. Autre chose, cette fois plus grave car cela concerne l'accrochage. Dans la présentation du poste, je parlais d'un cariste, « le grand David ». La semaine dernière, au travail après une nuit bien arrosée (niveau alcool) il est entré chez lui. Sur la route, il a eu un accident (il roulait trop vite, sortie de route). Les flics sont intervenus. Il a été envoyé à l'hôpital (car son cas est assez grave, il a eu les vertèbres cervicales touchées, il risque la paralysie et de gros ennuis, outre l'alcool, les pneus lisses de sa bagnole, pas de contrôle technique, il risque d'avoir de gros problèmes. Les flics sont venus à l'accro et même le chef d'équipe est dans le collimateur.Celui qu'on appelait le « petit vieux » suite à des problèmes aux épaules avec plusieurs opérations à la clef, s'est mis définitivement en maladie et l'année prochaine, il sera ainsi à la retraite (tant mieux pour lui) ; je le connaissais bien, il en a toujours bavé dans la ;vie F.M. (décembre 2013)

Pas de printemps pour la Syrie

D'un camarade des Alpes-Maritimes :
« … En Italie, j'ai découvert Danilo Montaldi (1929- 1975) qui a été en rapport avec Socialisme ou Barbarie et avec Solidarity. Il a travaillé sur la source orale d'une histoire militante. Peut-être l'as-tu rencontré à Paris. Nous avons assisté à une présentation d'un ouvrage collectif « *Pas de printemps pour la Syrie* » dirigé notamment par François Burgat. Dans la présentation, la guerre en Syrie reste encore un soulèvement contre le régime syrien. Nous avons été invités à soutenir une intervention « occidentale » sans nous arrêter à la présence de djihadistes du côté de l'insurrection, du soutien de l'Arabie saoudite et de…BHL. J'aimerais être plus au fait sur le rôle de cette guerre dans le cadre du système –monde capitaliste. Curieusement, l'une des interventions s'est adressée

à ceux qui avaient montré quelque intérêt pour le baasiste « Bachar el Assad (qui n'est pas baasiste…). Il a introduit l'économie de marché ». Curieusement encore – et en lien avec le système-monde capitaliste, n'ont pas été interrogées les expériences en Irak, Libye et ailleurs dans le monde arabe. En un mot, quelle restructuration dans le système – monde …Intéressants les deux articles – le contrat « zéro heure » et la coopérative à la rescousse de la crise du capital. J'ai mis coopérative au lieu d'autogestion. Le concept d'autogestion est devenu plus opaque qu'il y a quarante ans (ce qui n'est pas peu dire sur l'ambiguïté de l'époque) … » M.B.(30 décembre 2013)

Métiers « pourris » ou le mythe du « bon maton

D'une camarade du Rhône :

« … J'ai lu le dernier bulletin d'Echanges. Très intéressant, par exemple les infos sur le contrat zéro heure et les aménagements dont les Etats nous gratifient. S'ajoutant à ce que l'on voit et entend quotidiennement, comment peut-on encore penser s'en sortir en allant voter, par exemple ? Ce genre de constats devrait mener à une désertion massive et tout le problème est de savoir ce qu'on y mettrait de positif : une idée d'une autre vie, laquelle et à quelle fin.

Il est possible que, comme l'Indien proverbial, un bon maton soit « un maton mort », (ou un policier ou un militaire). C'est du moins l'impression que l'on peut parfois retirer de certaines discussions souvent peu abouties. Je m'empresse d'ajouter que je n'ai aucune affection pour la police, les matons ou les militaires, que je n'aime pas les uniformes. Mais le réflexe que, faute de mieux, je qualifierais de « gauchiste » et qui veut que l'on sorte son fusil à l'évocation de ces professionnels me paraît un peu court.

Nous vivons dans un ordre social pourri, la société industrielle pour faire court. Et cette société s'est dotée d'institutions à son image. Si l'on veut aller au fond des choses, on ne peut pas s'arrêter à trois de ses institutions : la police, l'armée et la prison, car on peut y ajouter la justice, l'école, et même les services sociaux, entre autres. Je parle bien sûr des institutions et non pas des personnes qui y travaillent, perpétuant souvent malgré elles cet ordre social au moyen de ces institutions. Je le dis d'autant plus facilement que j'ai moi-même œuvré à l'Éducation nationale. Cet ordre social est bâti en partie sur le salariat (pendant indispensable de la propriété privée des moyens de production) auquel on accède de manière très inégalitaire et auquel peu d'entre nous échappent.

J'ignore s'il existe des matons par vocation, c'est peut-être plus évident pour la police ou l'armée où certains déclarent se sentir (ou vouloir être) utiles à la communauté et c'est encore plus évident pour les services sociaux et l'enseignement ou la médecine qui nous veut tant de bien. Pour ce qui me concerne, les matons exécutent les basses œuvres de la justice, de même que le flic de base exécute celles de l'État. On en revient toujours à lui, l'État, et les autres sont les arbres qui cachent la forêt. Et si l'on doit absolument s'en prendre à un certain type de métiers, je ne m'en prendrais pas à ceux qui s'occupent des poubelles, toujours au bas de l'échelle, mais à ceux qui sont en haut, qui ont eu de réels choix de carrière en fonction de leur origine et de leur accès à l'éducation, qui monnayent grassement leurs services, à ceux qui tirent les ficelles et défendront cet ordre social jusqu'au bout ; cela fait déjà beaucoup de monde.

Mais il faut aussi ajouter que, même dans l'hypothèse (assez improbable dans un proche avenir) où nous pourrions faire pencher la balance dans l'autre sens et faire advenir un ordre social adéquat (et la vie qui va avec), le problème demeurera si l'on admet la notion d'une nature humaine capable de rationalité comme d'irrationalité, du pire et du meilleur. Dans des groupes à taille humaine et en face à face, il serait peut -être possible de contenir et de neutraliser les pulsions négatives de tous ordres sans avoir recours à des institutions dédiées. Mais il me semble difficile de souscrire à l'idée qu'une « bonne » société engendrerait automatiquement des êtres humains dénués

de pulsions négatives, sauf à intervenir dans les cerveaux, et nous savons que certains en rêvent déjà.

Pour illustrer ce que je veux exprimer, je ne résiste pas à l'envie de citer George Orwell dans un passage du *Quai de Wigan* dans lequel il évoque l'époque où il faisait partie de la police coloniale à Burma : « *Je pensais alors – et je le pense encore – que le pire des criminels est moralement supérieur au juge qui réclame la pendaison. Je comprends à présent ce que je ne comprenais pas alors, à savoir qu'il est toujours nécessaire de protéger les gens paisibles de la violence. N'importe quelle société dans laquelle le crime peut être rentable a besoin d'une loi pénale dure, administrée sans pitié ; l'alternative est Al Capone. Mais le sentiment que punir est mal s'empare inévitablement de ceux qui en sont chargés. Cela ne m'étonnerait pas que même en Angleterre, nombre de policiers, de juges, de gardiens de prison soient secrètement torturés par l'horreur que leur métier leur inspire.* »

Et enfin, pour insister sur le côté (irrémédiablement ?) corrupteur des technologies de pointe dans le domaine du « maintien de l'ordre », ici et ailleurs, je voudrais, par le biais des deux textes ci-dessous (parus en mars 2013 dans le n° 12 de *L'Invendable*, journal de critique sociale du Roannais)(1), montrer la falsification, la mise à distance et la déshumanisation que permettent ces techniques : la technique journalistique d'une part et la technologie informatique de l'autre. Car ceci nous concerne tous, et nous devons y réfléchir avec ou contre les corps de métiers concernés.

A.G.

(1) Les textes en question peuvent être adressés à la demande (mail ou papier).

Quiproquos et malheurs d'internet

Pas faciles à comprendre tous les échanges qui ont suivi la publication dans *Echanges* n° 145, p 35, de la correspondance échangée ave Loren Goldner au sujet des ouvrages de Michael Seidman sur l'Espagne républicaine et franquiste. On trouvera tous matériaux sur ces sujets sur les sites suivants : http://gimenologues.org et http://insurgentnotes.com Notamment l'article écrit par Loren Goldner suite à ces échanges : « The Spanish Revolution, Past and Future: Grandeur and Poverty of Anarchism; How the Working Class Takes Over (or Doesn't), Then and Now » (insurgent notes n° 9, octobre 2013).

Le destin d'un prolo...

Vingt-huit ans de boîte et je viens de me faire licencier à 46 ans

Sous un gouvernement Chirac ou Sarkozy ? Non sous un gouvernement de « gauche », celui de Hollande.

Les syndicats n'ont quasiment pas bronché. Me voici donc qui vient grossir les quelque six millions de chômeurs qui vivent ou survivent comme ils peuvent (Pôle emploi, RSA, APL, etc.)

Bon, il faut aussi parler du retour de l'ordre moral. C'est beaucoup plus grave et plus profond qu'il n'y paraît : remise en cause de l'avortement, théories des genres à l'école et attaque contre l'école publique « soixante - huitarde » et « laxiste », croisade contre le mariage gay...

La droite est en de faire son retour avec ses théories nauséabondes sur les thèmes sociétaux, les ripostes sont trop timides

(d'un camarade de nulle part -février 2014)

« The village against the world »

Marineleda

Dan Hancox

VersoEn anglais

de

LUTTES DE CLASSE ET LUTTES POLITIQUES

Depuis le Sud-Est asiatique jusqu'au Sénégal, une large bande autour de l'Equateur ,recouvrant pour une bonne part les révoltes de la faim des années 2007-2008, le monde est à feu et à sang Cela concerne les pays en développement tout comme ceux restés dans une telle dépendance que l'on ne parle même pas de développement. Dans ces troubles quasi permanents on en trouve aussi bien des affrontements armés ouverts dans une véritable guerre civile comme en Syrie ou autour du Soudan ou de la République centrafricaine, dans une guérilla récurrente comme en Afghanistan, en Irak, en Libye ou au Liban, ou dans des manifestations imposantes et occupations de lieux publics, un peu partout mais surtout présentement en Ukraine ou en Thaïlande, récurrentes mais toujours violemment réprimées. Dans la grande majorité de ces conflits, il s'agit de luttes strictement politiques, pour la conquête ou le partage du pouvoir, prenant des aspects ethniques et/ou religieux, souvent sous-tendus par les rivalités entre grandes puissances ou l'influence d'une ex-puissance coloniale. Parfois, dans les pays où existe une classe ouvrière conséquente, comme cela s'est passé en Tunisie, en Egypte ou récemment au Cambodge, la lutte ouvrière peut servir d'appoint à ces forces politiques – très temporairement - pour leur permettre de parvenir à des fins politiques, comme cela s'est vu souvent dans maintes « révolutions bourgeoises » dans le passé. De toutes façon, que la classe ouvrière soit intervenue ou qu'elle soit restée en marge, une fois ce conflit politique « résolu » pour un temps, tout ce que les uns et les autres demandent aux travailleurs, qu'ils aient servi de force d'appoint ou pas, c'est de reprendre le travail, de rentrer dans les rangs et travailler aux conditions imposées par le capital via le gouvernement en place détenteur du pouvoir de répression sociale, dans le monde actuel fait de surexploitation et d'austérité.

Ces luttes politiques n'ont en fait rien à voir avec les luttes sociales, avec la lutte de classe sauf à perpétuer sous une forme différente – certains appellent même ce changement de forme de domination « révolution » - la domination du capital. La guerre sociale, la guerre de classe, c'est tout autre chose. Elle englobe tous les travailleurs de partout qui luttent avant tout pour le quotidien de leur exploitation dans toutes les formes individuelles autant que collectives possible avec les limites du rapport de forces du moment. Ces formes vont de la récupération individuelle de la marchandise temps de travail et/ou du produit du travail à la récupération collective de ce temps de travail dans la grève, de l'espace de travail par l'occupation, de l'appareil de production dans les tentatives d'autogestion, de la marchandise vendue pour se faire du fric. Tout cela reste du domaine strict de la lutte de classe, même si cela piétine les sacro saints principes de base du système capitaliste. Parfois cela va beaucoup plus loin par une généralisation de toutes ces luttes et alors, la lutte sociale, la lutte de classe devient ouvertement politique.. Mais la lutte de classe concerne aussi tous les exclus, cette force de travail en réserve qui tente de s'approprier des miettes du festin capitaliste, qui « récupèrent tout ce qui dans ce système est marchandise : les squats avec la propriété, les SDF avec l'espace public, les chômeurs qui peuvent tenter par des astuces de rompre les encadrements stricts des « avantages sociaux », la récupération directe dans les temples de la distribution, etc…

Tout cela fait partie de la lutte de classe et dans le monde entier – travailleurs et laissés-pour-compte en réserve - sont de plus en plus nombreux quoique certains en disent depuis 1990. Selon les chiffres officiels, le nombre de ceux qui vendent leur force de travail a été multiplié par trois, et encore en ne tenant pas compte du fait que la moitié de la population active mondiale travaille au noir; cette croissance ne se reflète pas dans la part des salaires dans les revenus mondiaux : de 1970 à 2010 , malgré l'accroissement du nombre d'actifs salariés, cette part a baissé de 66 % à 60 %, ce qui signifie une intensification des conditions d'exploitation du travail. Cela veut dire que le prolétariat représente une force placée dans des conditions de base identiques (même s'il y a des différenciations énormes dans ces conditions réelles) et que le capital exige d'eux d'en apporter toujours plus et d'en recevoir toujours moins. C'est pour tout cela que nous consacrons ces pages et celles du bulletin « Dans Le Monde une classe en lutte », non aux luttes politiques mais à la lutte de classe, à voir comment les luttes se déplacent et se développent face à la domination et à la répression. Nous pouvons espérer que ces luttes finiront par déplacer les frontières de classe au point de les effacer et de liquider, avec le système capitaliste tous ceux qui en assurent le fonctionnement, à commencer par le travailleur lui-même et son exploitation.

H.S.

MAELSTROM

Revue transnationale en temps de crise

Ce cahier grand format contient différents textes SUR LA CRISE émanant de groupes ou individualités de Grèce, d'Allemagne de Norvège, d''Espgne , de France et de Grande-Bretagne.

Mais il n'y a pas d'adresse postale ou mail et on n'en a que deux exemplaires (copies possibles)

Notes de lecture

AVIS DE DISPARITION

►Le n° 251 (février-mars-avril 2014) d'*A Contre courant syndical et politique* annonce la cessation de la parution de la version papier de ce bulletin né en 1988 de la fusion entre militants déçus du PSU et militants de la gauche autogestionnaire dans le nord-est de la France ainsi que le rappelle l'article « Aux origines historiques et politiques d'ACC ». Ses militants sont fatigués et désabusés face à ce qu'ils analysent comme une époque contre-révolutionnaire (« Pourquoi nous cessons de paraître ») et l'ampleur de la tâche assumée depuis plus de vingt-cinq ans par un nombre de participants vieillissant qui ne cesse de se restreindre. *A Contre courant syndical et politique*, face à l'augmentation des tarifs postaux qui touche principalement la presse militante depuis des années, pose la question « Presse libre et pluralisme en sursis ? » et propose à d'autres groupes de « reprendre l'offensive » par des actions revendicatives communes. Enfin, un article sur la mascarade de la consultation de la population à Bure où l'Etat envisage d'enfouir des déchets nucléaires dans un proche avenir et des notes de lecture d'ouvrages parus récemment complètent ce n° 251. Bien que critique sur le rôle et l'importance d'Internet, ACC n'en envisage pas moins de poursuivre l'aventure sur www.acontrecourant.org

►Le *Bulletin de critique bibliographique A contretemps*, paraissant « au gré des lectures, des envies » de ses animateurs « et des circonstances », qui « n'a pas de prix, juste des frais » annonce dans son n° 48 (mai 2014) qu'après treize années d'existence « cette aventure éditoriale (...) s'achève avec ce quarante-huitième numéro » sur le constat qu'« en ces temps épuisés – les nôtres – où tout semble se défaire de l'esprit des anciennes traditions révolutionnaires de transformation sociale et où tout indique que la

perspective marxiste progressiste a activement participé de cet anéantissement, l'effondrement de ce qui résiste encore reste la perspective la plus probable d'une époque où le capitalisme total se charge, désormais, de tout, y compris de subvertir en permanence les rigidités morales d'un vieux monde dont aucun espace, même privé, ne doit échapper à la logique purement marchande ». Ce n° 48 est entièrement consacré à l'anarchiste allemand Gustav Landauer (1870-1919) grâce au « travail obstiné, pointu et rigoureux de Gaël Cheptou ». Gustav Landauer est relativement peu connu en France ; ce numéro d'*A contretemps* comble donc un vide sur ce personnage déconcertant qui, alors qu'il était commissaire à l'Instruction publique sous le gouvernement des Conseils en Bavière en 1919, édictait : « l'enseignement de l'histoire, cette ennemie de la civilisation, est interdit » (Erich Otto Volkmann, *La Révolution allemande*, Plon, 1933, cité par Roland Lewin, *Erich Mühsam 1878-1934*, supplément au n° 143 – juin 1968 du « monde libertaire », p. 7).

BOSNIE

« Lutte sociale contre les pouvoirs nationalistes en Bosnie » dans le n° 30 (mars 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* (voir aussi notre bulletin *Dans le monde une classe en lutte* d'avril 2014, p. 4 et 5). Par ailleurs, « Comment sortir de la crise mondiale ? » : par « la démocratie directe comme le montrent les plénums en Bosnie », selon le n° 31 (mai 2014).

EUROPE

La revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* défend « l'objectif de la démocratie réelle, la démocratie directe » dans un article intitulé « Ni français, ni européens : citoyens du monde » paru dans son n° 31 (mai 2014) qui s'empare du thème des élections européennes. Toute l'ambiguïté des animateurs de cette revue, qui n'est par ailleurs parfois pas sans intérêt, s'exprime dans cette phrase : « Sans s'interdire de voter – là où il y a des listes qui en valent la peine (clairement internationalistes, anticapitalistes et égalitaires) –, nous constatons qu'il y a plus important que ces élections : c'est l'action sociale (...) ».

FRANCE

L'actualité vue par la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* donne lieu à plusieurs articles dans le n° 30 (mars 2014) : « Hollande mène une politique de classe », « Pour le droit à l'IVG partout dans le monde ! » et « La crise aggrave les inégalités » ; dans le n° 31 (mai 2014) : « Manuel Valls : l'impasse de droite », « Luttons jusqu'à l'égalité réelle ! », « Ripostons à l'austérité capitaliste » et « Lutte internationale contre l'austérité ». Dans tous ces articles, qui sont parfois des reproductions de tracts distribués à l'occasion de manifestations dans les rues de Paris, *Critique sociale* réitère que « les solutions à la crise économique comme à la crise écologique ne pourront être ni capitalistes ni nationales. (...) [*qu'*]il faut construire à la base et dans chaque pays une opposition de gauche sociale, démocratique et internationaliste. » (n° 31, p. 2)

MAX ADLER

Critique sociale vient de republier en brochure Max Adler, *Le Socialisme de gauche*, un texte de 1931, suivi d'extraits d'un autre texte de 1919 jusque-là inédit en français selon ce groupe, *Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg*. On peut lire une version courte de la préface à cette brochure dans le n° 31

(mai 2014) de *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*, illustrée de photos présentant quelques ouvrages du marxiste autrichien né en 1873 et mort en 1937.

OUVRIERS CONTRE LE TRAVAIL

Après des traductions en français (voir *Echanges* n° 133, p. 63) et en allemand (voir *Echanges* n° 139, p.64) du premier ouvrage de l'historien Michael Seidman, *Workers against Work : Labor in Barcelona and Paris during the Popular Fronts* (University of California Press, 1991), les éditions Pepitas de calabaza viennent d'en éditer une version espagnole, *Los obreros contra el trabajo. Barcelona y París bajo el Frente Popular* (mai 2014). C'est le troisième ouvrage de Michael Seidman à être traduit en castillan : Alianza editorial avait publié en 2003 *Republic of Egos. A Social History of the Spanish Civil War* (The University of Wisconsin Press, 2002) sous le titre *A ras de suelo. Historia social de la República durante la guerra civil* ; et en 2012 *The Victorious Counterrevolution. The Nationalist Effort in the Spanish Civil War* (The University of Wisconsin Press, 2011) sous le titre *La Victoria nacional : La eficacia contrarrevolucionaria en la guerra civil* (voir *Echanges* n° 139, p. 63). Dans un épilogue intitulé « Sobre las vicisitudes de *Los obreros contra el trabajo* », Federico Corriente, le traducteur, et Jorge Montero tentent une analyse de l'œuvre en termes théoriques et militants. Comme pour l'édition allemande, cet épilogue fait étalage de quelques noms d'intellectuels plus ou moins célèbres, cette fois-ci pour instruire contre Michael Seidman un procès en « idéologie ultra-gauche », sans rapport avec l'ouvrage traduit sinon que son auteur a dit ce qu'il devait à certaines lectures et certaines rencontres lors de son séjour à Paris dans les années 1970/1980. Puis, de cette critique des idées, les épiloguistes passent à un reproche de passivité fait à l'auteur ; là encore, erronément puisque la démarche de Michael Seidman dans son ouvrage n'est pas celle d'un militant politique prêchant par injonctions mais d'un historien critique des comportements respectifs des militants et des ouvriers basés sur une collecte des faits. Federico Corriente et Jorge Montero peuvent alors écrire qu'en cette époque « d'augmentation galopante d'un chômage structurel » il y a « assez peu de sens (...) à relever de la fange le drapeau [*de l'anti-travail*] ». Là est toute la question que pose l'ouvrage de Michael Seidman : peut-on, dans la lutte contre le capitalisme, ne pas combattre le travail salarié (car c'est bien de travail salarié dont il parle quoique certains aient pu le chamailler pour ne pas l'avoir écrit explicitement) ? La dernière phrase de l'Epilogue : « presque tous ceux qui critiquent *Los obreros contra el trabajo* , ou y font des objections, se situent en pratique au pôle "capitaliste" de cet antagonisme [*entre critique et passivité*], assument dans les idées la nécessité d'une "gestion politique" du processus révolutionnaire dont la signification et les conséquences sont connues de tous », ménage un refuge à Federico Corriente et Jorge Montero qui semblent ne pas se compter parmi ces « casi todos aquellos ». Mais qui sont ces derniers ?

Contacts : Pepitas de calabaza ed., Apartado de correos n° 40, 26080 Logroño (La Rioja, Espagne) ; pepitas@pepitas.net ou www.pepitas.net

REVOLUTION ALLEMANDE

Une note de lecture à propos de Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner et Jakob Walcher, *Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1918-1920, de la fondation du Parti communiste au putsch de Kapp*, éditions Science marxiste, 2013, dans le n° 30 (mars 2014) de *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour*

la conquête de la démocratie et de l'égalité rappelle que les conseils ouvriers ne furent pas toujours des organes de lutte correspondant à l'état de combativité réel des travailleurs mais aussi une arène où s'exprimaient les rapports de force entre partis. « Malgré des raccourcis et parfois des interprétations simplistes, ainsi qu'une "présentation de l'éditeur" superflue et inexacte et quelques erreurs dans les notes d'éditeur, ce livre est un document utile pour la compréhension de la révolution allemande (...) ».

THEORIE

Révolution et futur du mouvement révolutionnaire constituent le fil rouge du n° 19 (février 2014) du petit bulletin gratuit irrégulier *Négatif* : entre utopie, romantisme révolutionnaire et romans d'anticipation. « Que deviennent les utopistes ? » essaie de cerner les promesses et les limites des utopies modernes, depuis *L'Utopie* (1518) de Thomas More (1478-1535) jusqu'à nos jours, entre fantaisie et réalité des contre-utopies concrètes, comme l'ex-Union soviétique ou le Cambodge de Pol Pot, de leur rôle contre les idées d'émancipation et d'une conception de l'avenir en germe dans le présent. A la suite de Lewis Mumford (1845-1990) dans *The Story of Utopias* (1922), à notre connaissance non traduit en français, cet article rappelle que les utopies ont exprimé la réaction de l'humanité à son environnement, une opinion que Joseph Gabel (1912-2004) critiquait en soulignant que cette réaction avait souvent emprunté la forme aliénée que prennent parfois les critiques utopiques de l'aliénation.

L'insatisfaction du présent porteuse de dynamique révolutionnaire se retrouverait dans de nombreux romans d'anticipation, anciens : *Nous autres* (1924) d'Evguéni Zamiatine (1884-1937), *Le Meilleur des mondes* (1932) d'Aldous Huxley, *1984* (1948) de George Orwell (1903-1950) et *Farenheit 451* (1953) de Ray Bradbury (1920 -2012) ; et nouveaux : *A l'aide ou le rapport W* d'Emmanuelle Heidsiek (2013), *Le Rire du grand blessé* (2013) de Cécile Coulon, *La Ballade de Lila K* (2010) de Blandine Le Callet et *Corpus delicti* (2009) de Juli Zeh. Selon l'article « Les moutons ont la laine mauvaise », « la multiplication de romans d'utopie négative est pour le moins la marque d'un profond désarroi (...) devant l'étendue des territoires que la barbarie (...) a déjà commencé à reconquérir. Elle est aussi le signe d'un sentiment d'impuissance (...) ». Comme il est d'usage dans *Négatif*, la critique du capitalisme ne saurait se satisfaire d'être purement politique : 22 thèses en milieu du bulletin proposent des « fragments pour un romantisme révolutionnaire » sous le titre « Cette nuit blesse le temps ». (Contact : écrire à Echanges qui transmettra)

COMMUNISME PRIMITIF

Dans le n° 30 (mars 2014) de *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*, un bref compte rendu d'une discussion organisée par Critique sociale le 10 février à Paris sur le thème « Le communisme primitif a-t-il eu lieu ? », autour de Christophe Darmengeat et Marcel Roelandts, auteurs respectivement de *Le Communisme primitif n'est plus ce qu'il était* (éd. Smolny) et de *Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme* (**maison d'édition non citée**).

POLITIQUE

« Emparons-nous de la politique » dans le n° 30 (mars 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* traduit l'éditorial paru dans le *Socialist Standard* de février 2014, organe du Socialist Party of Great Britain (SPGB).

« Zombies de tous les pays, unissez-vous » Ébauche sur le prolétariat du 21^{eme}siecle

Presentation

Du groupe de discussion de Marseille

ZOMBI
gdmarseille@gmail.com
http://zombidiscussion.blogspot.fr/

Nous sommes un groupe de camarades qui croit en la nécessité de développer un travail de recherche, aussi bien théorique que de terrain. Nous croyons nécessaire, pour faire émerger une perspective révolutionnaire, de considérer le passé, comprendre le présent et regarder vers l'avenir, dans l'idée que passé, présent et futur participent de la même dynamique. Nous rejetons le nationalisme, le réformisme, ou l'État. Nous sommes un groupe de camarades qui veut apporter sa contribution à la lutte de classe en partant de cette simple définition :l'émancipation des travailleurs/euses sera l'œuvre des travailleurs/euses eux/elles-mêmes. Nous voulons organiser des recherches, des discussions et créer des liaisons avec d'autres groupes qui sont dans une dynamique et une perspective internationaliste et révolutionnaire

Texte de discussion

Pour parler de précarité et de chômage, il est nécessaire de comprendre ce qu'est la classe ouvrière (travailleurs-euses de tous secteurs confondus), et les nouvelles dynamiques de la crise. Il nous semble également nécessaire de comprendre la relation qui existe entre précarité et crise, à l'intérieur de la lutte de classe. Et comprendre la crise ne veut pas dire attendre sagement l'effondrement du capitalisme, mais analyser à quel moment ce système est le plus faible pour que nous puissions agir (1).

LA CRISE - Il existe une différence profonde entre les vieilles crises de surproduction incontrôlables, mais desquelles le capitalisme encore jeune pouvait se sortir en renouvelant son fonctionnement, et la crise actuelle, qui surgit dans un vieil organisme, rongé par des décennies de parasitisme financier exacerbé ces derniers temps. Les scénarios qui essaient de prévoir le futur n'indiquent aucune reprise, et nous assistons même plutôt à une détérioration continue de l'économie mondiale qui a repris la voie qui l'avait conduite à l'effondrement de la finance et de la production en 2007-2009, avec aujourd'hui, en plus, des conséquences aggravantes : hausse des prix des matières premières (en premier lieu la hausse du pétrole), ralentissement de la locomotive asiatique et difficultés de nombreux États européens à soutenir les niveaux d'endettement public.

LE TRAVAIL - De façon générale, les travailleurs peuvent se diviser en trois catégories :
— Les travailleurs-euses directement producteur-trice-s de plus-value, sous la forme de marchandises physiques et de services productifs (ouvrie-è-r-e-s industriels, technicien-ne-s industriels, salarié-e -s agricoles, etc.) ;
— Les travailleurs-euses indirectement producteur-trice-s qui se trouvent dans la sphère de la circulation de la valeur

(administration, services sociaux, etc.) ;
— Les travailleurs-euses de contrôle : police, instances religieuses, idéologues, politiques, etc. Cette division est à considérer comme étant une part indissoluble du capital, dans la mesure où elle est indispensable à ses besoins reproductifs.

LES ZOMBIES - La catégorie des « chômeurs-euses », quant à elle, est ambiguë ; nous préférons la définition « d'armée industrielle de réserve », terme qui rend cette catégorie moins passive et moins figée (2). On assiste aujourd'hui à une expansion de cette catégorie d'un point de vue quantitatif, et elle touche maintenant les trois formes de travail décrites ci-dessus ; l'expansion est donc aussi qualitative. Ce phénomène est dû à la crise et aux nouvelles formes de production flexible, pas seulement à cause du développement des machines et de la concurrence entre travailleurs imposée par les patron-e-s, mais à cause aussi de la valorisation (3) insuffisante qui fait que les travailleurs-euses sont exclu-e-s de l'accumulation capitaliste. Pris comme un tout, les mouvements généraux des salaires sont exclusivement régulés par la dilatation et la contraction de l'armée industrielle de réserve, et celles-ci correspondent à des changements périodiques du cycle industriel. Ils ne sont, par conséquent, pas déterminés par les variations du nombre absolu de la population active, mais par les proportions variables dans laquelle la classe ouvrière est divisée en armée active et de réserve, par l'augmentation ou la diminution de la quantité relative de l'excédent de population, selon qu'elle soit tour à tour intégrée, ou libérée..
Marx appelait « lumpenprolétariat » une frange de la population ouvrière qui ne se soumettait pas au mécanisme productif capitaliste et qui, pour lui échapper et subsister, recourait au vol, ou à divers trafics. En quelque sorte, cette couche de population apparaît à l'aube du capitalisme, pour constituer ensuite une partie de l'armée de réserve. Durant cette période, le lumpenprolétariat pouvait être attiré soit par la classe dominante, soit par le prolétariat lui-même. Cependant, en échappant à l'unification de classe, en faisant obstacle à la « généralisation du salariat », il constituait potentiellement une couche réactionnaire (voir ce que dit Marx au sujet des Lazzaroni qui écrasèrent la révolution napolitaine). Il faut ajouter que les différents discours dirigés contre le lumpenprolétariat furent la plupart du temps inspirés par une morale du travail encore plus ignoble que l'existence même de cette population ; d'autant plus ignoble que la morale a pour présupposé l'oubli total des causes de l'ignominie humaine (4). À l'heure actuelle, la morale du travail a perdu ses justifications, et parler de lumpenprolétariat n'a plus de sens, il vaut mieux parler d'étendue de l'armée industrielle de réserve, ou d'une économie pseudo-criminelle qui se greffe sur l'économie « réelle ».

La crise actuelle a engendré une étendue de ce « lumpenproletariat », qui couvre aujourd'hui un champ beaucoup plus large que celui décrit par Marx. Les aller-retours, de nos jours, entre formation, travail et chômage sont continus. Un manœuvre du bâtiment travaillera le week-end au noir pour servir dans un restaurant, puis vendra des cigarettes de contrebande sur les marchés. Une jeune femme avec une formation d'esthéticienne sera successivement caissière, hôtesse d'accueil, chômeuse et femme de chambre. Il devient impossible de s'identifier à une catégorie, une classe de travailleurs-euses fixe et stable. Les ouvrie-è-r-e-s sont menacé-e-s, tôt ou tard, d'être exclus des processus de production et donc, étant donné la domination du capital dans nos sociétés, de perdre toute possibilité de vivre. Ils/elles ne peuvent survivre qu'en recourant à des expédients, à l'intérieur de l'accumulation flexible, dans un cycle productif marqué par une haute flexibilité productive et une

précarité contractuelle. Plus précisément, une fois expulsé-e-s du processus de production ou, dans le cas des jeunes, sans avoir eu la possibilité d'y entrer, deux attitudes s'offrent à eux/elles : soit réclamer le plein emploi et le droit au travail, donc revendiquer le maintien du capitalisme (depuis Keynes, c'est là que réside le rêve de tous les capitalistes gestionnaires qui ont remplacé les économistes, car il n'y a plus d'économie politique) ; soit rejeter la société en la détruisant, en refusant le travail en tant que possibilité de survie, où ce rejet ne veut pas dire abandonner la sphère du capital, mais simplement augmenter le nombre des travailleurs-euses flexibles. Le résultat est le même, mais les chemins pour y arriver diffèrent.

C'est pour ces raisons que nous parlons d'une nouvelle composition de classe :le Zombie Prolétaire Moderne, corvéable à merci, au teint gris et au corps meurtri, sans langage, potentiellement violent envers les êtres humains et se nourrissant directement sur une société censément saine. À l'inverse des vampires ou des momies, de lignées aristocratiques, les zombies, réputés sans conscience ni humanité, représentent la part exclue de la société, seulement capable de destruction aveugle. C'est le capital stagnant et parasite qui produit lui-même la dé-intégration, et qui favorise le développement de ce prolétariat zombifié. Ce processus, transposé par exemple à l'échelle de la ville, s'appelle gentrification, une ville assainie et militarisée pour les riches, et une zone périurbaine indéfinie pour le reste de la population. Le nihilisme social qui s'empare de beaucoup de prolétaires reflète le vide existant dans la société, la disparition de l'ancienne classe ouvrière et les balbutiements de la classe universelle qui commence à englober les nouvelles classes moyennes par leur prolétarisation. Théoriser ce lumpenprolétariat reviendrait à nier le phénomène en tant que généralité et à le confiner à la périphérie de la société afin de pouvoir tranquillement exalter la figure du/ de (la) prolétaire-travailleur-euse, entendu dans son sens classique.

Heureusement, dans la culture vaudou haïtienne, le zombie trouve aussi la vie dans la mort, comme rébellion et affranchissement de l'esclavage. Les prolétaires qui luttent de façon directe, permettent, par une destruction soi-disant aveugle, l'avènement d'une conscience. Exalter ces luttes en tant que telles conduirait évidemment à une mythification de la violence et de la terreur, alors qu'il est indéniable que le communisme ne peut se développer sans un éveil simultané des consciences.

Le nouveau prolétariat zombie est aujourd'hui l'armée industrielle de réserve, représentée par le/la travailleur-euse précaire moderne, un-e nouveau/nouvelle travailleur-euse collectif-ve potentiel, dans une production flexible et mondiale. Nous ne savons pas quelles formes de lutte utiliseront les zombies pour s'affranchir du nouvel esclavage, mais nous sommes sûrs que le processus de dé-intégration de la société, produit par le capitalisme, remettra la lutte des classes au centre de la partie.

1) M. Roelandts, « Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme », Contradictions, 2010, Belgique

2) Marx distinguait trois formes de l'armée industrielle de réserve : flottante, latente et stagnante. Chap. 23. Le Capital, 1.

— La partie flottante se réfère aux chômeurs temporaires, vieux travailleurs expulsés du processus de production, liés par l'organisation du travail aux vieilles concentrations industrielles.

— La partie latente se compose du segment de la population qui n'est pas encore pleinement intégré dans la production capitaliste, et forme ainsi un réservoir de travailleurs potentiels pour la production. C'est, historiquement, une partie de la population rurale, et aujourd'hui les immigrés et tra-

vailleurs extra-communautaires ;

— La partie stagnante se compose des personnes marginalisées, à « l'emploi extrêmement irrégulier ». C'est, de nos jours, la masse de travailleurs CDD, et tout le travail au noir.

3) C'est le processus de création de valeur, un phénomène spécifique à la société capitaliste. Quand à la valeur d'une marchandise, vient s'adjoindre la plus-value. Marx, quand il analyse le processus de production, distingue entre le processus de travail et celui de valorisation. Dans la société capitaliste, les travailleurs ne produisent pas pour eux-mêmes, pas pour satisfaire leurs propres nécessités fondamentales, ce qui détermine la production c'est le capital. Bien que le travailleur y participe, le processus de valorisation ne concerne que le capital, qui s'auto-valorise, et qui aug

Thaïlande (en anglais)

Loren Goldner
SITES: Break Their Haughty Power
Insurgent Notes
Journal de Théorie communiste
et de pratique
Letter fom Thailand
Letter from Thailans II

Ces deux textes donnent un aperçu de la situation complexe en Thaïlande où un rcent coup d'Etat a permis la prise du pouvoir par l'armée, en fait la protecton des conservateur monarchistes dont la suprématie est menacée par des mouvements populistes, appuyés par les paysans (qui forment près de 5% de la population

INDE

Gurgaon dans l'Etat de Haryana est présenté comme l'Inde prospère, un symbole du succès capitaliste promettant une meilleure vie pour chacun en passant par la porte du progrès. A première vue, les trous de bureaux, les centres commerciaux reflètent cette chimère et même les façades des usines textiles ressemblent à des hôtels quatre étoiles Derrière les façades, derrière les murs de l'usine et dans les rues secondaires des zones industrielles des milliers de travailleurs mènent comme une course de rats, produisant des voitures et des scooters pour la classe moyenne qui encombrent d'embouteillage la nouvelle autoroute entre Dehli et Gurgaon. Des milliers de de jeunes prolétarisés de la classe moyenne perdent du temps, de l'énergie et leurs aspirations universitaires dans les équipes de nuit des call centers, vendant des crédits à la classe ouvrières des Etats-Unis ou des contrats d'électricité aux pauvres du Royaume Uni » extrait de la présentation de la publication régulière sur Internet d'une revue sur les luttes en Inde . Sur le site

GurgaonWorkersnews

On peut trouver le texte intégral (en anglais) du dernier nméro 63, juin 2014 mais aussi l'ensemble des numéros antérieurs, ce qui donne une vue copiete

Publications

Collectif Anarchiste du Traduction et de Scannerisation de Caen 12 nouvelles traductions, librement
téléchargeables et diffusables sur notre site à l'adresse suivante http://ablogm.com/cats/ .
- L'anarchisme en Colombie : Un texte d'Angel Cappelletti sur l'anarchisme dans ce pays, des origines jusqu'à la fin des années 1920.
- L'anarchisme en Uruguay : Texte sur l'anarchisme uruguayen, des origines aux années 1970.
- Saint Che : La vérité derrière la légende de l'héroïque guérillero Ernesto « Che » Guevara :
Un texte iconoclaste critiquant le parcours et les idées du Che d'un point de vue anarchiste.
- L'antisémitisme et les makhnovistes : Un court texte démontant les accusations d'antisémitisme parfois lancées contre le mouvement makhnoviste.
- Makhnovistes et mennonites - Guerre et paix dans la révolution ukrainienne : contexte de plusieurs exécutions collectives et massacres commis par des makhnovistes dans des villages
mennonites en Ukraine fin 1919.
- L'Assemblée Autonome à Alfa Roméo 1971-72 : sur les tentatives d'auto-organisation
ouvrière au sein de l'Assemblée Autonome, en marge des syndicats et du PCI.
- Spontanéité organisée – lutte de classe, autonomie ouvrière et soviets en Italie :
Un texte synthétique de Gigi Roggero sur le mouvement opéraiste italien des années 1960-70.
- Les héritiers de Bakounine en Afrique du Sud – Race et syndicalisme révolutionnaire depuis les IWW jusqu'à l'ISL – 1910-1921 :
Lucien Van Der Walt sur les origines du mouvement ouvrier organisé en Afrique du Sud, marqué par les idées libertaires et syndicalistes révolutionnaires
- Combattants des IWW durant la Guerre d'Espagne :membres des IWW (américains, canadiens, etc...) ayant combattu en Espagne dans les milices de la CNT ou dans les Brigades Internationales.
- Mémoire des IWW mexicains : les luttes des IWW au Mexique et dans les territoires frontaliers dans les années 1900-1920.
- Rouges et wobblies : Radicalisme ouvrier et État en Nouvelle Zélande 1915-1925.
- Les classes dans la société capitaliste : texte de la revue espagnole Ruptura sur les classes, vues non comme des catégories sociales figées mais analysées sous l'angle dynamique des relations humaines et sociales qu'elles induisent.

Collectif Antifasciste Tourangeau, . lettre mensuelle d'infos n°3 , «Retour sur une formation antifasciste intersyndicale » http://tours-antifa.samizdat.net ; https://www.facebook.com/pages/Collectif-Antifasciste-Tourangeau

Sortir du nucléaire
N° 60, février 2014 – Sur les différentes actions touchant le nucléaire et tous ses à-côtés. « Uranium appauvri, une tuerie méconnue » sur les effets à long terme sur les populations de l'utilisation sur différents champs de bataille notamment en Irak des armes à l'uranium appauvri.. Sur un sujet proche dans **A Contre Courant** n° 249 – novembre2013 « Gaz et huile de schiste » et « Le trou burien »

La grande dévalorisation
Pourquoi la spéculation et la dette de l'Etat ne sont pas les causes de la crise

À qui incombe la faute de la crise financière et économique qui maintient en haleine la planète entière depuis l'année 2008 ? Aux « banquiers cupides » ? Ou alors aux « États drogués à la dette » ? Ni aux uns ni aux autres, selon Ernst Lohoff et Norbert Trenkle, du groupe Krisis. Les causes en sont

bien plus profondes.
Ils interprètent l'énorme gonflement des marchés financiers au cours des trente dernières années comme une conséquence de la crise structurelle fondamentale du mode de production capitaliste, dont les prémices doivent être cherchées dans les années 1970. La troisième révolution industrielle qui se mit en place à ce moment-là entraîna une éviction accélérée de la force de travail hors de la production, sapant ainsi les bases de la valorisation du capital au sein de l'« économie réelle ». La crise structurelle de la valorisation du capital ne put être ajournée qu'en ayant massivement recours, sous la forme du crédit et de la spéculation, à la saisie anticipée de valeur future. Mais l'accumulation de « capital fictif » parvient aujourd'hui à ses limites, parce que toujours plus de vieilles créances ont été amassées, qui ne peuvent plus être « honorées ».
Le concept de « capital fictif » – telle est la thèse des deux auteurs – est fondamental pour comprendre le procès de crise actuel. Ils exposent donc, dans la deuxième partie de leur livre, tout d'abord les bases théoriques permettant de comprendre cette sorte de capital et son rôle dans le procès d'accumulation capitaliste.
La troisième partie analyse ensuite l'évolution de la fonction du capital fictif dans le développement historique du mode de production capitaliste. Si au temps de la révolution industrielle il n'avait qu'une importance secondaire, il joua un rôle essentiel, déjà à l'époque du fordisme, pour donner une impulsion et aider au démarrage de l'accumulation. Mais tandis que cette saisie pouvait encore être convertie dans une production de valeur effective, cela n'est plus possible à l'âge de la troisième révolution industrielle. Le capital fictif se transforme lui-même en moteur de l'accumulation, ce qui ne peut fonctionner qu'à travers une saisie toujours plus large de l'avenir.
Après la crise de 2008, l'effondrement catastrophique du système capitaliste mondial n'a pu être empêché qu'au moyen d'une intervention massive sans précédent des États et des banques centrales. Maintenant, si les conséquences de la crise sont imposées à la société, sous la forme de la dette de l'État et de la « politique d'austérité », cela ne prouve aucunement que nous aurions vécu « au-dessus de nos moyens » et que nous devrions nous « serrer la ceinture ». Bien au contraire, la société vit largement en dessous des possibilités, que les nouveaux potentiels de productivité ont développées, qui se transforment de plus en plus, dans les conditions du capitalisme, en forces destructives. La société, telle est la thèse finale du livre, est trop riche pour le capitalisme.
L'analyse non orthodoxe de la crise développée dans ce livre est fondée sur une lecture de la théorie marxienne qui s'oppose diamétralement, à de nombreux égards, au marxisme traditionnel et à l'actuelle « renaissance de Marx ». Ici, Marx n'est pas le théoricien de la lutte des classes mais celui qui développa une critique radicale d'une société fondée sur la production de marchandises et qui se heurte à ses propres contradictions internes. Les auteurs renouent avec cette pensée, la développent et l'étayent de manière conséquente en faisant appel à des matériaux empiriques. Le résultat en est une analyse de la crise qui s'oppose à tout ce qui se vend actuellement sur le marché des idées.

Les auteurs :

Ernst Lohoff (1960), est co-fondateur en 1986 de la revue *Krisis-Beiträge zur Kritik der Warengesellschaft* [Krisis-Contribution à la critique de la société de production de marchandises], et y est depuis actif en tant qu'auteur et rédacteur. Après des études de sociologie, il vit comme auteur indépendant à Nuremberg et a écrit et publié, outre de nombreux essais théoriques, plusieurs livres : *Der Dritte Weg in den Bürgerkrieg* (1996), *Elf Attacken gegen die Arbeit* (1999)

et *Dead Men Working* (2004). Il rédigea avec Robert Kurz et Norbert Trenkle le *Manifest gegen die Arbeit* [*Manifeste contre le travail*] (1999), également publié en France. Presque tous ses textes (comprenant de nombreuses traductions françaises) sont librement disponibles sur www.krisis.org
Norbert Trenkle (1959) est depuis 1988 rédacteur et auteur de la revue *Krisis-Beiträge zur Kritik der Warengesellschaft*. Il a suivi des études de sciences économiques et vit à Nuremberg. Outre de nombreux essais théoriques, il a écrit et publié plusieurs livres, parmi lesquels : *Elf Attacken gegen die Arbeit* (1999) et *Dead Men Working* (2004). Il rédigea avec Robert Kurz et Ernst Lohoff le *Manifest gegen die Arbeit* [*Manifest contre le travail*] (1999), également publié en France. Presque tous ses textes (comprenant de nombreuses traductions françaises) sont librement disponibles sur www.krisis.org
les Pepitas vont publier la traduction espagnole « d'Ouvriers contre le travail » vers la mi-mai:
http://www.pepitas.net/libro/los-obreros-contra-el-trabajo

Eduquer et former sous la dictature du marché du travail, Nico Hirt .Copie de ce texte à Echanges que l'on trouve sur http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=475.
Le discours dominant sur l'éducation considère celle-ci comme un « capital humain », dont le développement serait profitable à la fois aux individus (employabilité) et aux sociétés (croissance économique). Ce discours idéologique a pour fonction principale de justifier une adéquation fine de l'école aux évolutions du marché du travail. Or, l'étude des documents les plus récents de l'OCDE et de l'Union européenne révèle que cette évolution engendre, non pas un développement quantitatif ou qualitatif de l'enseignement, mais sa polarisation et son repli sur les « compétences » de base.

Le tout-numérilque à'école : iPads et iPocrisie

HUKO (Groupe Huxley-Ubu-Kafka-Orwell) « L'internaute après tout n'est que l'aboutissement délirant d'un lment des individus et de privation sensorielle ; et la cybervie qu'on lui propose n'est jamais destinée ue pour quelque temps à quelques pour cent du genre humain, tout le reste se voyant versé sans attendre au Tartare de ce xxie siècle. » Baudouin de Bodinat (La vie sur Terre, 1996) « Après s'être contenté de l'image, osepassera de la réalité. »
Étienne Gilson (La société de masse et sa culture, 1975)
L'introduction des iPads et autres tablettes dans les établissements scolaires, dont François Hollande, alors député de la Corrèze, a été le fer de lance en France, ne suscite guère de réactions indignées. Seuls ceux que les médias ont pris la déplorable habitude de classi fier comme « technophobes » s'y opposent. Hélas, la « crainte de la technologie » ne porte en elle rien de positif, puisqu'elle s'inscrit d'emblée dans le registre de la peur, dont on sait qu'elle peut produire le pire. Rien de mieux, pour discréditer toute critique, que de la réduire à une crainte irrationnelle et réactionnaire. C'est une autre attaque, beaucoup plus profonde, qui est portée ici, contre le tout-numérique à l'école.

Getaway contre l'austérité
Projet d'archives autour des luttes sociales et des groupes révolutionnaires des années 1950 à aujourd'hui
Getaway.eu.org
getaway@inventati.org

CRITIQUE DE LIVRES

Militants contre la guerre 1914-1918 (éditions Spartacus, février 2014) de Julien Chuzeville (auteur dont nous avons déjà parlé dans *Echanges* n° 143, **p.**) rappelle qu'on impute à tort la guerre à la trahison des sociaux-démocrates alors que leur peu d'importance
au sein des classes rurales et ouvrières ne permet pas de dire qu'ils auraient pu l'enrayer s'ils avaient adopté une attitude internationaliste : « Le mouvement ouvrier n'était pas aussi puissant qu'il se l'imaginait. La CGT était en crise. La SFIO [*Section française de l'Internationale ouvrière, socialistes*] était en plein essor, mais encore loin d'être un parti de masse » (p. 20) et « le mouvement anarchiste (...) plus réduit et peu coordonné (...) » (p. 13).

Dans cet ouvrage, Julien Chuzeville s'intéresse aux quelques militants français qui ont maintenu une position internationaliste dans la tourmente et principalement au Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), un travail basé sur la consultation de nombreuses archives. Selon l'auteur, Pierre Monatte fut le premier militant en vue à prendre ouvertement position contre la guerre en publiant sous forme de tract sa lettre de démission du Comité confédéral de la CGT en décembre 1914 ; rappelons que ce même mois, Karl Liebknecht, en Allemagne, rompant la discipline du Parti social-démocrate, votait au Reichstag contre les crédits de guerre. En France, ce seront les revues *L'École émancipée* des instituteurs de la CGT, *La Vie ouvrière*, dont des militants, dès 1915, participent à des réunions informelles, auxquelles sont présents des Russes internationalistes, et *L'Union des métaux*, dès sa reparution le 1er mai 1915, qui porteront le message pacifiste ; enfin, la Fédération de la Haute-Vienne de la SFIO, avec pour leader Jean Longuet, se rangera pusillanimement aux opinions pacifistes.

A l'international, l'opposition à la guerre commence à s'organiser dès 1915 : du 5 au 8 septembre de cette année-là, 38 délégués se réunissent à l'invitation du Parti socialiste italien à Zimmerwald, en Suisse. Du côté français y participeront Alphonse Merrheim et Bourderon ; la répression étatique (selon Julien Chuzeville, pendant la durée de la guerre, l'armée française fusillera en moyenne trois de ses soldats chaque semaine et enverra au front les plus virulents des pacifistes) et la censure exercée par les instances dirigeantes de la SFIO ne pourront empêcher que la tenue de cette réunion de Zimmerwald soit connue publiquement. Viendront alors les tentatives de salir les militants : « Quant à Bourderon, un membre de la direction du Parti – Charles Rossignol – [*ira*] jusqu'à écrire à la police qu'il est vendu à l'Allemagne. » (p. 43) et Abel Ferry, dans ses *Carnets secrets*, publiés pour la première fois en 1957, cité par Julien Chuzeville, raconte que « sur Merrheim, secrétaire générale des métallurgistes, le Gouvernement ne peut trouver prise : ni argent, ni femme, ni rien » (p. 73).

Après Zimmerwald les militants français tenteront de s'unir, mais les deux courants du pacifisme militant français, celui des « pacifistes internationalistes » et celui mené par Jean Longuet, ne parviendront jamais à adhérer à une même organisation. Le CRRI est créé en novembre 1915, d'abord sous le nom de Comité d'action internationale, rassemblant socialistes, syndicalistes et libertaires, puis, en janvier-février 1916, sous son nom définitif de Comité pour la reprise des relations internationales.

Indépendamment de cette agitation des militants, il y avait au front, depuis 1914, des fraternisations et des ententes sponta-

nées, et à partir de mai et juin 1917 des mutineries éclatent dans l'armée française que les militants pacifistes « n'ont ni planifié ni organisé » (p. 85). En mai 1918, de nombreuses usines des industries de guerre se mettent en grève, souvent avec des revendications pacifistes sans que là encore le CRRI y soit directement pour quelque chose ; comme en Allemagne avec les conseils d'ouvriers et de soldats, ces manifestations n'avaient pas tant pour objectif de faire la révolution imaginée par les militants politiques et syndicaux que de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible ; une attitude que les militants pacifistes révolutionnaires ne comprendront pas : ainsi, pour la Russie, « (...) le CRRI parlera (...) du "désastreux traité de Brest-Litovsk". » (p. 90)

Malgré ce constat, en mai 1919, le CRRI devient le Comité de la 3e Internationale. Le Parti communiste SFIC (Section française de l'Internationale communiste) naît en décembre 1920, lors du Congrès de Tours, après que le Comité de la 3e Internationale eut réussi à faire adhérer une majorité de militants de la SFIO à l'Internationale communiste. Les désillusions des anciens du CRRI à l'égard du PC ne tarderont pas : entre exclusions et démissions, moins de dix ans suffiront à écarter ces militants du Parti (p. 112).

« The oligarchic Democracy. The influence of Business grop on ukrainienne politics – Slavomir Matuszak –OSW Studies n° 42-Varsovie – septembre 2012

La démocratie oligarchique est le titre en forme d'oxymore d'un épais rapport de 2012 publié en anglais par l'organisation politique polonaise Osiodek Studiow Wschodnich (OSW) (Centre for Eastern Studies) qui étudie l'influence de milieux d'affaires ukrainiens sur la politique intérieure et extérieure du pays. Il ne s'agit pas d'un travail d'historien et l'auteur signale qu'il est souvent difficile de trouver des documents fiables et que ses sources se trouvent principalement sur Internet. Antérieur aux évènements actuels, ce rapport n'en montre pas moins la réalité que taisent les médias et les hommes politiques lorsqu'ils mettent en scène les « révolutions » Orange et Maidan.

Sans rendre compte de tous les détails de ce rapport, il est intéressant de résumer la genèse et l'évolution de ce système oligarchique. L'oligarchie ukrainienne s'est formée immédiatement à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, sous la présidence de Leonid Kuchma (seconde moitié des années 1990). Les capitaux avaient été amassés au cours de la perestroïka par certains membres de la nomenklatura du Parti communiste. Ces capitaux leur ont permis de racheter les entreprises en voie de privatisation à un prix avantageux. La dépendance mutuelle entre les hommes d'affaires et le monde politique s'est formée au même moment, certains hommes d'affaires exerçant aussi des fonctions politiques. Cette oligarchie contrôle des secteurs entiers de l'économie ukrainienne ainsi que les médias et elle est souvent beaucoup plus puissante et influente que les représentants des différents partis politiques. Un vernis pluraliste issu de la création de ces partis masque l'influence réelle de l'oligarchie, mais il convient de noter qu'en soutenant un parti, ces hommes d'affaires ne sont guidés que par leur intérêt propre et que celui-ci ne s'identifie en rien aux conceptions politiques des partis ou à celles des hommes politiques auxquels ils apportent un soutien financier. Leur allégeance est donc

fréquemment fluctuante.
Cette oligarchie est divisée en plusieurs clans hautement concurrentiels et les gouvernements qui se sont succédé en Ukraine ont tenté de maintenir un équilibre entre trois factions principales de manière à empêcher l'hégémonie d'une seule d'entre elles. Donc, contrairement à ce qui s'est passé en Russie, cette oligarchie n'est pas subordonnée au gouvernement.
Sans entrer dans le détail de la composition de ces clans et des péripéties qui les ont opposés, mais dans le but d'éclairer un peu les évènements actuels, il est utile de rappeler que Yanoukovitch était issu du clan Donetsk (métallurgie principalement) et que le Parti des Régions est la base politique de ce clan. Julia Timochenko, en revanche, est issue du clan Dnipropetrovsk dont Kouchma était aussi issu. De plus, sous la présidence de Viktor Yanouchenko, on a assisté à une montée en puissance des groupes qui représentent les entreprises de taille moyenne regroupés dans le parti Notre Ukraine de Iouchenko, principale force d'opposition.
Survient la « révolution Orange » dont on a dit qu'elle était la révolte des millionnaires contre les milliardaires. Timochenko représentait l'aile dure du gouvernement d'Iouchenko et voulait mettre les opposants au pas alors que Iouchenko préférait le compromis. Ces luttes intestines entraînaient une quasi paralysie du gouvernement.
En 2006, c'est le Parti des Régions qui remporte les élections et Iouchenko perd une grande partie de ses soutiens. Ianoukovitch devient premier ministre et Timochenko lui succède de 2007 à 2010. Deux camps s'affrontent alors : les pro-Iouchenko et les pro-Timochenko, les hommes d'affaires reportent leur soutien sur cette dernière lorsqu'il devient évident que Iouchenko ne sera pas réélu. Au prix d'une crise du gaz avec la Russie, très coûteuse pour le pays, Timochenko tente de se débarrasser du groupe RUE (Parti des Régions). Cette faction réussira à convaincre Ianoukovitch de prendre le pouvoir lors des élections. Il sera soutenu par la majorité des hommes d'affaires qui redoutent le pouvoir de Timochenko.
La victoire de Ianoukovitch marque un retour à la stabilité politique, puisque seul son groupe est aux commandes et ses pouvoirs ont, du reste, été accrus. Il envoie Timochenko en prison et l'opposition est donc presque complètement marginalisée. On assiste alors à un phénomène nouveau : l'importance croissante de ceux qui sont personnellement liés à Ianoukovitch et à ses fils.
Ce rapport ne dit rien des agissements des gouvernements occidentaux et russe qui se heurtent forcément aux intérêts de l'oligarchie ukrainienne. Seuls quelques groupes sont cotés sur les marchés occidentaux, la majorité des entreprises n'exportant que hors de la zone européenne. Cette oligarchie a beaucoup à redouter de la concurrence européenne, et ce d'autant plus qu'elle n'a guère modernisé ses entreprises. Elle s'intéresse généralement peu à la politique étrangère sauf si cela a des conséquences sur le marché intérieur et la concurrence interne.
Le processus d'intégration à l'Union Européenne est gelé depuis la chute de Timochenko et la Russie accroit sa pression sur l'Ukraine pour qu'elle participe à la Communauté Économique euro-asiatique. Le projet d'intégration régionale que la Russie offre à l'Ukraine est compétitif avec celui de l'Union Européenne. Mais d'un côté, l'oligarchie ukrainienne entrave l'expansion des capitaux russes, seuls capables de remettre leurs entreprises à flot (les Occiden-

taux ont surtout investi dans le secteur bancaire), et de l'autre côté l'oligarchie n'a aucun intérêt à introduire en Ukraine une libre concurrence qui signifierait une modification radicale de la nature même de ses entreprises. Par ailleurs, elle n'a aucun intérêt à une détérioration des rapports entre l'Ukraine et l'Occident, alors qu'un accord avec l'Europe serait un frein supplémentaire au processus d'intégration régionale proposé par Vladimir Poutine.

C'est tout l'enjeu des évènements qui se déroulent actuellement sur fond de guerre économique mondiale

(Ce texte de 112 pages peut être envoyé à tout intéressé sur papier pour 5euros)

Otto Rühle *Karl Marx. Vie et œuvre*
Entremonde, 2011

Otto Rühle (1874-1943) avait été, avant la première guerre mondiale, enseignant itinérant rémunéré par le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Il était député de ce parti au Reichstag et, lors de la réunion de la fraction parlementaire du SPD, le 3 août 1914, qui devait discuter du vote des crédits de guerre au Parlement le lendemain, il prit position pour le non avec 13 autres membres du parti, contre 78. Par discipline de parti, les présents au Reichstag le 4 août votèrent cependant les crédits. Le 2 décembre, Karl Liebknecht (1871-1919) votait seul contre le deuxième plan de crédits ; et le 20 mars 1915, lors du vote du troisième plan, Rühle votait contre au côté de Karl Liebknecht.

Un des fondateurs de la Ligue Spartacus, puis du Parti communiste (KPD), Otto Rühle prit une part active dans les conseils ouvriers de Dresde lors de la révolution allemande. Cette expérience des luttes ouvrières le mena à critiquer la conception bolchevique d'une révolution par en haut ; après une discussion avec Lénine avant le deuxième congrès de la IIIe Internationale (juillet 1920), où il avait été délégué par le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD), il refusait d'y participer et parcourait la Russie pour se rendre compte par lui-même de la situation avant de rentrer en Allemagne.

Après l'échec des conseils ouvriers allemands au début des années 1920, il chercha des éléments d'analyse dans la psychologie d'Alfred Adler (1870-1937). Friedrich Georg Herrmann, qui a soutenu une thèse universitaire en 1972 sur Otto Rühle à ma connaissance jamais traduite en français, écrit que ce tournant dans sa vie intellectuelle a amené Otto Rühle à rédiger de nombreux articles de pédagogie, conjointement à une pratique de pédagogue jusqu'à sa mort en 1943, ainsi que trois ouvrages entre 1927 et 1930 : *Karl Marx. Leben und Werk,* Hellerau, 1927, *Die Revolutionnen Europas,* Dresde 1927 *et Illustrierte Kultur- und Sittengeschichte des Proletariats,* Berlin, 1930. C'est en 1928, non en 1927, qu'Otto Rühle publiait sa biographie de Marx, *Karl Marx. Leben und Werk*, chez l'éditeur Avalun-Verlag. Une traduction française en paraissait aux éditions Bernard Grasset en 1933.

A rebours des marxistes qui considèrent dans leur majorité le développement du capitalisme sous son seul aspect de la production des marchandises, dans cette biographie Otto Rühle renoue avec le cœur de la théorie et de la pratique de Karl Marx, l'activité humaine concrète. L'action révolutionnaire en Allemagne entre 1917 et 1921 s'étant heurtée aux faiblesses de la subjectivité humaine selon Rühle, cette biographie de Marx, écrit Friedrich Georg Herrmann, « cherche à dépeindre la formation de la théorie marxienne en relation avec l'évolution personnelle de Marx. [*Rühle*] justifie cette décision en ce qu'il tient que l'homme sociable, seul capable de mener un combat de classe autonome, ne considère pas seulement l'œuvre mais aussi la personne

qui l'accomplit. C'est parce que les acteurs de la révolution prolétarienne à venir doivent parvenir à la conscience et à l'initiative individuelle qu'ils peuvent se permettre de voir en Marx l'homme avec ses propres faiblesses dans leur ensemble. »

Jusqu'aux années 1920, aucun militant politique n'avait osé interpréter les processus sociaux sous un angle psychologique qui tienne compte des individus, malgré quelques travaux pionniers comme ceux du psycho-sociologue Gustave Le Bon (1841-1931) : *Psychologie des foules* date de 1895 et *Psychologie du socialisme*, de 1902 ; encore moins sous l'angle de la sexualité malgré les travaux plus tardifs de Freud (1856-1939). Les marxistes étant presque tous influencés par un économisme qu'ils pensaient avoir trouvé chez Marx croyaient qu'il suffisait à la compréhension de la société existante. Les quelques disciples de Marx qui avaient su son insatiable curiosité des idées et des faits la passaient sous silence : sa « confession » (des réponses lapidaires à des questions de ses filles), la correspondance avec ses proches et les remarques de quelques intimes sur sa vie privée furent jugées futiles dès leur parution ; la lettre à Sigmund Freud, sans date, transmise à son correspondant par l'intermédiaire de Wilhelm Fliess (1858-1928), un ami de Freud en relations de loin avec Marx, n'était pas connue bien que des copies en aient circulé grâce à David Riazanov (1870-1938) dès 1925 (Joshua A. Scholomo, revue *Sozialismus-Studien*, vol. 3, 2ème année, novembre 1979).

Pour Otto Rühle, il s'agissait non pas d'affaiblir les écrits de Marx en les ramenant à la sociologie comme Karl Korsch (1886-1961) s'est fait le critique de cette transmutation par les marxistes dans son ouvrage *Karl Marx*, mais d'étendre la portée de l'analyse de Marx au-delà des faits purements économiques par une prise en compte des ressorts de la psychologie. Cet essai, qui revenait aux écrits et à l'action de Marx et mettait fin à la séparation entre la conscience et son objet, souleva de fortes résistances chez de nombreux marxistes.

Henry Jacoby (1905-1986), par exemple, dans son ouvrage *Von des Kaisers Schule zu Hitlers Zuchthaus. Geschichte einer Jugend links-außen in der Weimarer Republik* (Frankfurt/M, dipa -Verlag, 1980, p. 82/83 ; cité par Lisbeth Exner, « Vergessene Mythen. Franz Pfemfert und ‚Die Aktion' », dans *Pfemfert, Erinnerungen und Abrechnungen. Texte und Briefe*, belleville Verlag, s.d., p. 33/34) décrit la réaction, en 1925, de rejet de Franz Pfemfert (1879-1954), animateur de la revue *Die Aktion*, qui s'était pourtant très tôt rangé aux côtés d'Otto Rühle pendant la révolution : « Rühle donnait une conférence sur l'homme autoritaire dans l'école Weinmasterstraße à Berlin, au cours de laquelle il présenta la psychologie individuelle [*nom que les spécialistes donnent aux conceptions psychologiques d'Alfred Adler*] comme un apport à l'analyse marxienne de la société. Dès le début de la discussion, Franz Pfemfert se précipita à la tribune ; jamais auparavant je ne l'avais entendu parler d'une voix si criarde et si impérieuse comme à cette occasion. »

En France, Simone Weil (1909-1943) écrivait dans *La Critique sociale* n° 11 (mars 1934) : « On ne peut pas ne pas aborder avec un préjugé favorable un ouvrage écrit par un homme indépendant et qui a su se conduire en vrai révolutionnaire aux heures les plus difficiles. Mais la lecture déçoit singulièrement l'attente. (...) Raconter la vie des grands hommes en la séparant de l'œuvre elle-même aboutit forcément à mettre surtout en lumière leurs petitesses, parce que c'est dans leur œuvre

qu'ils ont mis le meilleur d'eux-mêmes ; mais le plus odieux, c'est qu'en général toutes les mesquineries, toutes les bassesses sont racontées de manière à apparaître comme la rançon du génie. La conclusion implicite de tous les ouvrages de ce genre, c'est que la mesquinerie, la vanité, l'intolérance, l'humeur despotique seraient essentiels [*sic*] au génie, au lieu que les plus belles qualités d'âme et de cœur seraient l'apanage exclusif des médiocres. (...) S'il faut chercher aux idées des explications psychologiques, de telles explications s'appliqueraient bien mieux à Otto Rühle lui-même, qui, après tant d'autres, puise évidemment une consolation au sentiment de sa propre médiocrité dans la pensée que le génie est une sorte de maladie. » Et Boris Souvarine (1895-1984), dans le même numéro de *La Critique sociale* : « Il y a une opinion vulgaire très répandue à propos du "mauvais caractère" de K. Marx. On la retrouve comme une obsession tout au long de l'ouvrage d'Otto Rühle. Tout homme simplement doué de caractère passe pour avoir mauvais caractère aux yeux des eunuques et des hypocrites, des gens bonasses, fadasses et mollasses. » (*La Critique Sociale, Réimpression 1983*, éd. de La Différence)

La polémique s'est poursuivie longtemps : Paul Mattick (1904-1981) affirme en 1945 dans son texte « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand » qu'« il était inévitable que la vogue de la psychologie pénètre dans le mouvement ouvrier. (...) Malheureusement, de notre point de vue, Otto Rühle fut un des premiers à revêtir les idées les plus populaires de Marx du nouveau langage de la psychologie et de la sociologie bourgeoises. (...) Dans sa biographie de Marx, Rühle applique sa nouvelle conception psycho-sociologique du marxisme qui ne pouvait aider qu'à soutenir la tendance à incorporer un marxisme émasculé dans l'idéologie capitaliste. » (traduction de Juliette A., dans Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge*, éd. Spartacus, octobre-novembre 1975, p. 90/91) Le même Paul Mattick se demandait à la fin de sa vie si le marxisme n'était pas le dernier refuge de la bourgeoisie (*Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?*, éditions Entremonde, 2011 ; traduction française d'un ouvrage posthume paru en anglais en 1983).

La biographie de Marx par Otto Rühle était depuis longtemps introuvable en français, et la polémique autour de cet ouvrage s'était tue. Son auteur n'en a pas moins continué à subir des attaques, plus ou moins basses. J'ai relevé le coup de pied de l'âne dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international – Allemagne* (Les Editions ouvrières, 1990) : « Marié (...) avec la psychologue Alice Gerstel, [*Otto Rühle*] popularisa les thèses de la psychologie des profondeurs de Jung (...) ». Dans cette notice sur Otto Rühle, j'ai noté plusieurs erreurs : par exemple, qu'Otto Rühle se serait suicidé alors qu'il est mort d'un arrêt du cœur ; l'ensemble à l'avenant. Je ne m'attarderai ici que sur cette affirmation qu'Otto Rühle propagea les théories de Carl Gustav Jung (1875-1961) parce qu'elle est particulièrement sournoise, C. G. Jung ayant assumé la présidence de la Société médicale générale de psychothérapie (Allgemeine Ärtzliche Gesellschaft für Psychotherapie) de 1933 à 1939 en composant avec le régime national-socialiste, complaisamment ou non le sujet reste controversé.

En réalité, Alice Rühle-Gerstel (1894-1943) était une disciple du psychologue Alfred Adler ; un article, « Le marxisme à la lumière du marxisme », signé Alice Ruhle-Gerstel, dans le n° 4 (avril 1933) de la revue *Masses*, animée par René Lefeuvre, fondateur des éditions Spartacus, ne laisse aucun doute à ce propos. Alfred Adler, beaucoup moins connu que C. G. Jung, refusant les théories de Freud sur la sexualité, trouvait la cause des névroses et autres psychoses dans le sentiment d'infériorité induit dès l'enfance par les relations sociales ; c'est l'approche de Rühle dans sa biographie de Karl Marx.

Il va sans dire que quelques contempo-

rains d'Otto Rühle ont apprécié sa biographie de Marx. Bertolt Brecht (1898-1956), par exemple, répondant à un journaliste qui lui demandait de citer quatre livres parus cette année-là dont il recommandait la lecture, citait entre autres en décembre 1928, « la biographie de Marx par Rühle pour sa claire analyse d'une grande théorie » (cité par Friedrich Georg Herrmann, note 12, p. 47 ; voir aussi Klaus Völker, *Brecht Chronicle*, A continuum book, The Seabury Press, 1975 [éd. allemande : 1971], p. 53).

Le lecteur d'aujourd'hui, plus ou moins familiarisé avec les théories psychologiques, se demandera, une fois refermé l'ouvrage de Rühle, à quoi a rimé tout ce bruit pour des passages qui, hormis dans la dernière partie, occupent si peu de place et restent au fond extrêmement sommaires. Tous les connaisseurs de la vie de Marx savent combien il se montrait dur avec ses camarades d'idée et tendre avec les enfants ; que lors d'une visite à Trèves, sa ville natale, il écrivait dans une lettre à sa femme : « On me demande chaque jour, de gauche à droite, des nouvelles de *la plus belle fille* de Trèves, de la reine des anciens bals. Il est diantrement agréable pour un homme de voir ainsi sa femme continuer à vivre dans la mémoire d'une ville sous les traits de *la princesse enchantée*. » (éd. Entremonde, p. 21) ; qu'il fut inapte à tout travail salarié ; etc.

Au fond, les critiques de la biographie de Marx par Otto Rühle sont passés à côté du contenu essentiel de l'ouvrage : un retour au cœur de l'analyse de Marx, l'activité humaine concrète, ainsi que je l'ai écrit plus haut ; et un exposé de la théorie marxienne qui accorde toute son importance à la continuité de cette théorie depuis les écrits de jeunesse jusqu'aux trois tomes du *Capital*, en opposition frontale avec les conceptions des sociaux-démocrates et de leurs camarades léninistes de toutes obédiences qui donnent l'humanisme révolutionnaire de Marx comme nul et non avenu.

Cette réédition du *Karl Marx. Vie et œuvre* d'Otto Rühle par les éditions suisses Entremonde serait donc la bienvenue si elle n'était entachée de nombreux défauts qui risquent de relancer une polémique stérile parmi les francophones qui se limiteraient à lire cette version française. Une version qui, bien que rien ne l'indiquât à l'époque, était du romancier Alexandre Vialatte (1901-1971), par ailleurs traducteur de Franz Kafka. Maurice Nadeau écrit dans *Le Roman français depuis la guerre* (éd. Gallimard, 1963, p. 126/127) : « Alexandre Vialatte s'est plus fait connaître par ses remarquables traductions de Kafka que par ses romans. (...) Chroniqueur et critique, Alexandre Vialatte laisse courir son imagination, sa fantaisie, sur les thèmes que lui procure une actualité dont il transforme merveilleusement la grisaille. » Appréciant peu la littérature de Franz Kafka, je n'ai pas cherché à vérifier si les traductions de Vialatte sont si remarquables que Nadeau l'affirme ; par contre, j'ai comparé la biographie de Marx par Otto Rühle dans son édition originale avec sa traduction en français, et le constat est sans appel : la traduction de Vialatte est outrageusement mauvaise, Vialatte ayant sans doute laissé un peu trop courir son imagination. Les termes de Rühle y sont rendus dans un vocabulaire approximatif, sinon inexact, et des paragraphes entiers ou des parties de phrases ont échappé au traducteur. Toute réédition exigeait, par conséquent, un gros travail de réécriture que les éditions Entremonde n'ont pas fait, et elles ont ajouté, en outre, de nombreuses coquilles à cette mauvaise traduction ; on trouve, par exemple, chez Grasset le morceau de phrase suivant : « Les marchandises (...) se livrent là aux plus **folles** fantaisies (...) » (p. 372) qui devient chez Entremonde : « Les marchandises (...) se livrent là aux plus **toiles** fantaisies (...) » (p. 312).

Enfin, la biographie de Marx par Rühle s'appuie sur un nombre important d'extraits des ouvrages de Marx. Or, bien que l'éditeur Entremonde écrive dans une note préliminaire : « D'une manière générale, nous avons préféré pour les citations de Karl Marx retenir la traduction donnée dans la Bibliothèque de

la Pléiade plutôt que les traductions d'origine réalisées par Alexandre Vialatte », le lecteur attentif que j'ai été a surtout noté une majorité de citations reprises de la traduction de Vialatte chez Grasset. Il ne me semble pourtant pas très difficile de retrouver de bonnes traductions de Marx, et elles ne sont pas toujours bonnes dans la Bibliothèque de la Pléiade, pour quelqu'un ayant une connaissance moyenne des écrits de Marx.

J.P.V.

Otto Rühle affirma, dès 1920, la nécessité de combattre les conceptions léninistes de la révolution et prit vivement position contre les théories bolcheviques, puis contre les conceptions traditionnelles du mouvement ouvrier organisé en partis et syndicats dont il réclamait la disparition en faveur d'organisations d'usine regroupant le plus grand nombre de travailleurs. Il est en outre l'auteur de nombreux écrits pédagogiques dont, à ma connaissance, aucun n'a été traduit en français jusqu'à ce jour. Les quelques données bibliographiques qui suivent sont destinées aux lecteurs qui voudront mieux cerner la pensée d'Otto Rühle et y trouver peut-être des outils pour leurs propres réflexions :

Friedrich Georg Herrmann, *Otto Rühle als politiker Theoretiker*, thèse soutenue en 1972 à la Freie Universität Berlins sous la direction du professeur Kotowski, publiée en deux parties dans la revue *IWK* en 1972/1973 (je n'en possède qu'une mauvaise copie parue en brochure sous le titre *Otto Rühle, ein deutscher Revolutionär*)

D. Riazanov, Fr. Engels, Rosa Luxembourg, *La Confession de Karl Marx*, éd. Spartacus, 1969

Joshua A. Scholomo, Correspondance entre Marx et Freud, revue *Sozialismus-Studien*, vol. 3, 2ème année, novembre 1979 (je n'en possède qu'une traduction espagnole publiée dans la revue mexicaine *Palos de la crítica* n° 1 [juillet-septembre 1980])

Alice Rühle-Gerstel, *Kein Gedicht für Trotski. Tagebuchaufzeichnungen aus Mexico*, Verlag Neue Kritik, 1979

Alice Ruhle-Gerstel, « Le marxisme à la lumière du marxisme », *Masses* n° 4 (avril 1933) ; et sa critique par Léon Limon, « Acrobatie dialectique », *Masses* n° 5 (mai 1933) (copies à Echanges)

Ouvrages d'Otto Rühle traduits en français :

La Crise mondiale ou Vers le capitalisme d'Etat (sous le pseudonyme de Carl Steuerman), éd. Gallimard, 1932

« La révolution n'est pas une affaire de parti », *in La Gauche allemande. Textes du KAPD, de l'AAUD, de l'AAUE et de la KAI (1920-1922)*, supplément au n° 2 d'*Invariance*, série II, 1972.

La révolution n'est pas une affaire de parti est aussi le titre d'un recueil de textes paru aux éditions Entremonde en 2010 qui regroupe « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand » de Paul Mattick, « La Lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme » et « La révolution n'est pas une affaire de parti » d'Otto Rühle (dans les mêmes traductions que parues antérieurement avec quelques variantes et coquilles)

« La Lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme », *in* Korsch/ Mattick/ Pannekoek/Wagner/Rühle, *La Contre-révolution bureaucratique*, éd. 10/18, 1973 (rééd. Adel, disponible à Echanges)

Facisme brun, fascisme rouge, éd. Spartacus, 1975 (contient « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand » de Paul Mattick)

Plusieurs textes d'Otto Rühle ont été traduits, ou repris d'autres recueils, dans la revue, irrégulière et hors commerce, *(Dis)continuité*. Contacts : François Bochet, Le Moulin des Chapelles, 87800 Janailhac ; f.bochet@free.fr

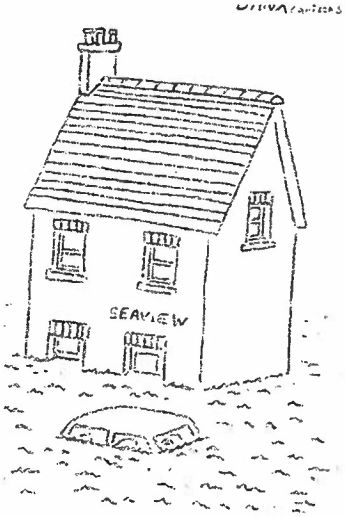
Grèce

La Grèce fantôme Panagiotis Grogoriou –voyage au bout de la crise (2010-2013) Fayard

CONSTATATIONS EVIDENTES

Chacun a pu se rendre compte que ce numéro 147 ne se présente nullement comme les précédents. Un lecteur attentif et mal intentionné d'Echanges 146 a pu nous faire observer que nous étions bien en retard sur le rythme de parution habituel. Il pourra dire la même chose pour ce numéro 147.

Bien sûr ces retards évidents ne sont pas dus au hasard et on doit des explications. Que l'on se rassure, ils ne sont pas dus à des divergences politiques telles qu'elles créeraient ces difficultés matérielles . Nous ne recherchons pas une cohérence sans failles et , comme dans tout groupe (même ceux qui se donnent une telle façade unitaire), des divergences existent même si une large base commune existe .Le noyau actif se partage, au delà du travail d'écritures, de traductions, la tâche matérielle de correction des textes , de mise en page, d'impression et de diffusion. Si certaines de ces tâches matérielles peuvent être assurés de manière interchangeable par l'un ou par l'autre d'entre nous, il n'en est pas de même pour certaines notamment pour la mise en page. L'indisponibilité temporaire pour des raisons toutes personnelles de celui qui assumait cette dernière tâche de manière professionnelle est la seule explication des irrégularités constatées. Et on s'en excuse.



BROCHURES DISPONIBLES

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaires (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)
+
La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2.50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3.50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 147 — Printemps 2014